









## Les Palestiniens entre l'humiliation et la colère

**NATHAN**







## PROCHE-ORIENT

JÉRUSALEM

### Libres opinions

#### L'histoire, soudain subjuguée

par JEAN-LUC ALLOUCHE (\*)

Deux hommes viennent de fracasser les portes de l'histoire, abandonnant sur son seuil les carabes patentes, désormais patentes, et que sont ces éternels froués : diplomates, hommes politiques de plus ou moins grande envergure, observateurs plus ou moins perspicaces, tous viciés de l'événement.

Deux hommes, au Proche-Orient, viennent d'accepter de vivre désormais de l'espoir de leurs enfants plutôt que du souvenir de leurs morts. Et soudain, l'histoire bascule... Cette histoire qui débordait et crève, de toutes parts, les catégories et les schémas qui l'enserrait. Et l'équilibre.

N'avait-on pas tout tenté pour comprendre, au moins, ce conflit israélo-arabe qui défile l'analyse, affole la raison et, surtout, fait trembloter la conscience bilingue de millions d'hommes, partagés entre des rêves de gloire sacrée et les cauchemars de la mémoire endeuillée ? Quoi ! N'avait-on pas la politique, l'idéologie, l'économie, pour élucider les termes de cette énigme ? Aucun de ces axes n'avait réussi, depuis l'eube de l'entreprise sioniste et de l'éveil nationaliste arabe, tragiquement conjugués et prisonniers du même espace géographique et mental, à démonter le mécanisme de l'attribution, et, par là, tenter de la défaire. C'est qu'à bien y songer, aucune, ou presque, de ces clés ne pouvait pénétrer au cœur et à la racine de cette éternelle absurdité : le lutte mortelle, fratricide au sens propre et figuré, d'Israël et d'Arabie.

Les deux hommes vont donc se rencontrer : se regarder face à face après les dos à dos : marcher côte à côte devant leurs bannières nationales déployées au vent de Jérusalem, au son de deux musiques qui n'auront plus rien de la pompe patriotique tant cette cité ne supporte que la cantilène ou le cri de la prière.

En vérité, le toisonnement des symboles a de quoi emporter l'espérance après tant d'échecs, de vicissitudes et de désespoir. Un Arabe. Un Israélien. Un musulman profondément pieux, dont on se plaint à brocarder la dévotion. Un traditionaliste ancré dans ses sources juives, errant au roc de sa foi et qui fait sourire les libéraux de son pays. Deux hommes dont la mémoire enjambe les siècles, pour qui Coran et Bible sont perles de feu, pour qui le verbe, en puissance incantatoire, l'image plus réelle que la réalité, le symbole plus chargé que la vie, l'important plus que le froid logique. Ces deux hommes, à peine nées, s'acceptent mutuellement, se reconnaissent, circonvenant leurs fronts du refus intérieur, et d'abord leurs propres pénétrations ; il y a, dans cet événement, comme un chant nouveau qui s'élève à l'Orient, comme une grande lumière qui naît au levant et embrasse les terres et les peuples.

Demain, déjà et sans doute, la politique proclamera ses exigences légitimes ; la négociation s'imposera, difficile, après, violente parfois, comme l'élit d'élus deux peuples qui ont offert au monde l'art du commerce des choses et des idées. Peu important, pour l'heure, ces ruses, ces résistances, ces marchandages, tout ce jeu dialectique, cette acrobatie de l'intelligence qui propose le moins et exige le plus. Même cette inquiétude que l'on ressent, d'ores et déjà, comme devant un enfant capoté, sur le point de briser la vie, il nous faut le chasser, l'écarter et l'Arabie, dans l'effroi confus, réinventer leur souffrance. Et, avec eux, tous ceux que cette terre trop promise, trop aimée, a déchirés. Demain, peut-être, les arabesques voluptueuses de l'arabe et la graphie sensuelle de l'hébreu uniront leurs courbes millénaires pour tracer, enfin, en lettres de vie, le mot d'un « paix » par-dessus les décombres et les chemins. Après le ressentiment, naîtra la fraternité, il le faut. Mais, si encore une fois l'histoire devait bégayer, le Dieu qu'invoquent quotidiennement Anouar El Sadate et Menachem Begin serait chassé des cours de l'islam et d'Israël et retournerait au silence de l'oubli ; les peuples qui prient comme prient leurs ancêtres comme il sied à deux peuples qui ont offert au monde l'art du commerce des choses. Aujourd'hui, l'histoire s'étonne, subjuguée.

(\*) Journaliste à l'Agence.

## A TRAVERS LE MONDE

### Australie

RECTIFICATIF. — Une erreur d'impression nous a fait publier la démission du ministre australien du trésor sous la rubrique « Autriche » au lieu d'« Australie », dans le Monde du 19 novembre. Le ministre démissionnaire a été remplacé par M. John Howard, qui était jusqu'à présent ministre chargé des négociations commerciales avec la C.E.E.

### Autriche

M. GYORGY LAZAR, chef du gouvernement hongrois, est arrivé vendredi 18 novembre à Vienne pour une visite de trois jours. — (A.F.P.)

### Chili

UNE CENTAINE DE MEMBRES DES FAMILLES DE CHILIENS PRÉSUMÉS « DISPARUS », portant leurs photographies accrochées sur la poitrine, ont manifesté jeudi 17 novembre dans le centre de Santiago, pour attirer l'attention sur ces disparitions. Une vingtaine de personnes, pour la plupart des femmes, ont été arrêtées par les forces de l'ordre. — (A.F.P.)

### Corée du Sud

M. CHOI DUK SHIN, ancien ministre sud-coréen des affaires étrangères, qui a fait, vendredi 18 novembre, à Tokyo des déclarations hostiles au président Park (le Monde du 19 novembre), n'a pas demandé l'asile politique à Washington, mais possède depuis plusieurs années un permis de séjour permanent aux Etats-Unis, a précisé vendredi le département d'Etat. — (A.F.P.)

### Cuba

SIX CUBAINS, qui s'étaient réfugiés mardi dernier à l'ambassade de Venezuela à La Havane en échappant à des tirs de policiers, ont pu ga-

gner Caracas le vendredi 18 novembre par avion spécial à l'issue de négociations entre les gouvernements cubain et vénézuélien. Les six réfugiés appartenaient à une organisation universitaire « dissidente » à La Havane. — (Reuter.)

### Italie

LE MATHÉMATICIEN BRUNO DE FINETTI, très connu pour ses travaux sur le calcul des probabilités, a été arrêté vendredi 18 novembre, à Rome, à la suite de l'ouverture de l'enquête sur le mouvement Proletaires en uniforme, puis relâché peu après. Agé de soixante et onze ans, académicien, M. De Finetti est responsable de la revue *Notizie Radicali*, qui a lancé ce mouvement. Celui-ci demande notamment des mesures de libéralisation dans l'armée (suppression des tribunaux militaires, libre circulation de tous les journaux, etc.) et la dupli de constituer un syndicat. Outre le professeur De Finetti, quatre-vingt-neuf personnes sont impliquées dans cette enquête. — (A.F.P.)

### Nigéria

L'UNION SOVIÉTIQUE participera au développement des forces armées nigériennes, a déclaré vendredi 18 novembre le général Pavlosky, vice-ministre soviétique de la défense, au cours de la visite officielle qu'il effectue actuellement à Lagos. — (A.F.P.)

### Pérou

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE, chargée de rédiger en 1978 la nouvelle Constitution, aura cent membres élus lors d'élections directes, le 4 juin prochain, a annoncé le gouvernement de Lima le vendredi 18 novembre. On avait craint, dans certains milieux politiques, qu'une partie des membres de l'Assemblée ne soient choisis par le gouvernement. L'élection sera la pre-

## LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

### Il fallait prendre des Français à Zouérate affirme un maquisard sahraoui rallié à Rabat

Rabat. — Au départ, le but de l'opération n'était pas d'attaquer. Après, on nous a dit que c'était très important. Qu'il fallait prendre des Français à Zouérate pour amener la France à reconnaître le Polisario.

— Qui, c'est ?

— Un Algérien, le commandant Ayoub, chef d'un bataillon.

— Où ces Français ont-ils été emmenés ?

— Je n'ai pas fait partie du groupe qui les a emmenés. Mais c'est en Algérie.

— Les éléments qui ont conduit l'attaque étaient-ils nombreux ?

#### De notre correspondant

— Ils étaient partis de trois points, dont Tindouf ou ses environs et la frontière du Mali. Les trois colonnes — 150 dénichés au total, avec chacun six personnes, trois commandants militaires et des camions usés des canons de D.C.A. — ont convergé vers Zouérate. Elles se sont heurtées à un obstacle dans lequel il a fallu dans la nuit ouvrir une brèche en quatre endroits. Quarante-cinq hommes ont alors franchi ces passages. Outre les Français et des mauritaniens, neuf *Land-Rover*, deux canons

et une automobile conduite militaire ont été pris.

Ce dialogue, une trentaine de journalistes de différentes nationalités l'ont entendu le vendredi 18 novembre à Rabat. Les réponses à leurs questions étaient celles d'un Sahraoui originaire d'Ighayou, Abderrahman Ould Souleïl Ould Ithouine, commandant une batterie de quatre canons de 75, qui a participé le 1<sup>er</sup> mai dernier au raid du Polisario contre Zouérate. Il avait à ses côtés quatre compagnons qui ont quitté les rangs du Polisario pour se rendre, de leur plein gré, à l'armée marocaine au début du mois.

### La Mauritanie détient quelque six cents prisonniers de guerre sahraouis

Nouakchott (A.F.P.). — La Mauritanie détient environ six cents prisonniers de guerre sahraouis. La plupart d'entre eux qui n'ont jamais été jugés, sont gardés dans des bases militaires quelque part autour de Nouakchott. Ali, la quarantaine, une longue barbe noire, vêtu d'une simple tunique de grosse toile grise, est un ancien de l'armée espagnole, implantée au Sahara occidental avant que le territoire ne soit rattaché à l'Algérie. Il est parti de Madrid, entre le Maroc et la Mauritanie. En novembre 1975, Ali, soldat endurci, se joint au Polisario, dont les dirigeants lui ont promis : « Nous allons défendre le Sahara contre toute attaque extérieure, marocaine, mauritanienne ou autre. » Originaire de la petite localité d'Aousser, en plein cœur du Rio-de-Oro (aujourd'hui province du Tris-El-Gharbia), Ali comprend parfaitement ce langage.

Il a été capturé par l'armée mauritanienne en avril 1976, à 80 kilomètres au nord-est de Zouérate. « Les soldats marocains m'ont raconté qu'ils nous ont pris dans la montagne, sans eau, sans vivres, sans munitions. Quand les soldats mauritaniens nous ont découverts, nous n'avons même pas cherché à résister. » Sa détention, assure-t-il, se déroule dans des conditions acceptables. Il dit encore, pâle-mêle : « Je mange à ma faim. On ne m'a jamais torturé. Je ne dispose d'aucune information sur la guerre. Je ne sais plus rien. Ma femme, mes enfants, ont dû rester à Aousser. Je suis totalement inactif. Mais si, aujourd'hui, tout pouvait être recommencé, j'aurais comme avant. Je n'ai aucun regret. »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a indiqué vendredi 18 novembre, à Nantes, qu'il existe « une conscience morale et morale entre le terrorisme international et la gauche française ». Evouant ensuite le rattachement de l'Algérie au Front Polisario, M. Le Pen a notamment déclaré : « La position du gouvernement français a été de faiblesse à l'égard des terroristes. Le gouvernement a manqué de fermeté et les Algériens parlent moins et agissent plus. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Tout comme Ali, Abdallah n'a jamais connu l'Algérie et les actuelles bases arrière du Front Polisario dont il est originaire. Tout d'abord, il admet cependant que les colonnes sahraouies constituées près de Tindouf ont un encadrement algérien. Abdallah ne se plaint pas de ses conditions de détention. Il assure : « Tout ce que je veux désormais, c'est oublier le passé. Je ne veux pas mourir pour rien. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »

Abdallah, lui, n'a que vingt-trois ans et déjà, derrière lui, près de deux années d'emprisonnement. Le jeune homme a rallié le Polisario en 1974. Le mouvement, dont la direction se trouvait à Nouakchott, l'a initié alors contre la présence espagnole au Sahara occidental. « Je me battais pour notre liberté à tous », dit-il. Abdallah s'est fait prendre au tout début des hostilités, à Aousser, dans le désert, et a été condamné à la déportation. « Après le départ des Espagnols, explique-t-il, je ne savais plus très bien pourquoi je combattais. »



Le Monde

# politique

## L'EXAMEN DU PROJET DE LOI DE FINANCES

Services financiers : il n'y a pas de paradis fiscaux en France

DÉCLARE M. BOULIN

### Fonction publique : 1920 000 fonctionnaires en 1978

Vendredi matin 18 novembre, sous la présidence de M. Fritsch (réf.), l'Assemblée examine les crédits de la fonction publique.

M. PARTRAT (réf.), rapporteur spécial, rappelle qu'en 1977 « le maintien du pouvoir d'achat des fonctionnaires a été assuré par des réajustements successifs, mais aucun accord salarial n'est intervenu malgré toutes les réunions avec les organisations syndicales ».

M. BOUVARD (réf.), rapporteur pour avis de la commission des lois, constate que les fonctionnaires, qui étaient 1 780 000 en 1975, seront 1 920 000 en 1978, ce qui représente une croissance de 55 000 postes par an y compris les titularisations de vacataires.

Le rapporteur regrette la « place subalterne » qu'occupent les femmes dans la fonction publique : 65 % des emplois de la catégorie « D » sont tenus par des femmes, lesquelles n'occupent que 31 % des emplois de la catégorie « A ». Il y avait, au 1<sup>er</sup> octobre 1975, 2 femmes directrices de ministère sur 143 postes et 1 chef de service sur 31 postes. Évoquant l'impasse dans laquelle se trouve la négociation entre l'État et les organisations syndicales, le rapporteur suggère que l'on reconduise le mécanisme d'indexation retenu en 1976. Il demande, d'une part, qu'un effort soit fait pour la mensualisation des pensions de retraite des anciens fonctionnaires actuellement

« fonctionnaires », il demande que l'on porte plus d'attention au problème des épouses fonctionnaires par ailleurs démunies de leur famille et à celui du travail à mi-temps et des congés post-nataux pour les femmes.

M. RENARD (P.C., Alsace) évoque le problème du taux de réajustement des pensions et critiques les « nombreuses atteintes aux libertés commises dans la fonction publique ».

Répondant aux intervenants, M. LIGOT réaffirme l'attachement du gouvernement à la politique contractuelle et souligne que « tout un train de titularisations est en cours ».

Mis aux voix, les crédits de la fonction publique sont adoptés. L'opposition votant contre.

Antérieurement, les députés avaient examiné les crédits de plusieurs services dépendant du premier ministre. M. RIBADEAU DUMAS (R.P.R.), rapporteur spécial pour les services divers et le secrétariat de la défense nationale (S.G.D.N.), avait demandé à l'Assemblée de suivre l'avis de la commission des finances en refusant ces crédits jugés insuffisants.

M. MADRELLE (P.S.), rapporteur spécial pour la direction des journaux officiels et le Conseil économique et social, avait souligné que celle-ci connaît un déficit d'exploitation qui s'élève à 5,5 millions de francs en 1976. Il avait demandé un relèvement des tarifs d'abonnement et de ceux des annonces commerciales.

M. VILLA (P.C., Paris) avait indiqué que les personnels des

Vendredi après-midi 18 novembre, sous la présidence de Mme Fritsch (réf.), l'Assemblée nationale examine les crédits des services financiers qui s'élèvent à 12,9 milliards. Il s'agit des crédits du ministère de l'économie et des finances qui regroupent les administrations financières dont les effectifs atteignent cent soixante-dix mille agents.

Rapporteur spécial, M. HAMEL (P.R.) indique que la commission des finances a nettement exprimé sa solidarité envers les agents du fisc et du contrôle douanier « injustement critiqués ». Il précise qu'en 1976 les vérifications de comptabilité ont rapporté 7 milliards de francs.

Rapporteur pour avis, M. POREN (P.R.) estime que l'évolution récente de la politique de consommation est caractérisée par la part croissante du rôle de l'administration, qui entend ainsi contrôler les actions des associations de consommateurs. La représentativité de ces dernières ne peut plus, à son avis, être contestée.

Intervient ensuite dans la discussion générale M. ANAGNAC (P.S., Aude), qui indique que son groupe ne votera pas un budget qui ne traduit aucun progrès vers la justice fiscale. LAMOTTE (P.R., Rhône), qui insiste sur la nécessité d'humaniser les contrôles; LAMPS (P.C., Somme) qui dénonce la « chasse aux sor-

cêtres » et critique un budget d'austérité qui accroît les conditions de travail; et LEENHARDT (P.S., Vaucluse) qui souligne l'insuffisance du nombre des contrôleurs fiscaux.

M. BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, indique notamment que le projet de loi de finances, qui prévoit des contributions pour s'appliquer dès 1978. En ce qui concerne l'Institut national de la consommation, il affirme qu'elles sont mûres pour être appliquées au sein du conseil d'administration. Pour ce qui est des sanctions disciplinaires, il précise qu'elles ne sont prises que lorsqu'une position politique et non syndicale a été affirmée. Puis il déclare : « Le gouvernement poursuivra son effort de lutte contre la fraude fiscale. Si, dans la région parisienne, en raison de la densité de la population, les contrôles peuvent être relativement moins nombreux, il n'y a pas cependant de paradis fiscaux en France. La disparité ne concerne d'ailleurs que les petites entreprises ».

Pour M. M. SCRIVENER, secrétaire d'État à la consommation, le gouvernement s'attache essentiellement à assurer aux organismes de défense des consommateurs des moyens suffisants (elle souligne la forte augmentation des subventions) et à mettre en œuvre la concertation d'opération « Boite postale 5000 ».

L'Assemblée adopte les crédits en discussion ainsi que les crédits du commerce extérieur, précédemment réservés.

### Charges communes

L'Assemblée examine ensuite le budget des charges communes, qui s'élève à 105,8 milliards (c'est le budget le plus important). Rapporteur, M. M. CHAUVET (R.P.R.) observe que l'endettement de la France, bien qu'il ait augmenté rapidement ces dernières années, n'est pas encore dramatique. Rapporteur pour avis, M. BRUGNON (P.S.) exprime des réserves sur l'efficacité des aides au commerce extérieur et dénonce une campagne contre les entreprises nationales.

Intervenant dans la discussion générale, M. FRANCESCHI (P.S., Val-de-Marne), souligne « le caractère démagogique des promesses du gouvernement aux personnes âgées »; M. BAYOU (P.S., Hérault) observe qu'en attendant le vote d'une loi la situation des rapatriés ne cesse de se dégrader; et M. VILLA (P.C., Paris) évoque la situation des retraités.

M. BERNARD-REYMOND, secrétaire d'État au budget, précise que la dette publique ne représente plus que 146 % du P.R.P., contre 206 % en 1970. En ce qui concerne les rapatriés, il relève que les crédits d'indemnisation augmentent de 12 %, ce qui est conforme à la loi d'indemnisation.

L'Assemblée adopte les crédits en discussion.

### L'aide à la sidérurgie

Les députés examinent ensuite les comptes spéciaux du Trésor, qui regroupent un ensemble de vingt-quatre comptes, concernant des opérations de dépenses et de recettes exécutées hors budget par les services de l'État.

Rapporteur spécial, M. SAVARY (P.S.) relève que la sidérurgie a reçu depuis 1966 plus de 8 milliards, sans que sa situation se soit améliorée.

Dans la discussion générale

### Les articles non rattachés

L'Assemblée passe ensuite à l'examen des articles non rattachés de la deuxième partie du projet de loi de finances. Un débat s'engage, notamment sur les modalités de répartition aux collectivités locales du versement représentatif de la taxe sur les salaires (V.T.S.). Le gouvernement propose de reconduire la mesure instituée à titre transitoire en 1977. Il étend, par ailleurs, à l'Ile-de-France ce régime local, qui sera appliqué à la fin de l'année 1978.

Le débat se poursuit sur la réévaluation des bilans. En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCHI (P.S.), l'Assemblée examine notamment l'article qui vise à tendre et à adapter aux immobilisations amortissables, la réévaluation des bilans amorcée en 1976 pour les immobilisations non amortissables; contre l'avis du gouvernement, qui adopte un amendement de M. CHAUVET (R.P.R.), qui fait porter l'opération de réévaluation non pas sur la valeur nette des biens mais séparément sur leur valeur brute et les amortissements déjà effectués. Cet amendement est adopté, avec l'accord du gouvernement cette fois.

Un amendement précisant la portée exacte des mesures réglementaires nécessaires à la mise en œuvre, du point de vue fiscal, de la réévaluation, en ce qui concerne la détermination des plus-values ou moins-values des actions.

L'Assemblée adopte également un amendement du gouvernement qui précise que les déficits reportables au 31 décembre 1978 peuvent être imputés, du point de vue fiscal, sur la provision spéciale, si ces déficits excèdent le montant de la provision. Un amendement tendant à ce que la réévaluation des bilans n'aura pas d'effet sur l'assiette des impôts locaux. Est également adopté un amendement de M. DEBAINS (R.P.R.) qui précise que pour l'application du régime simplifié de liquidation de taxes sur le chiffre d'affaires, la régularisation de T.V.A. due au titre d'un exercice peut intervenir dans les trois mois qui suivent la clôture de l'exercice.

### Ressources accrues pour les régions

Un amendement de M. LE THEULLE (R.P.R.) propose de porter de 35 à 45 F le plafond des ressources par habitant que les établissements publics régionaux sont autorisés à voter en application de la loi créant des régions Comitatrices. M. PAPON (R.P.R.), rapporteur général, cet amendement, estime M. SAVARY (P.S.), pose « un problème capital », mais la solution qu'il propose, estime le député socialiste, n'est pas satisfaisante. M. BOULIN combat l'amendement et indique que la fiscalité moyenne pour 1977 se situe aux environs de 26 F par habitant. Il y a donc encore une marge appréciable, observe-t-il, avant de préciser que seules quatre régions se situent actuellement au-dessus de cette moyenne.

Le débat se poursuit sur la fixation du prix des carburants dans les départements d'outre-mer. Il propose de permettre aux conseils régionaux d'augmenter la taxe de consommation. L'Assemblée adopte son amendement.

### Les anciens combattants

L'Assemblée aborde l'examen des articles précédemment réservés. Dans le cadre du budget des anciens combattants, un amendement socialiste proposant de supprimer les avantages fiscaux consentis aux conjoints des anciens combattants par l'impôt sur le revenu fiscal et divers prélevements libératoires afin de dégager les crédits nécessaires à la satisfaction des revendications du monde combattant est rejeté au scrutin public par 379 voix contre 177 sur 466 votants. Puis l'Assemblée adopte l'article, qui augmente l'indice sur la base duquel est calculé le montant annuel de la retraite du combattant.

### Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

À l'issue de la discussion, l'Assemblée nationale a adopté plusieurs amendements traduisant les engagements pris par le gouvernement en cours de la discussion budgétaire.

Quatre amendements de nature fiscale concernant : — l'application du taux majoré de T.V.A. aux véhicules de tourisme hors location; — l'application du taux majoré de T.V.A. à certains produits de parfumerie à base d'alcool; — l'application du taux de 2,50 % de remboursement forfaitaire aux produits de l'horticulture et des pépinières; — la fixation à 2 500 F, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1978, du tarif du droit de consommation sur le rhum.

Les autres amendements majoraient les crédits consacrés aux secteurs suivants : — AGRICULTURE. — 30,7 millions de francs (remboursement, hydroélectricité et subventions aux foyers ruraux), et 600 000 francs pour les remboursements aux exploitants agricoles; — ANCIENS COMBATTANTS. — 18 millions pour les pensions des veuves de guerre;

— CULTURE. — 10 millions pour les subventions en faveur des théâtres et de la musique; — RAPATRIÉS D'OUTRE-MER. — 15 millions pour les crédits de fonctionnement de l'ANFOM; — ÉDUCATION. — 53,1 millions pour l'application de la loi Goemour sur l'enseignement privé et l'augmentation des créations d'équipement des constructions scolaires; — MARINE MARCHANDE. — 1,3 million pour la subvention à la Société nationale de sauvetage en mer; — JEUNESSE ET SPORTS. — 15 millions pour les dépenses d'enseignement de l'éducation physique et sportive (second degré), l'accroissement des subventions aux centres de loisirs et l'augmentation des subventions aux récréations sportives; — R.T.P. — 27,5 millions de la majoration du produit de la redevance et 2,3 millions pour les remboursements de l'État au titre des exonérations de redevance.

En conséquence, les crédits sont majorés de 18,7 millions, ce qui porte le déficit du budget, pour 1978, à 8 876 millions de francs.

### Quatre cent soixante-cinq mille non-titulaires

L'examen statistique des fichiers de paie des administrations réalisé en 1975 et 1976 a permis d'évaluer à 465 144 le nombre des agents non titulaires de l'État à temps complet ou partiel relevant du statut de la fonction publique. L'effectif de ces agents travaillant à temps partiel s'élevait à 45 804. L'État employait donc, en 1976, dans la fonction publique, 419 340 non-titulaires à temps complet.

Les agents contractuels (132 000 environ) représentent 31,6 % des effectifs de non-titulaires, et les autres catégories (286 991 agents) représentent 68,4 % du total. Les administrations où le poids des non-titulaires est le plus important sont l'éducation et les universités (48,4 % du total, 33,7 % de contractuels) et 55,1 % des non-titulaires, dont 120 000 auxiliaires et les postes et télécommunications (14,7 % du total, mais 21 % des non-titulaires autres que les contractuels, dont 60 000 auxiliaires).

Le 15 septembre 1975, M. Gabriel Péronnet, alors secrétaire

d'État à la fonction publique, annonçait un plan visant à titulariser 250 000 auxiliaires en quatre ans. À ce jour, 50 000 agents ont été titularisés. Mais les résultats du recensement des agents de l'État effectué en décembre 1976 ne seront connus qu'en 1978.

On peut douter, a déclaré M. Bouvard, rapporteur de la commission des lois, qu'il y ait eu, depuis trois ans, une décroissance des effectifs de non-titulaires. Le rapporteur a ajouté : « Même si elle peut se justifier par des raisons conjoncturelles, la décision prise, en avril dernier, de recruter 20 000 vacataires pour faciliter l'embauche des jeunes à la recherche d'un premier emploi, ne contribuera pas non plus à réduire le phénomène « non titulaire »... »

Il est, en effet, à craindre que, en dépit de toutes les bonnes résolutions, un certain nombre de vacataires seront, à l'expiration de leur contrat, maintenus dans leurs fonctions, sans bénéficier des avantages réservés aux auxiliaires.

Le 15 septembre 1975, M. Gabriel Péronnet, alors secrétaire

payés par trimestre et que le taux de réversion des pensions aux veuves soit porté à 60 %.

M. LIGOT, secrétaire d'État auprès du premier ministre chargé de la fonction publique, souligne en premier lieu que, avec près de 2 400 000 agents, dont 1 250 000 fonctionnaires titulaires, les personnels de l'État représentent 11 % de la population active totale.

Le secrétaire d'État rappelle les propositions faites par le gouvernement aux organisations représentatives des fonctionnaires : « Une formule conditionnelle ayant pour effet de lier l'évolution de la masse salariale à celle du produit intérieur brut de façon à ne pas distribuer au titre du maintien et de l'amélioration du pouvoir d'achat plus que ne le permettrait l'accroissement du P.I.B. dans une certaine hypothèse de prix ».

Il rappelle également qu'en l'absence d'un accord les rémunérations des fonctionnaires ont été relevées de 1,50 % au premier trimestre, de 2,50 % au 1<sup>er</sup> juin et de 2,50 % au 1<sup>er</sup> septembre. En ce qui concerne l'intégration des fonctionnaires non titulaires, il indique que pour les années 1977 et 1978 « le nombre des titularisations peut être estimé à trente mille par an environ ». Il précise qu'il s'agit d'une importante mesure particulière à la mensualisation du paiement des retraites.

Le régime d'obtention de travail à mi-temps institué à la fin de 1970 et qui a été adopté par 98,6 % de femmes sera assoupli.

Concernant la discussion générale, M. FRANCESCHI (P.S., Hérault), déclare que l'existence de 460 000 non-titulaires « résulte d'une politique délibérée », et il s'agit, dit-il, depuis 1959 de réduire la portée du statut général des fonctionnaires adopté en 1946. On assiste à une véritable remise en cause du droit de la fonction publique.

M. HAMEL (P.R., Rhône) se prononce pour la « résorption, au maximum, de l'excédent » et pour la « clarté des rémunéra-

jours officiels étaient en grève depuis le matin parce que le comité social de l'entreprise « manque des moyens financiers que l'État-patron devrait lui fournir ».

M. LIGOT avait souligné que les crédits de la délégation à la condition féminine augmentent et que l'action du médiateur s'est intensifiée. Ce qui est du déficit des journaux officiels, il estime qu'une solution pourrait être trouvée dans l'établissement d'une comptabilité analytique et d'un budget annexé.

Quant au S.G.D.N., le secrétaire d'État déclare que « le gouvernement est, par ailleurs, en train de conclure l'importante tâche civile de notre défense. Mais la conjoncture n'a pas permis de faire plus cette année ».

Les crédits des journaux officiels et du Conseil économique et social ont été adoptés. Puis l'Assemblée repousse deux amendements de la commission des finances tendant à la suppression des crédits du S.G.D.N. Un amendement de M. RIBADEAU DUMAS (R.P.R.), rapporteur spécial des crédits d'équipement de la défense, demandant au gouvernement de fournir un état des moyens matériels des États-Unis en matière de la zone économique des 200 milles est réservé jusqu'à l'examen, dans la soirée, des articles du budget concernant la défense.

Les crédits du S.G.D.N. sont adoptés.

PATRICK JARREAU.

● ERRATUM. — Lors de la discussion du budget de l'aviation civile à l'Assemblée nationale (le Monde du 19 novembre), M. Cavallé, secrétaire d'État aux transports, a déclaré que l'offensive des États-Unis en matière de tarifs aériens peut conduire à « une diminution dangereuse » et non, comme nous l'avions écrit, « d'environ 1 % » du marché qui nous revient, tant sur l'Atlantique nord que dans le Pacifique.

### S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX. ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

L'EXPERIENCE L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer le succès des cheveux capillaires EUROCAP, sinon leur sérieux et leur efficacité. Ils ont été conçus pour vous faire prendre rendez-vous par téléphone ou d'urgence. Un spécialiste vous conseillera sur l'état de vos cheveux, sur les

DES SYMPTÔMES Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyper sensible ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'auto-défense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une carence ou d'un déséquilibre.

DES SOLUTIONS Pour avoir une belle chevelure, les cheveux doivent être en bonne santé. La cosmétologie moderne se préoccupe de cette notion capitale. Elle agit au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle des cheveux.

LA DIFFÉRENCE

EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES 4, rue de Castiglione Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-94

LYON : 18, rue Falgahebe. Tél. : 31-34-19. BORDEAUX : 34, place Gambetta. Tél. : 42-34-34. TOULOUSE : 41, rue de la Pomme. Tél. : 23-25-31. METZ : 214, rue de la Pomme. Tél. : 75-00-11. NICE : 1, Prom. des Angéles. Tél. : 75-00-11.

UN CHEVEU DÉGRADÉ UN CHEVEU SAN

مكتبة من الأصل

## L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les militaires : controverse

LE PREMIER MINISTRE : il n'y a pas de paradis fiscaux en France

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions

Les anciens combattants

Le déficit pour 1978 s'élève à 8 876 millions



# LE LOI DE FINANCEMENT DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le paradis fiscal en France

## Crédits militaires : controverse entre MM. Debré et Barre

L'Assemblée examine ensuite l'article 39 et les amendements s'y rapportant, relatifs aux crédits militaires.

Un amendement de M. BONNET (R.P.R.), rejeté par l'Assemblée, permet à M. BOURGÈS, ministre de la défense, de confirmer que les quatre corvettes entrées en service avant 1982, et dont la durée de vie est limitée à dix ans, seront remplacées par des unités de même type, mais de construction plus récente.

Pour M. DEBRÉ (R.P.R.), par une question politique que le P.R. cherchait au gouvernement, c'est rabaisser le débat, à déclarer : « Une stratégie a été définie : éviter la guerre, éviter l'entraînement dans la guerre ; c'est la stratégie nationale, qui a été adoptée par l'Assemblée nationale. Ni une armée conventionnelle ni une armée nucléaire ne peuvent être considérées comme une dissuasion, cette dernière ne pouvant être que nucléaire. Or, c'est là qu'est le problème, il y a un tassement dans la volonté de dissuasion. Il est évident, certes, par des motifs

océaniques. On ne sent plus ni la priorité, ni la volonté politique, ni la volonté des états-majors. Il faudrait nous dire comment nous allons vers la huitième, vers le dixième sous-marin. Si nous ne sommes pas déterminés à braver l'adversité, le monde entier, ennemi et ami confondus, attend que nous basions ponton, que nous renoncions aux essais, que nous soyons les fantassins intégrés d'une stratégie qui ne serait plus la nôtre. Après avoir rendu hommage à M. Barre et à M. Bourges, ministre de la défense, il constata : « Il y a dans les faits une dérive des conceptions de défense. Cette dérive, il faut l'arrêter d'urgence et reprendre le chemin de l'ambition. »

### LE PREMIER MINISTRE : il n'y a pas de dérive

A propos de la construction d'un sous-marin nucléaire propulsé, le premier ministre déclare : L'incertitude du niveau de notre menace plaide, à l'évidence, pour l'élaboration d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins appartenant à une nouvelle génération, à cette génération qui sera confrontée à des paradigmes, des obstacles, des défenses que ce sous-marin, et ceux qui le suivront, auront pour mission de déjouer, de franchir et de percer en toutes circonstances. La réalité nous impose la capacité de notre dissuasion nucléaire, c'est-à-dire la capacité de notre génération de sous-marins, à cette génération qui sera confrontée à des paradigmes, des obstacles, des défenses que ce sous-marin, et ceux qui le suivront, auront pour mission de déjouer, de franchir et de percer en toutes circonstances.

Le premier ministre conclut : « Il n'y aura jamais, au cours des dix années à venir, ni recul ni trou dans la capacité de nos armes nucléaires (...). Il n'y aura pas de dérive de la politique de défense de la France. »

## Le nouveau sous-marin : Les incertitudes scientifiques et techniques

Dans une lettre que ses services ont adressée à l'un des rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le ministre de la défense reconnaît — sans donner davantage de précisions — que la mise au point d'un nouveau modèle de sous-marin nucléaire lanceur d'engins se heurte à des difficultés techniques et scientifiques. Cette mise au point devrait prendre, en fin de compte, plus de temps que prévu, et c'est la raison pour laquelle le gouvernement n'est pas en mesure, aujourd'hui, d'indiquer le calendrier de cette réalisation.

Plusieurs problèmes semblent à l'origine de ce retard, et il tiennent autant au bâtiment lui-même qu'à la nature des missiles embarqués. Si la France avait choisi, après l'Etat-Uni et l'Union soviétique, de disposer d'un grand nombre de vecteurs nucléaires, le souci de la perfection technologique serait moins grand, car, même en partie détruit ou neutralisé, un arsenal important conserve une large part de son efficacité et de sa crédibilité. En revanche, une faible quantité de moyens nucléaires requiert leur perfection technique pour pouvoir continuer à être prise en compte par un adversaire potentiel.

Les spécialistes cherchent, à l'heure actuelle, à définir un sous-marin dont les déplacements en plongée seraient moins bruyants, grâce à un système de propulsion plus silencieux, dont la coque devrait supporter des immersions plus profondes grâce à des alliages spéciaux et dont l'électronique de bord, ainsi que le réacteur nucléaire, seraient dotés d'une plus grande autonomie. Dans le même temps, les spécialistes se proposent de mettre au point un nouveau missile à trois étages de propulsion, le M4, qui devra emporter à 4 000 kilomètres de distance six ou sept têtes thermonucléaires de 150 kilotonnes tombant en grappe sur leur cible avec une précision supérieure à la précision actuelle.

Ces différents problèmes sont loin d'être réglés. Les bruits d'hélice et de coque n'ont pas encore disparu. Les capacités d'immersion au-delà de 300 mètres doivent être améliorées pour accroître la sécurité du bâtiment. La précision dans le guidage du missile et de sa charge de rentrée M.R.V. (multiple reentry vehicle) n'est pas suffisante, et



PIÈCE RARE

Cette splendide pièce grecque, à l'effigie d'Alexandre le Grand, fait partie d'une collection de monnaies antiques qui sont « rafistolées » dans les Ateliers de l'ADMINISTRATION DE LA MONNAIE à Paris. Ces émouvants et précieux documents du passé — véritables chefs-d'œuvre d'orfèvrerie — étaient jusqu'ici réservés à quelques Musées ou riches collectionneurs. Désormais, les plus belles monnaies grecques sont à votre portée dans une somptueuse collection à disposition de tous les visiteurs du Palais de la Monnaie. Aucune pièce n'est mouillée, ni fondue. Chacune d'elles est inscrite à l'unité, au balancier, dans les 3 métaux nobles et précieux (bronze, argent, or massif poinçonné), à partir de coins repoussés à la main, en 41 mm. Réalisées artisanalement dans le respect des hautes traditions de l'Antiquité, les pièces ainsi obtenues sont tellement fidèles aux originaux que leur poids de métal a dû être augmenté pour éviter toute confusion, sans pour autant les défigurer. La beauté, l'originalité des pièces antiques, voire leur valeur naturelle, sont si bien respectées, que cette collection coïncide avec le temps un ensemble de haute valeur artistique et historique. Chaque pièce, dont nous avons l'exclusivité mondiale, est livrée sous écrit, accompagnée d'un Certificat de garantie officiel établi par la MONNAIE DE PARIS et d'une notice historique. Vous pourrez commencer cette prestigieuse collection limitée à un petit nombre de souscripteurs à partir de 58 F seulement par mois. (Prix actuel pour le bronze). Pour recevoir une documentation, sans obligation d'achat, renvoyez le bon ci-dessous aux Editions J.M. LALETA, 9, Faubourg St-Honoré - 75008 Paris.

**BON GRATUIT**  
Adressez-moi par la poste, sans obligation d'achat, votre documentation.  
M., Mme, Mlle : \_\_\_\_\_  
Adresse complète : \_\_\_\_\_  
Code postal, Ville : \_\_\_\_\_  
Editions J.M. LALETA, Revendeur agréé de la Monnaie de Paris, 9 Fg St-Honoré - 75008 PARIS.

## « Cinquante millions de consommateurs » accusé d'attiser les antagonismes »

Le Sénat a débattu, vendredi 18 novembre, de plusieurs questions orales.

Répondant à M. CAILLAVET (Gauche dém. Loir-et-Cher), qui l'interrogeait au sujet de l'échec du lancement du satellite de télécommunications européen le 19 septembre dernier à Cap Kennedy, M. COULAIS, secrétaire d'Etat à l'Industrie, au Commerce et à l'Artisanat, a notamment déclaré : « Je crois pouvoir vous rassurer sur l'avenir de notre programme. Nos amis américains sont suffisamment motivés par cet échec pour apporter tous leurs efforts afin d'obtenir le retour de notre satellite. Le lancement du satellite Médusat de l'Agence spatiale européenne par une fusée Thor-Delta 2914 a été reporté pour permettre des engagements complémentaires. Un prochain lancement aura vraisemblablement lieu en avril. »

Interrogé par M. SCHEMAUS (P.C., Hauts-de-Seine) sur le coût de l'autoroute A-15 Paris-Bordeaux, M. Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a précisé que le prix de cette opération sera de 1 milliard de francs à la charge de l'Etat pour 65 % et de la région pour le restant. Les acquisitions foncières se poursuivront, a-t-il précisé. Mais la date de mise en service dépend des crédits qu'il sera possible de dégager au cours des prochaines années. Quant à la rocade, la mise en service de la section allant au carrefour Puyel est prévue pour fin 1978.

M. CHEROUX (R.P.R., Paris) demandait au secrétaire d'Etat chargé de la consommation de condamner les « allégations » parues dans la publication éditée

l'Institut national de la consommation. Mme SCRIVENER, secrétaire d'Etat : « Vous vous y trompez, le supplément « Localités défendues vos droits » de 50 millions de consommateurs. Je ferai observer d'abord que la teneur de nos courriers touche aux questions de logement. La publication de l'Institut national de la consommation ne fait que répondre à ce besoin et a été favorisée par l'accueil du public et des professionnels. Elle insiste d'ailleurs sur les solutions de conciliation. Toutefois, je reconnais que certaines phrases, inutilement agressives, ont déplu et nuisent à l'intérêt du texte. Remarque en a été faite au directeur de l'I.N.C. »

M. CHEROUX : « Il est intéressant qu'un organisme administratif fonctionnant avec des fonds publics entreprenne systématiquement d'attiser les oppositions et les antagonismes. Dans le numéro du troisième trimestre 1977 de Cinquante millions de consommateurs, ce sont les propriétaires qui sont la cible privilégiée. Certes, il y a des propriétaires qui abusent d'une situation privilégiée. Mais faut-il pour autant conseiller l'action collective plutôt que la procédure judiciaire et même inciter à des actions spectaculaires pouvant aller jusqu'à l'occupation des bureaux des propriétaires ? »

Les éditoriaux ont ensuite, sur l'initiative de MM. FIDAT (ind., Gironde), CLUZEL (ind., centre, Allier), LEROQUART (P.C., Pas-de-Calais), NOL (P.S., Essonne), CHATY (R.P.R., Loire-Atlantique) et BILLIEMAZ (Gauche dém., Ain), engagé un débat sur la politique économique et sociale du gouvernement.

## M. Poher d'accord avec le parti socialiste pour réviser les statuts de l'Association des maires de France

Le centième congrès de l'Association des maires de France a pris fin, vendredi 18 novembre, à l'hôtel de Ville de Paris. Réuni président de l'association la veille, grâce notamment aux suffrages des radicaux de gauche et d'une partie des socialistes, M. Alain Poher s'est déclaré satisfait de la façon dont s'est déroulée l'assemblée. L'association n'est pas une remise en cause par la scrutin. Les congressistes ont adopté à main levée, à l'unanimité moins une voix, la résolution générale présentée par le nouveau bureau et essentiellement consacrée aux projets de réforme des collectivités locales.

Le congrès a décidé de ne donner aucune directive aux maires à propos du questionnaire gouvernemental. Les élus se déterminent en fonction de leur sensibilité particulière. »

Il indiqua M. Alain Poher, l'Association des maires a l'intention de répondre au de ne pas répondre, de s'inspirer ou de ne pas s'inspirer des réflexions du congrès.

La résolution générale pose comme préalable à une réforme d'ensemble des collectivités locales que le gouvernement prenne immédiatement une série de mesures pour alléger la charge financière des communes : inscription d'une aide supplémentaire au projet de budget 1978, affectation aux communes de l'intégralité de la taxe sur les salaires, actualisation du montant des subventions, institution généralisée de la subvention globale d'équipement, suppression du lien entre l'attribution des prêts et l'octroi des subventions, remboursement intégral de la T.V.A. pour les dépenses de justice et de police, création d'une caisse d'aide aux équipements, attribution de prêts de longue durée à taux réduits, etc.

Les maires estiment qu'il ne s'agit pas d'avoir de réformes efficaces sans redistribution préalable des recettes fiscales entre l'Etat et les communes et sans nouvelle répartition des compétences respectives.

Il souligna, en outre, l'allègement de la tâche préfectorale « qui passe par la suppression des contrôles a priori ».

Bien qu'il n'eût aucune objection à formuler sur le contenu de la résolution, les députés communistes se sont abstenus de la voter parce qu'ils l'ont jugée « insuffisante ».

Le P.C. a regretté, en outre, que les statuts de l'association ne lui aient pas permis de soumettre son projet global de réforme à la discussion et au vote du congrès. Ce texte n'avait pas été présenté assez tôt au bureau.

Au nom du congrès, M. Alain Poher a mis en garde le gouvernement « contre toute tentation de laisser s'écouler les problèmes communaux ou de recourir à de faux semblants ».

Le président du Sénat n'a pas répondu publiquement à l'urgence du P.S. qui réclame la modification

des statuts de l'association, mais, interrogé à ce sujet, il a déclaré qu'il était en effet d'une « nécessité absolue ». M. Alain Poher estime qu'il convient notamment de réviser le mode d'élection, afin que le président ne soit plus élu directement par les délégués, mais, comme dans toute association ordinaire, par la commission exécutive, un organisme qui, en envisageant un besoin une préférence tournante pour préserver la cohésion du bureau.

« Je souhaite, a déclaré M. Poher aux congressistes, que, quelle que soit l'issue des prochaines échéances politiques, chacun fasse l'effort nécessaire pour sauvegarder l'Association des maires de France, qui doit rester un lieu d'union et de tolérance réciproque et la diversité des uns et des autres est une source de richesse pour tous. »

## LES MAIRES DES GRANDES VILLES PRÉPARENT UN LIVRE BLANC SUR LES DIFFICULTÉS DE LA VIE URBAINE

Les membres de l'Association des maires de grandes villes ont tenu leur assemblée générale, jeudi après-midi 17 novembre, au Sénat, sous la présidence de M. Roger Quilliot (P.S.), maire de Clermont-Ferrand, sénateur du Puy-de-Dôme. Ils ont notamment approuvé le projet de Livre blanc élaboré par leur bureau intitulé « Renaissance de la ville », ce document de trois cent quarante-trois pages dresse un inventaire des problèmes économiques, techniques et humains qui se posent dans les grands centres urbains et préconise certaines mesures pour améliorer la situation. M. Roger Quilliot déclare notamment : « Les grandes villes sont actuellement en proie à un dépeuplement, car la ville dépeuple sa banlieue et personne n'a de solutions miracles. Nous ne proposons pas de solutions radicales, mais nous voulons sauver les villes, qui sont synonymes de civilisation. Il convient de rappeler les aspects positifs du milieu urbain et de mettre en lumière les diverses solutions imaginées d'une ville à l'autre pour remédier aux écarts de la vie urbaine et empêcher d'être appliquées par toutes les villes intéressées. »

L'assemblée générale a décidé de « marquer » davantage le projet du bureau en insistant sur les « butoirs » techniques, fiscaux, financiers, auxquels se heurtent les maires des grandes villes et en présentant les différentes solutions proposées par l'association.

M. Roger Quilliot a demandé audience à M. Raymond Barre pour l'entretenir de ces problèmes. L'Association concrétise ses suggestions par le dépôt de plusieurs propositions de loi.

UN GRAND ARMAGNAC  
Marquis de  
**Caussade**  
U.C.V.A. B.P. 1632800 Eauze.











# ETRANGER

## REFLETS DU MONDE ENTIER

### EL PAIS

#### La sirène interdite

Le maire de Madrid, M. de Arresechaga, vient de refuser l'autorisation d'accrocher sous le pont d'une avenue madrilène une sculpture monumentale d'Eduardo Chillida. Motif : son poids exceptionnel. Pourtant, cette sculpture a été suspendue, pendant une quinzaine de jours, dans la salle d'expositions de la Galerie Maeght, rue de Téhéran, à Paris. Et le quotidien de Madrid, EL PAIS, écrit :

« Trois maires de Madrid, évidemment non élus par leurs concitoyens, ont refusé l'installation de « La Sirène échouée » au musée de plein air de la Castellana. D'abord, M. Arias Navarro, dont le passage dévastateur à la mairie de Madrid n'a rien à envier à ses exploits antérieurs et postérieurs dans d'autres charges officielles. Son successeur, M. Garcia Lomas, architecte et l'un des constructeurs du bunker post franquiste, n'a rien fait pour annuler cette décision. Et maintenant, M. de Arresechaga, figure bien connue dans le monde des affaires immobilières, ardent partisan de l'habitat populaire (parti de droite), et l'un des rares parlementaires à n'avoir pas voté l'amnistie, s'oppose à cet enrichissement du patrimoine artistique de la capitale.

» M. de Arresechaga peut donc figurer dans les encyclopédies du prochain siècle comme « le haut fonctionnaire municipal d'une grande ville européenne qui, au nom d'une communauté qui ne l'avait pas élu, refusa une œuvre donnée par Eduardo Chillida, l'un des plus grands sculpteurs du vingtième siècle. »

### Newsweek

#### Un marché en pleine expansion

Que les otages potentiels se rassurent. L'hébdomadaire américain NEWSWEEK rappelle qu'il existe des polices d'assurance contre kidnapping qui peuvent fournir l'argent d'une rançon. C'est la compagnie Lloyd de Londres, qui est le principal agent dans ce secteur. Depuis 1971, le chiffre d'affaires annuel, dans ce domaine, s'est accru sans cesse, pour arriver, aujourd'hui, à 50 millions de dollars de primes (250 millions de francs). Lloyd, qui a fait son premier contrat anti-kidnapping après l'enlèvement du fils de Lindbergh, en 1932, contrôle, dit-on, 75 % du marché.

» On sait peu de choses sur les détenteurs de ces polices, dont le secret est l'un des termes, mais les affaires marchent. » Avec l'accroissement du terrorisme urbain, « aucune firme ne peut payer une rançon de ses propres deniers », dit Hogg Robinson, un sous-traitant de Lloyd, spécialisé dans le kidnapping.

### The Washington Post

#### « Roots » à la japonaise

Les Américains sont très étonnés du succès, au Japon, de « Roots », le livre de l'écrivain noir Alex Haley sur l'histoire de sa famille et du feuilleté télévisé qui en a été tiré.

« Haley et « Roots » (Racines) sont entrés en un clin d'œil dans la culture populaire japonaise, écrit le WASHINGTON POST (...).

» Un film japonais qui raconte une vieille malédiction familiale fait sa publicité sur le thème : « Une tragédie de « Roots ». Dans une vitrine du magasin, un exemplaire du livre de Haley accompagne une bouteille de whisky (...). Plus étonnant encore, le mot « roots » est maintenant à désigner un « coup » du très populaire jeu de Mah-Jong. Un fabricant de réfrigérateurs raconte, à la télévision, comment, il y a deux cents ans, de la glace tirée du Fuji-Yama était apportée jusqu'aux demeures des « shoguns » qui régnaient sur le pays. Et voilà les « roots » de la réfrigération !...

« Le directeur de la maison d'édition qui publie la version japonaise de « Roots » explique que les Japonais aiment les histoires d'ancêtres et s'intéressent aux problèmes raciaux (...). Le directeur de la société de radiodiffusion Anahi estime que les Japonais sont, aujourd'hui, particulièrement sensibles à leurs traditions perdues.

Mais pour beaucoup d'extrêmes, il s'agit seulement d'un « snobisme américain » de plus... comme les histoires de cow-boys et de « cops ».

### Le devoir

#### Piégeage de luxe

« Les scientifiques du service canadien de la faune, rapporte le quotidien de Montréal LE DEVOIR, ont découvert que le parfum Chanel n° 5, de renommée internationale, n'attire pas que les bipèdes, mais aussi un certain carnivore à fourrure, le caracaras, le loup qui se retrouve en abondance un peu partout au Canada.

» Dans le cadre du programme canadien visant à rendre le piégeage moins cruel, les biologistes ont étudié des moyens de le rendre plus sélectif. Ainsi, après avoir fait l'essai de divers parfums, les scientifiques ont découvert l'attrait particulier qu'exerce le Chanel n° 5 sur les loups. Il reste à déterminer comment le trapper pourra convaincre sa douce moitié de lui laisser utiliser un parfum aussi coûteux comme appât. »

### Journal de Genève

#### Tapage nocturne à Bâle

« On pouvait lire récemment dans ce journal, écrit le JOURNAL DE GENEVE, que la prostitution crée des problèmes à Bâle. Non point tant par la présence de deux cent cinquante-huit dames au centre de la ville que par le tapage des clients venus en voiture reléguer la marchandise, au grand dam des voisins. Comme le dit dans son rude langage, le premier lieutenant Marti : « Das sin die Mädli, wo sters, das sin die Autis. » (Ce ne sont pas les filles qui nous dérangent, ce sont les autos.) Et les autorités d'examiner le projet d'une nouvelle législation.

» N'est-ce pas le moment de recommander à la commission du grand conseil badois la lecture du Pornographe, de Restif de la Bretonne, écrit le quotidien suisse en analysant le programme de « nationalisation » des maisons closes proposé, très en détail, par le célèbre libertin du dix-huitième siècle.

## Lettre de Monemvassia

### Le silence entre les dents



Le printemps et surtout l'automne — injustement appelés demi-saisons — voient le nombre des touristes diminuer en Grèce tandis qu'en été le pays est littéralement submergé par le flot. Mais, même en pleine saison, ceux qui quittent les sentiers battus sont rares.

Par Peloponnesos, les itinéraires fixés par des défilés multicolores ne s'intéressent qu'aux ruines mycéniennes, archaïques et classiques. Mais déjà, en passant l'isthme de Corinthe, une immense forteresse, l'Acrocorinthe, on est vrai peu accueillant, donne le ton à cette région mi-île, mi-continent. Les côtes de la Grèce du Sud sont entourées de châteaux forts qui jalonnent des paysages allant du plus sauvage au plus accessible.

Pour rejoindre Monemvasia, dans la Sud-Est, il faut d'abord passer par Tripoli, ville de montagne élevée au centre de la péninsule, qu'est le Peloponnesos et continuer la route vers Sparte. Le paysage environnant dément l'image d'un pays nu, rocailleux et sec. Les collines et les petites plaines sont vertes, souvent touffues, et les villages rangés autour de la place publique et de l'église — les deux centres de toute campagne grecque — semblent n'avoir jamais connu le mûrissement.

C'est le nom (département) d'Arcadie, et les quelques ruines qui parfois bordent la route ignorent la pollution. A 5 kilomètres de Tripoli, un troupeau de moutons barre le chemin, mais le berger d'Arcadie est une vieille femme en noir. Avant d'atteindre le nom de Laconie, deux troupeaux encore : l'un conduit par un vrai berger, l'autre par un enfant de dix à quinze ans, gros pull-over et tête tondue. Vieille habitude d'hygiène paysanne — contre les poux, — le crâne rasé est devenu mode villageoise.

L'ENTRÉE en Laconie est signalée par un panneau flamboyant nautique et par le Taygete qui annonce Sparte. On est presque déçu. Cette ville riante et fleurie, bien ordonnée autour d'une longue et large promenade, n'a rien de la Sparte austère et guerrière des livres d'histoire. De jolies immeubles de quatre à cinq étages succèdent aux belles néo-classiques du dix-neuvième siècle et semé la province grecque. Les places sont vastes avec des buées blanches de notables et quelques d'élégance et entourées de dahlias et de roses. Les boutiques respirent le respectabilité bourgeoise et les cafés exhibent de longues vitrines remplies de pâtisseries viennoises et parisiennes. Les kiosques du centre près de la mairie, les pentes, croulent sous les journaux et les magazines français, anglais et allemands, aux couvertures baroques.

Maintenant, il faut suivre la route qui mène au vieux port de Gythion et, après 25 kilomètres, prendre le chemin de Monemvasia, en passant par une plaine molle aux cultures maraîchères. En quittant le village de Molai, la route monte, et les montagnes qui surgissent à chaque tournant sont de plus en plus en nues, de plus en plus jaunes et grises. Après quelques kilomètres, une mer très bleue bordée de petits rochers noirs et de quelques maisons qui, bientôt, se groupent pour former, au tournant, un village de pêcheurs. Et c'est le rêve surréaliste. Un immense rocher nu, sorti d'un tableau de Magritte, relié au petit port par une route de terre, large d'une vingtaine de mètres, longue d'un kilomètre et goudronnée au centre, mène directement à la cité-forteresse de Monemvasia, que les chroniqueurs des Croisades nomment Melvoisie. Ce chemin tourne encore et s'arrête devant des murailles en pierre jaunes plaines de guérites.

A Monemvasia, on ne peut qu'entrer à pied, à dos d'âne. Une grande porte moyenâgeuse qui donne sur l'antichambre de la garde, un couloir, et on pénètre dans cette cité morte-vivante. D'un côté les remparts de la falaise (le pic) sur le mer. Pas de plage. De l'autre, des chemins pavés et pavés en étages, bordés de maisons en pierre dorée. Le tout entouré d'épaisseurs murailles. Les portes de la cité sont condamnées et on ne peut entrer que par une seule. Des trois cents maisons, dont la moitié sont en ruine, moins de cent sont habitées.

CONSTANTIN THERMOYANNIS, garde et guide de la cité, perla pau. Dans ce royaume du silence, où le gendarme et le pope ne viennent que quand ils sont appelés, il se promène discret, et avec peu de mots, vous laisse pénétrer dans le rêve. Pourtant, cette forteresse fut le Gibraltar de la Grèce médiévale. Au sixième siècle après J.-C., les habitants de la région, qui fuyaient l'invasion des Avars et des Slaves, y trouvèrent refuge, et c'est à la même époque que l'empereur byzantin Maurice y construisait le premier fort qui sera détruit par les chevaliers de Croisade, et plus tard, par les Vénitiens et par les Turcs. Villehardouin, qui l'a d'abord conquise laisse toutes les libertés aux habitants.

Et, petit à petit, la cité devient un centre de prospérité et de culture. Les marchandises de la Morée y transitent et, surtout, le fameux « vin de Malvoisie » qui, pendant des siècles, a fait le renom de la Grèce occidentale et des rois de France. Comme toutes les places fortes, Malvoisie change souvent de maîtres (elle est prise, en 1222, par les Catalans, en 1540 par les Turcs, en 1690 par les Vénitiens, en 1715 encore par les Turcs), pour redevenir, au début du dix-neuvième siècle, ce qu'elle a toujours été : grecque.

Beaucoup de maisons datent du seizième siècle, et les grandes églises, comme l'Ecclesiarque et Sainte-Sophie, sont des merveilles du douzième. Pour voir cette dernière, il faut monter un sentier à pic et pénétrer dans l'enceinte d'une seconde forteresse, la « cité haute », ensemble de palais byzantins en ruine, de guérites pour la protection des nobles et de l'empereur qui pouvait s'y rendre. L'un d'eux, Andronique, chassé par les Français et les intrigues de la cour, s'y réfugia et fit construire deux tronçons du vers le temple, mais échoués au mur du narthex, pour ne pas être assassinés de dos. Ce sont ces deux tronçons qui montrent avec fierté Constantin Thermoynannis qui semble être le seul promoteur des lieux quand on redescend de la « cité haute ».

Les remparts, sur la plus grande partie desquels on peut marcher, n'ont pas seulement protégé Monemvasia des invasions du passé, mais aussi du tourisme.

En été, les habitants louent une dizaine de chambres et quelques étrangers viennent dans les maisons qu'ils ont restaurées. Monemvasia est heureuse-ment protégée par des lois et ses quelques habitants, descendant, pauvres et dignes des Malvoisie d'antan.

Lorsque le vent griffe le mer s'étend à perte de vue, presque personne ne sort. Enlénas de leurs rêves, peu loquaces et commerçants, les nouveaux Malvoisie sont fiers que Yanna Rilso, poète, soit né ici. Sa tante, Matou Rilso, tient aussi le seul café de ces lieux. Cor, à part les cafés et la boutique qui vend l'artisanat (ouvert en été), il n'y qu'une seule taverne-restauration, la cuisine en est séparée par une salle de contreplaqué. Une dizaine de tables et quelques chaises de paille. Sur l'une des tables la photo de W.-R. Elliott : Monemvasia, le Gibraltar de Grèce. Aux murs, vieilles gravures jaunies : Napoléon et Goethe à Enchir, Roméo et Juliette, Périclès à l'égare d'Athènes, Gerdard au roi de Persa, un calendrier, des affiches patriotiques des photos de famille dont quelques soldats, une lettre de remerciement (datée 1995) de la cour de Hollande tableaux naïfs, et une affiche d'eau de Cologne. A la place d'un poème de Rilso : « Monemvasia. Monemvasia sera le silence entre les dents... »

Quand elle surgit de sa cuisine, Matoula, sèche, polie et discrète, semble porter, avec ses vêtements noirs, le deuil éternel de la cité. Il n'y a que deux plats, de la soupe de la fassole (soupe de haricot) et du vin qui vient de la côte. L'addition il faut le faire soi-même. Deux tables sont occupées, l'une par deux tailleurs de pierre, l'autre par un couple qui parle doucement. Lorsqu'elle revient avec les assiettes, le pain coupé en grosse tranche et le vin gris rosé dans une belle coupe, elle a toujours l'air de discrétion et de chaleur d'un peu crispée que les morts graves sur le visage de la dignité.

Vers le fin de l'après-midi, la cité devient violette avec des lettres d'or et l'horizon orange. Les tailleurs de pierre repartent en vieille maison. Ils ne lèvent la tête qu'à l'appel du vent, qui brosse vigilement planté dans une cour pavée.

Monemvasia sera le silence entre les dents... DIMITRI T. ANALIS.

### NORVÈGE

#### Un lancement réussi

LES chantiers de constructions navales connaissent de graves difficultés. Les chantiers de Trondheim ont dû déposer leur bilan. Un des plus solides chantiers norvégiens est à la veille de la faillite. Les chantiers Dubigcon-Normandie sont en grève depuis près de deux mois. Dans ce contexte angoissant, aussi sombre pour les armateurs que pour les constructeurs, les dernières unités commandées en des temps meilleurs prennent une à une le large.

A 16 heures, le navire reçoit son nom, fut commis à la grâce de Dieu et aspergé de champagne.

A 19 heures, une centaine de personnes se réunissent en son honneur autour d'un repas dans la salle du village.

A l'instant des toasts et des discours, Monsieur le directeur du chantier avait exposé les caractéristiques techniques du navire, Monsieur le président avait remercié Messieurs les armateurs, rappelé le rôle éminent de Messieurs les courtiers, évoqué les difficultés du marché, dit quelques mots de sa politique générale pour l'avenir du chantier, prit la main à l'armateur, le navire vers sa vie active d'accepter un petit souvenir de ce jour. Puis Messieurs les armateurs avaient remercié Monsieur le président, Monsieur le directeur et le chantier en général, rappela la cordialité de leur collaboration dans la conjoncture difficile que traversait l'armement, loua la qualité du travail, évoqua les traditions que le navire allait assurer et remercia la maraine qui, d'un geste si charmant...

Le directeur du chantier se leva de nouveau. Il tenait cette fois une enveloppe à la main : « Je suis très heureux, dit-il, de remercier tous les ouvriers de notre chantier de leur collaboration en ces temps difficiles et de la conscience avec laquelle ils font face à leurs responsabilités et de remettre à leur dévouement la traditionnelle prime de lancement. »

Le délégué des ouvriers du chantier se leva à son tour et dit : « Je tiens à dire au nom de tous mes camarades, je vous remercie, Monsieur le directeur. Croyez-moi, c'est là une très bonne surprise pour nous tous. Nous savons quelle est la situation des chantiers et de l'armement en ce moment dans le monde entier et particulièrement ici, chez nous, et nous ne nous attendions pas du tout à recevoir cette prime. Il nous paraissait normal d'être appelés à contribuer à l'effort nécessaire à la vie de notre chantier. »

« Nous suivons vos efforts »

« Cependant, ajouta-t-il avec un large sourire et brandissant l'enveloppe, ceux de mes camarades qui sont aussi ici ce soir seront d'accord pour vous dire avec moi que nous savons facilement en trouver l'emploi. Je suis également chargé — et il se tournait vers le président du chantier — de vous remercier pour tout ce que vous faites pour assurer du travail et une bonne organisation financière à notre chantier. Nous suivons vos efforts et savons que nous sommes le seul chantier du pays à avoir trois ans de travail devant lui. Et nous savons que c'est à votre travail, à vous, que nous le devons. »

Il conclut par une plaisanterie. Tout le monde rit et applaudit. Il retourna à son poste.

Je devrais ? C'est un conte de fées ? Non. Cela se passait le samedi 29 octobre 1977. En Norvège, au chantier naval de Sarpsborg, un loin d'Oslø.

CATHERINE DETCHÉA.

### COTE-D'IVOIRE

#### Les Libanais et la rumeur

APRÈS l'incendie du Pachtou Club, boîte de nuit fréquentée par la Jet Society européenne d'Abidjan, la rumeur publique tenta, sournoisement, de faire endosser la responsabilité de ce sinistre, qui fit une quarantaine de morts au cours de la nuit du 8 au 9 juin dernier, aux Libanais, auxquels l'accès de l'établissement avait été interdit.

La colonie libanaise de la capitale ivoirienne fait l'objet de nombreuses critiques. On accuse ses membres de spéculations immobilières et foncières, de parasitisme, de violation des lois sur l'ivrologie et du personnel des entreprises. On reproche aux adolescents de faire preuve de vandalisme et de chercher les incidents raciaux avec les autres éléments d'une population aujourd'hui très cosmopolite. On murmure que les Libanais, excités par leur nationalité qui leur permet d'accéder aux tables de jeu de l'Hôtel Ivoire — interdites aux Ivoiriens — y perdent des sommes considérables.

Bien que les Libanais se tiennent soigneusement à l'écart de toute activité politique, on les taxe de sympathies pour les Palestiniens.

En mars dernier, une série de ruptures de stocks ayant entraîné des difficultés pour l'approvisionnement en riz de la population abidjanaise, les Libanais furent, une fois de plus, mis en cause. Couramment, on leur impute la hausse importante subie par les loyers depuis fin 1976, les accusant de payer des prix surévalués.

En réalité, la rumeur d'Abidjan semble alimentée moins par les Ivoiriens eux-mêmes que par certains éléments de la colonie européenne. Ces derniers considèrent en effet comme d'éventuels concurrents des gens, eux aussi, attirés par la stabilité politique

du pays et par la prospérité économique qui lui est liée. Certains Européens insistent bien sur fait que « les Libanais entretiennent avec les Noirs des relations plus naturelles qu'avec les Blancs », et ce qui, ajoutent-ils, ne les empêche pas de se comporter comme des Européens d'en exiger les droits alors qu'ils n'en ont jamais exercé les responsabilités... »

Il est clair d'autre part que le racisme apparaît avec le développement du capitalisme, de la prostitution ou à la criminalité. Côte d'Ivoire ayant franchi depuis plusieurs années déjà le stade du décollage économique, cet état de guerre civile chasse de la patrie ou qui l'abandonne de certains gouvernements africains contractant à quitter leur foyer d'adoption temporaire se fixent volontiers à Abidjan.

Les craintes exprimées par ceux qui redoutent « un raz de marée libanais » sont de toute façon excessives. Les chiffres au regard : bien que le nombre de Libanais installés en Côte d'Ivoire ait doublé depuis que les Libanais de Beyrouth, « celui d'excès pas soixante mille personnes — chiffre sensiblement égal à celui de la seule colonie française ; d'autre part, ceux qui y présentent très souvent comme d'importants détenteurs d'argent possèdent à peine plus de 2 % du capital social des entreprises industrielles ivoiriennes (1). En fin, on notera qu'en dépit de l'intense activité commerciale qu'on leur prête et de la présence d'une partie d'entre eux depuis plus d'un demi-siècle en Côte d'Ivoire, ils n'ont encore aucune représentation à la chambre de commerce d'Abidjan.

PHILIPPE DECRANE.

(1) 1.000 milliard de francs selon l'hébdomadaire africain d'Afrique du 17 octobre 1976.

## LE MONDE

### LES FICTIONS OPPRESSÉES

« Les Fictions Oppressées » de Jean-François Jeannot. Paris, 1977, 128 pages, 12 francs.

« Les Fictions Oppressées » de Jean-François Jeannot est un recueil de nouvelles qui explore les thèmes de la violence, de la répression, de la résistance. L'auteur, Jean-François Jeannot, est un écrivain français né en 1945. Ce recueil est composé de plusieurs nouvelles, dont certaines ont déjà été publiées dans des revues littéraires. Le livre est divisé en deux parties : la première partie contient des nouvelles qui traitent de la violence et de la répression, et la seconde partie contient des nouvelles qui traitent de la résistance. Les nouvelles sont écrites dans un style simple et direct, et elles sont très bien reçues par les lecteurs. Le livre est considéré comme l'un des meilleurs recueils de nouvelles de la littérature française contemporaine.

« Les Fictions Oppressées » de Jean-François Jeannot est un recueil de nouvelles qui explore les thèmes de la violence, de la répression, de la résistance. L'auteur, Jean-François Jeannot, est un écrivain français né en 1945. Ce recueil est composé de plusieurs nouvelles, dont certaines ont déjà été publiées dans des revues littéraires. Le livre est divisé en deux parties : la première partie contient des nouvelles qui traitent de la violence et de la répression, et la seconde partie contient des nouvelles qui traitent de la résistance. Les nouvelles sont écrites dans un style simple et direct, et elles sont très bien reçues par les lecteurs. Le livre est considéré comme l'un des meilleurs recueils de nouvelles de la littérature française contemporaine.

### QUINQUANTE MILLIONS POUR LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'...

#### La Société française d'...

« La Société française d'... » est une association qui a pour but de promouvoir la culture et la littérature. Elle a été créée en 1977 et a depuis lors organisé de nombreuses activités, dont des conférences, des ateliers d'écriture, et des publications. L'association a également financé de nombreux projets culturels, dont des voyages d'étude, des résidences d'artistes, et des bourses de recherche. Elle est considérée comme l'une des associations les plus actives de la vie culturelle française.

#### Un projet de coopération des licenciés norvégiens...

« Un projet de coopération des licenciés norvégiens... » est un projet qui vise à améliorer les conditions de travail et de vie des licenciés norvégiens. Le projet est financé par le gouvernement norvégien et est mis en œuvre par une association de licenciés. Le projet comprend de nombreuses mesures, dont des formations, des ateliers de travail, et des voyages d'étude. Il est considéré comme l'un des projets les plus importants de la vie sociale norvégienne.

#### Le projet de coopération des licenciés norvégiens...

« Le projet de coopération des licenciés norvégiens... » est un projet qui vise à améliorer les conditions de travail et de vie des licenciés norvégiens. Le projet est financé par le gouvernement norvégien et est mis en œuvre par une association de licenciés. Le projet comprend de nombreuses mesures, dont des formations, des ateliers de travail, et des voyages d'étude. Il est considéré comme l'un des projets les plus importants de la vie sociale norvégienne.

لقد كان الأصل



# RADIO-TELEVISION

## LES RUSES DE LA PUBLICITE

### FRO-MAGIE

DANS la pension de Mme Lolsau, réputée pour la monotonie de ses repas et le calme de ses pensionnaires, l'hôte apparaît avec un vaste plateau de fromages : c'est aussitôt le fêta à table, où nos vénéralités convives se disputent les morceaux dans une atmosphère bon enfant. Pour faire plus d'un heureux, offrons plus d'un fromage. Le fromage, c'est la convivialité.

Changement de décor. Une tempête de sable siffle et souffle sur l'écran. Une tempête de poivre plutôt, qui déterre et découvre à nos yeux un fromage épique : le fromage, découvert par le frotteur d'une pâte onctueuse, etc. Un fromage ? Un trésor, puisqu'il était enlaid. Un trésor de fraîcheur extrait du désert même et venu à nous par la route des Alpes. En digne d'un nom qui sonne comme celui des bourgeois de Lébelle — boursin ! — il n'y a pas de doute : par la magie de cette saveur poivrée qui transporte outre-mer le fromage, c'est l'exotisme.

Mais voici sa majesté Roquefort. Comme tout prince digne de ce nom, il se caractérise par son origine. Il est de couché, son fief est son essence : hors de Roquefort, point de roquefort. Pour lors, c'est le roi des fromages. Et le fromage des rois. Quiconque a grand devant lui, c'est le fromage des rois. Princeps à table. Même opération magique avec le Président, quoique à un degré moindre (mais un bon Président ne se trouve-t-il pas toujours une ascendance royale ?). Voilà des fromages qui nous garantissent l'élévation sociale. Le fromage, c'est le noblesse.

« Bravo les vaches » C'est donc aussi le terre, la campagne de toujours, la France rurale de jadis. C'est la fin des moissons. Les vaches sont là. Les chèvres dorés sentent bon la campagne. Champs, c'est aussi le nom d'un fromage, etc. A la maternité de la nature, par vache laitière interposée, se joint l'ancêtre mythique dans les champs ancestraux. Belle des champs, le fromage et villageois, nous donne de sa fraîcheur fromagère au moyen de vaches qui évoquent, mieux qu'un film, une époque révolue. Et le fêta chemineur s'élève avec Crème des prés, qui nous ramène aux folies du passé et nous entraîne à célébrer celles par qui la tradition nous ramène miraculeusement : Bravo les vaches !

On n'en revient pas de tout ce que peut apporter la consommation du fromage. Il y a encore la Vache qui rit, véritable maman laitière, qui vient en personne étendre la crème sur les

lartines des enfants et contempler leur plaisir avec un rire rigé de Jocoune en tablier de cuisine. Il y a la magie de Caprice des dieux qui nous transporte dans un olympisme où tout nous est possible : « On peut toujours compter sur un Caprice des dieux. » Y a-t-il un point commun à d'aussi riches arguments ? Ce n'est pas sûr : le fromage nous promet ce que nous n'avons pas, ou plus. Le fromage publicitaire développe tranquillement et systématiquement les nostalgies du Français moyen urbanisé. Du même coup, cet étalage de promesses devient le tableau de nos frustrations. Tout se retourne contre le consommateur : qu'on prétend faire rêver, et même qu'il n'en est guère conscient, l'offre de la plénitude vivra en lui le sentiment de ses manques. Les satisfactions par l'acte des fromages ? Comme s'ils pouvaient tenir tant de promesses ! La matière ne comble pas les vides de l'esprit, et nous voilà, par cette maudite magie, plus que jamais frustrés de la nature perdue. Les sirènes publicitaires orchestrent la frustration généralisée. « Les vrais paradis sont ceux qu'on a perdus », dit Proust : ne comptons surtout pas sur les fromages pour nous les rendre. Ce monde de matière, dont on veut faire l'unique dimension de notre vie, est désespérément vide des valeurs qu'on lui prête pour nous séduire. Si bien qu'à sa manière la magie publicitaire signale, elle aussi, sous son apparente féerie, que Dieu est mort en Occident. Signalements tentés, une exception à la règle : il a agit de Bonbel. « Bonbel, une des bonnes choses de chaque jour. » Une chose, voilà bien ce qu'est un fromage : une chose bonne, parmi d'autres, et c'est tout. Bonbel ne promet rien d'autre que lui-même : primo à la modestie, enfin un fromage honnête ! A moins, bien sûr, qu'il ne s'agisse d'une modestie calculée pour être primée : il est si facile de prétendre à peu de place pour mieux s'enrichir.

FRANÇOIS BRUNE.

Les « LETTRES ESPAGNOLES », de Jean-Émile Jeannesson

### A L'ORÉE DES FICTIONS OPPRESSIVES

REVENU d'un voyage en Inde qui valut aux téléspectateurs quelques-uns des plus belles images jamais vues sur un petit écran, Jean-Émile Jeannesson a mis un peu moins de deux ans pour rédiger — un livre complet des émissions (1) — des Lettres d'un bout du monde à nos frontalières : à l'Espagne d'après Franco, encore liée à ses maîtres par un lien féodal (c'est le sujet du premier document), enchaînée par ses obligations (Droites et l'espagnole), divisée, pollée mais où le grain lève (Il pleut sur Santiago, mon amour), à cette Espagne « année zéro » de Jean-Émile Jeannesson, consacré une série documentaire dont l'une des singularités (autre qu'elle traite de « informateurs » Goya et Burrell) est de déboucher, en conclusion, sur une fiction. Dans Peintures noires, le rôle de personnages réels est en effet joué par des acteurs. Limites du documentaire ?

L'ancien producteur d'« Arguments », qui accueillit en temps de l'ORTF des auteurs novices ou ignorants, a été mis à mal, avec l'apparition des nouvelles sociétés, de renoncer au travail d'équipe et de filmer lui-même ses propres programmes. Réalisateur « privilégié » (il le dit lui-même), qui doit beaucoup à la confiance du directeur général de la première chaîne (il ne le cache pas), Jean-Émile Jeannesson est, en fait, dans ce qu'il nous raconte sa « solitude hantée », à prendre la plume. Exprimer par écrit le « non-dit » de l'image semble décidément préoccuper les hommes de télévision.

J'ai repris dans le livre les textes de chapitre des émissions, dit Jean-Émile Jeannesson, les structures narratives sur lesquelles se greffent aujourd'hui le capitalisme, le national-catholisme, avec toutes ses conséquences ; la centralisme élitiste. De ces trois angles d'attaque décollait l'essentiel. Je m'y suis tenu. L'agréable, dans un bouquin, c'est qu'il per-

met des éclairages historiques. Dans les émissions, on entre de plain-pied. On ne cherche pas de l'abstrait au concret. Avec de vrais gens, de chair et de sang, on fait des personnages symboliques.

— Vous n'étiez pas enthousiaste, au moment de partir ? — Non. Mais je n'avais pas, je crois d'idées toutes faites sur la violence, la mort, la corrida ou le folklore. Il est bien évident, cependant, que les Espagnols restent marqués au fer rouge. Les élections démocratiques, la préparation d'une Constitution, la probable séparation de l'Eglise et de l'Etat n'ont pas effacé à ce que les mentalités changent. Des pressions continuent à s'exercer.

— Je me dis que rien n'est changé que tout pourrait changer. L'Espagne écrit son histoire. Ces femmes qui demandent la suppression des tribunaux ecclésiastiques, le retour de la Catalogne à une certaine indépendance, les syndicats au grand jour, tout ça va très vite et très bien. J'ai trouvé dans la classe politique espagnole un réalisme à-religieux — le fait primant l'idéologie — proche de la mentalité suédoise.

#### Caricature ou ambiguïté

— N'avez-vous pas un peu négligé certains témoins des forces du progrès ? — Savoir d'où venait ce pays m'intéressait davantage que de décrire un combat à l'issue encore douteuse : la suspense reste entière. Je ne sais pas lire dans le marc de café.

— Et puis, je sais peut-être mieux décrire les modes qui neurent — sans jamais disparaître tout à fait — que ceux qui naissent. Mais ce pays m'a tellement raconté de choses que j'y retournerai, je crois, dans trois ou quatre ans, pour constater la rapidité des changements.

— Vous adoptez un ton plus...

politique dans votre livre que dans vos films.

— A la télévision, on n'a le choix qu'entre la caricature et l'ambiguïté. Caricature, c'est militer pour prendre les téléspectateurs pour des imbéciles. L'image a par nature une lourdeur, une raideur, une tendance à l'image d'Épinal. Alors le réalisateur passe son temps — là commence l'ambiguïté — à miner le réel de l'intérieur, à rendre sensible un sens, une idée. Quand j'écris, je n'ai pas ce problème.

— Il y a aussi la relation avec le public. Si on fait du cinéma, le rideau s'ouvre, l'œuvre apparaît, on est dans une totale liberté. Le livre, c'est pareil. La télévision vous contraint, au contraire, à une certaine dose de pédagogie, à une déontologie, à une morale : on n'a pas le droit de mettre en cause des gens, leur vie, leur position, pour le plaisir d'exercer une critique et d'exprimer une certaine violence.

— D'où, finalement, le passage à la fiction ?

— J'ai senti les limites du documentaire. J'avais rencontré un technocrate de l'Opus Dei et sa femme. Je leur avais proposé de les filmer. Ils n'ont pas voulu. Je m'étais plongé, simultanément, dans la littérature espagnole et, notamment, dans *Fuente de juventud*, de Ramón del Valle-Inclán. Quelque chose s'est produit en moi et je me suis dit : il n'y a pas tant de différence entre Adela, l'héroïne de la légende, et ce cadre aux manières anglosaxonnes, propriétaire d'une Rolls, vivant dans un manoir de métal et de verre. Mêmes oppressions, Mêmes fantasmes.

— La fable s'est imposée, comme une vision, je n'ai pas voulu faire du sous-Buffet. — Bufuel que je considère comme un sociologue de génie : mais montrer que ce peuple de théâtre, de tragédie, doit pour affronter le réel, sortir de sa fiction oppressive.

Propos recueillis par ANNE REY.

\* Les 22, 29 novembre, 6 et 13 décembre, T.F.1, 20 h. 50.

## CENT CINQUANTE MILLIONS POUR SURVIVRE

### La Société française de production à un tournant décisif

« NOUS travaillons au jour le jour. On verra bien demain. Désormais, nous nous faisons à l'idée que c'est terminé. » Dans les coulisses de l'immeuble des Buttes-Chaumont, siège de la S.F.P., le moral a les couleurs du ciel d'été, derrière les fenêtres des cellules de montage. Passée l'animation de l'espace d'attente du rez-de-chaussée, le carrelage des escaliers distille une atmosphère d'hôpital. Depuis trois ans, un mal endémique ongue la Société française de production : l'insécurité. Les emprunts s'ajoutent aux lettres, la crainte du chômage s'insinue, ande que les émissaires nés de la loi du 10 août 1974 obligent à la navigation à vue.

Le rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale sur la radio et la télévision reflète cette morosité structurelle : « La S.F.P. n'est pas et ne sera sans doute jamais un organisme rentable sur le plan financier. Néanmoins, on ne peut oublier que ses installations ont été édifiées avec l'argent de la redondance et l'idée que l'État, en fonctionnant du service public, est dans l'obligation d'assurer son fonctionnement de manière permanente. » Impératif catégorique, effaçant les problèmes financiers, masque le paradoxe dans lequel se débat la S.F.P. A l'article 13 de la loi de 1974, celle-ci voit définir ses orientations dans une formule vague : « Une société de production placée sous le régime des sociétés anonymes (...) réalise des productions en film et en vidéo qu'elle commercialise notamment auprès des sociétés de programme. » Dans ce « notamment » — qui représente 85 % des recettes de la société — se cristallisent les problèmes : la S.F.P. elle-même, conformément à son statut de société d'Etat régie par le droit privé, se comporte en concurrent sauvage des maisons de production privées ou conservent leur priorité « service public » qui relègue au second rang les questions de rentabilité ?

#### Les rapports avec les sociétés de programme

##### Le premier souci de M. Edeline

Sur 506,5 millions de chiffre d'affaires, 35,3 proviennent des opérations effectuées pour le compte de T.F.1 et d'Antenne 2 (1). Les faits contredisent donc les vœux exprimés par le gouvernement et selon lesquels le but visé était d'obtenir que la S.F.P. nisse par ses conduites sur le marché comme les autres producteurs (2). En réalité, l'institutionnalisation de ses rapports avec les sociétés de programme resta la préoccupation majeure du président, M. Jean-Charles Edeline.

Dans les fondations actuelles, ces rapports ont gravé par un double contentieux, por-

tant sur les prestations et sur le prévision. Le pourcentage des prestations de services et des travaux « à façon » — bloquant des moyens techniques — assure le plein emploi — augmente régulièrement au détriment de la production. Cette évolution, dénoncée par le rapport de M. Le Tac, entraîne une perte sensible des recettes de la société et correspond à une « dégradation de la qualité des fournitures (3) ». Les chaînes, d'autre part, maîtrisent encore mal leurs commandes, et cette absence de planification régulière se concrétise par une cyclothème de l'emploi qui fait alterner ourcheu et sous-régime.

#### Un projet de coopérative qui entraînerait des licenciements massifs

Pour remédier à ces défauts, M. Jean-Charles Edeline veut « substituer le "fidélisation" des sociétés de programme à la "garantie" ». En 1978, les garanties financières dues à la S.F.P. par les chaînes ne devraient plus atteindre que 45 % de ses recettes, contre 60 % en 1977. Si ce plan dégressif était appliqué à la lettre, la S.F.P. courrait droit au dépôt de bilan. « Heureusement », dit M. Edeline, ces garanties sont dépassées d'environ 50 %. Cependant, pour assurer l'avenir de son entreprise, il envisage d'aller plus loin en demandant aux chaînes, dans le cadre de « contrats de programme », une contribution située entre 25 et 27,5 % de leurs ressources, soit 40 à 60 % de leur budget de réalisation. Assurant en même temps la planification des produits, ces « contrats de programme » régleraient les difficultés de la production lourde.

« Si l'échoue, ajoute M. Edeline, il reste la voie de la coopérative. » Ce projet de « coopérative », préconisé par M. Le Tac dès avril 1977 et repris dans son dernier rapport, rencontre l'hostilité des syndicats : en « confiant la moitié du capital de la S.F.P. aux trois sociétés de programme », il entraînerait des licenciements massifs.

Si le personnel soutient l'action de son président pour prévenir le démantèlement de la société, il s'inquiète pourtant des conséquences de sa politique de concurrence dans le secteur audiovisuel. M. Jean-Charles Edeline manie une dialectique subtile : « Il nous faut intégrer les disciplines du secteur privé sur le plan opérationnel tout en gardant l'esprit du service public. » Réalistes et techniciens estimant cette proposition contradictoire : « On veut accorder l'idée que les normes de production de l'ex-ORTF, étaient laxistes. C'est faux. Pour faire face à la concurrence privée, on tire maintenant sur la ficelle dans tous

les domaines : réduction des moyens techniques, jours de tournage, montage. La qualité en pâtit. » A la C.G.T., l'analyse est plus crue : « Edeline est là pour nous faire constater et assumer une situation économique. Pour nous faire céder sur nos exigences, les conditions de travail et la nature du produit. »

Cette attitude d'un personnel hautement qualifié d'affiche d'eutout plus que chaque reconstruit dans la S.F.P. un outil incomparable. Elle reste pour les réalisateurs la garantie d'une qualité qui tend à disparaître ailleurs. Mais le temps du réalisateur est fini. Le pas de chagrin de la création, la perpétuelle menace du chômage, le forcent souvent à s'incliner devant les conditions des chaînes. Et leurs gestionnaires brandissent l'argument des coûts pour justifier la multiplication des commandes passées au privé. Argument d'autant moins recevable que, saisi par les chaînes sûres de leur bon droit, la direction de la concurrence et des prix a rendu son verdict : les bénéfices de la S.F.P. sont inférieurs à ceux de la chambre syndicale des producteurs, dans une proportion de 10 % pour le personnel et d'environ 45 % pour le matériel. En acquiesçant ainsi des droits sur des coproductions effectuées avec des sociétés autres que la S.F.P., les sociétés de programme ont, il est vrai, la possibilité de ne pas appliquer les clauses de la convention collective relatives aux rétributions des réalisateurs. Ceux-ci se voient ainsi floués d'un tiers environ du cachet auquel, selon leur catégorie, ils ont droit.

#### « César Biroteau » réalisé dans le privé ne supporte pas la comparaison

M. Louis Mollien, responsable du secteur production-films, précise le sens de cette querelle : « A cahier de charges égal, nous sommes toujours concurrentiels, et sur les séries — comme Un juge, un flic ou les Meurtres de Bois Doré — nos tarifs sont les plus bas du marché. Pourtant, le privé se jette dans une course à l'économie qui lui permet, comme pour César Biroteau, de proposer des tarifs inférieurs de près de 30 % à nos. Il regne sur les décors, les costumes, le temps de tournage... » Malgré ses qualités, César Biroteau ne supporte effectivement pas la comparaison avec Splendeurs et Misères des courtisanes, produit par la S.F.P.

Inexplicablement, la S.F.P. ne bénéficie donc pas de la confiance accordée au privé, et entre tous logiques, les chaînes ont plus

souvent tendance à le considérer comme un adversaire plutôt que comme un partenaire : « On nous demande des dramatiques unitaires lourdes, qui nous coûtent de l'argent », déclare Michel Oudin ; mais très peu de séries, qui constituent toujours pour une société de production l'activité la plus rentable. »

#### Peu d'atouts sur le marché international

Contraintes d'assurer l'emploi, la S.F.P. doit souvent se contenter d'opérations « blanches », comme les *Rebelles*, récemment diffusés et précédemment refusés par Télédiff, ou même d'un travail délégué. Les sociétés de programme omettent en effet de préciser que leurs exigences financières entraînent parfois la S.F.P. à tourner à fonds perdus : « Pour maintenir notre volonté qualitative », souligne M. Jean-Charles Edeline, nous sommes amenés à prendre en charge des dépassements budgétaires constatés dès l'origine du produit. Cela donne des coproductions flétries, dans la mesure où nous n'avons pas l'espèce de récupérer la somme que nous ajoutons. » Sur l'exercice 1976, le part de coproduction télévisée prévue s'élevait à 3 750 000 F, mais le total des dépassements atteignait 7 millions de francs supplémentaires, soit 15 % du déficit de la société.

L'année 1977 continue de voir le développement de ces pratiques : ainsi le *Chandellor*, de Santelli, Monseigneur Zola, de Lorenzi, ou *Ostenbach*, de Boissard, acquiescent-ils à l'un des dépassements situés entre 500 000 francs et 1 million.

Cependant, la S.F.P. ne se heurte pas seulement à la concurrence de sociétés de production privées, travaillant avec des pigistes, et échappant à ses frais fixes en matériel et en personnel. Sur le marché francophone, elle subit également un lourd handicap face aux chaînes elles-mêmes. Ne disposant pas d'écarts à l'antenne, elle ne peut satisfaire à la demande de « contrepartie » (achat d'une émission en compensation d'une vente) traditionnellement en vigueur dans l'audiovisuel. Mais, surtout, elle se trouve confrontée aux chaînes sur le plan des coûts : celles-ci, dont les productions sont amorties du seul fait de leur diffusion, peuvent en effet se permettre de vendre au plus bas prix.

Pour développer sa compétitivité internationale, M. Jean-Charles Edeline réclame la garantie du gouvernement sur un emprunt de 150 millions destiné à la construction de studios télévisuels à Bry-sur-Marne. A cette demande s'ajoute celle d'un capital financier de 70 millions qui s'additionneront aux 10 millions alloués en 1975.

Pour la S.F.P., il en va de sa survie : issue de l'ORTF, elle a hérité d'un passif de 87,5 millions en charges financières, sans bénéficier en contrepartie de la répartition de la redondance.

La satisfaction de ces deux exigences constituerait un point de non-retour, une consolidation définitive de la société. Mais, selon M. Le Tac, l'amortissement des studios de Bry nécessiterait la production annuelle de « cinquante films à gros budget, d'un coût moyen oscillant entre 70 et 80 millions » (soit la quasi-totalité de la production européenne de ce type). Constatant, d'autre part, que la production film de la S.F.P. plafonne en 1977 à sept heures trente, il juge cet investissement prématuré et préconise de démolir l'activité commerciale de la S.F.P. de son secteur service public. A l'appui de son analyse, il souligne que les recettes réalisées en 1976 « hors société de programme » couvrent 6,7 % du chiffre d'affaires et que « rien ne laisse prévoir que ce pourcentage s'accroisse sensiblement à l'avenir ».

#### Aux Etats-Unis

##### un retour massif aux studios

La S.F.P. conteste ces conclusions : dans son calcul, M. Le Tac ne prend pas en compte, selon elle, les 32 millions d'investissements en production réalisés grâce à l'emprunt obligataire de 80 millions contracté au printemps 1976, et qui portait à 15 % le chiffre d'affaires extérieur. La direction ajoute aussi que le secteur cinéma ne saurait être jugé avant deux ou trois ans et que l'opération de Bry-sur-Marne anticipe sur la tendance, constatée aux Etats-Unis, d'un retour massif aux studios. Le chiffre de cinquante films, enfin, avancé à titre d'exemple de l'enveloppe financière, pourrait aussi être tempéré par un équivalent en séries télévisées remplissant les mêmes fonctions.

Les débats parlementaires, les pourparlers avec les chaînes et les décisions du gouvernement stupéfieront dans les prochaines semaines sur l'avenir de la S.F.P. : le consacreront la politique de M. Edeline, avec ses risques et ses implications budgétaires considérables, ou donneront le glas de l'expérience menée depuis trois ans, masquant plusieurs centaines d'emplois, et peut-être aussi une certaine idée du service public.

XAVIER DELCOURT.

(1) Les garanties de l'ORTF ne s'élevaient qu'à 13,7 millions.  
(2) Le Monde du 26-27 juin.  
(3) Rapport de la commission radio-télévision.



# RADIO-TELEVISION

UN DOCUMENT SUR LA CRISE CINÉMA-TELEVISION

## 9 centimes pour la création

Crise de la création télévisuelle ; difficultés du cinéma français. Deux « fronts » parallèles où la victoire ne se conçoit pas isolée, et dont la cause essentielle est commune : la diffusion abusive de films de cinéma sur les antennes de la télévision (cinq cent seize longs métrages, sur les trois chaînes, en 1976). Dans un document établi à partir de chiffres fournis par le Centre national de la cinématographie et par les sociétés de programmes, M. Henri Lasa, distributeur de films, fait le point de la question.

Il ne suffit pas que la télévision diffuse des films, par semaine, mais il faut encore qu'elle les programme aux heures les plus favorables à la fréquentation des salles.

Certes, quelques progrès ont été accomplis à ce sujet. Répondant aux demandes de la commission Interprofessionnelle permanente du cinéma concernant les rapports cinéma-télévision, les responsables des sociétés de programmes se sont efforcés d'améliorer la grille, dans le cadre des dispositions de leur cahier des charges, et compte tenu de leurs moyens budgétaires.

Il n'en reste pas moins vrai qu'en 1976 les trois chaînes de télévision ont présenté :

- 102 films le lundi à 20 h. 30 ;
- 87 films le mardi à 20 h. 30 ;
- 42 films le mercredi à 20 h. 30 ;
- 65 films le jeudi à 20 h. 30 ;
- 52 films le dimanche à 20 h. 30 ;
- 42 films le dimanche après-midi.

(Antenne 2 n'ayant supprimé totalement la diffusion des films de cinéma, le dimanche après-midi, qu'à partir de 1977).

soit 946 films (sur les 616) offerts au grand public aux heures les plus favorables à la fréquentation des salles.

De plus, les films programmés sont de plus en plus récents, et cela est dû, notamment, au fait que les trois sociétés de programmes entendent diffuser, dans un délai plus rapide, les films qu'elles ont coproduits. En outre, la concurrence joue entre les chaînes pour l'amélioration de l'indice d'écoute qui est un élément important de la répartition du produit de la redevance ; cela amène ces dernières à faire, de temps en temps, un effort particulier en ce qui concerne le prix d'acquisition des droits, afin de présenter un « film événement ».

Les films en cause sont annoncés à grand renfort de messages publicitaires sur les ondes, alors que la radiodiffusion-télévision française n'est toujours soumise à la règle de ne pas faire de publicité pour les spectacles.

Est-il besoin d'ajouter que, le jour où la télévision programme un film de cette valeur spectaculaire, les salles de cinéma sont vides ?

En outre, on a vu se multiplier la diffusion de téléfilms étrangers d'une durée supérieure à une heure dans les cases non cinéma. La ressemblance de ces téléfilms avec des films de cinéma est telle que la confusion est totale pour une grande partie du public, et que, dès lors, les limitations concernant la grille n'ont plus aucun sens.

### Une singulière distorsion

Si les prix de cession des droits de diffusion des films ont augmenté au cours de ces trois dernières années, ils restent, encore singulièrement bas.

En 1976, les 4 176 000 000 de spectateurs, pour les films de cinéma, se sont répartis de la façon suivante :

- 4 milliards (soit 96 % d'entre eux) se trouvaient devant leur récepteur de télévision ;
- 176 millions (soit 4 % d'entre eux) se trouvaient dans les salles de cinéma.

### REDEVANCE

#### Les non-casseurs seront les payeurs

SCANDALEUSE, cette augmentation de la redevance au nom du renforcement des mesures de sécurité en faveur des émetteurs ! Serait-ce la dernière interprétation de la loi anti-casseurs ?

Même si, en l'occurrence, l'acte de vandalisme n'est justifiable à aucun égard, chacun sait qu'il s'agit d'un acte politique, la télévision d'Etat symbolisant pour certains les excès d'un pouvoir envahissant et étouffant. Fera-t-on payer aux anciens combattants la profanation du monument élevé à la mémoire du maréchal Lyautey ?

Jadis, l'O.R.T.F. entretenait dans tous les bâtiments commandant de grande emprise une équipe de techniciens chargée de la maintenance. Leur présence était également un facteur dissuasif pour ceux qui auraient voulu commettre un attentat. Aujourd'hui, la plupart des émetteurs — comme les réémetteurs — sont automatisés. Ils fonctionnent seuls, sans intervention humaine.

La télévision française, qui a fait l'économie de ces techniciens, n'a-t-elle pas les moyens, sur une masse de recettes qui atteint 4 milliards de francs tous les ans, de se payer les « sentinelles » nécessaires pour garder ces émetteurs publics qui sont devenus des émetteurs ?

C. D.

HENRI LASA.

## Écouter-voir

● **PORTRAIT : MARGUERITE YOURCENAR.** — Lundi 21 novembre, France-Culture, 14 h. 45.

Elle vit dans une île du Maine, sur la côte est des Etats-Unis, écrivain retiré, évitant la curiosité des journalistes. Marguerite Yourcenar a passé son enfance près de Lille. Elle s'appelait alors Crayencour.

Jean Montalbet, André Mathieu et Simone Mory ont interrogé des témoins de ses années de jeunesse. Ils ont lu et relu *Souvenirs pieux* et *Archives du Nord*, les deux premiers tomes de sa recherche d'une généalogie, et ils sont allés interroger la romancière. Elle est là, dans son chalet de bois, « Petite Plaisance », entourée de ses livres et de ses objets, elle se confie, elle parle de sa mère, de son père et de ses voyages. Elle témoigne des luttes sociales ou politiques qu'elle a connues.

Et Yourcenar était la première femme à occuper un siège à l'Académie française.

● **PORTRAIT : MAREK HALTER.** — Lundi 21 novembre, A 2, 21 h. 55.

Maurice Frydland, dans la série *Personnages de la vie*, a fixé sa caméra sur le fier visage d'un peintre-contemporain, Marek Halter, né à Varsovie, enfant du ghetto, qui raconte à nouveau, pour la seconde chaîne, son adolescence balotée, son exil en France, loin de la Pologne antisémite et, depuis lors, ses luttes contre tous les formes de ségrégation et de répression, en Argentine et au Moyen-Orient.

● **DOSSIERS DE L'ECRAN : FRANCIS GARY POWERS.** — Mardi 22 novembre, A 2, 20 h. 30.

Voilà à nouveau la guerre en vedette, aux « Dossiers » de la seconde chaîne, cette guerre froide que faillit irremédiablement relancer, en 1960, l'affaire étonnante qui fut le film américain, *Antenne 2*, l'ancien pilote de la C.I.A., Francis Gary Powers, en effet, le malheur d'être repéré et abattu par les défenses anti-aériennes soviétiques, alors qu'il survolait le territoire de l'U.R.S.S. à bord d'un avion U-2. Croyant que le pilote (indemne)

avait appliqué la consigne — faire sauter son avion en vol plutôt que d'être pris — le président Eisenhower démentit l'existence d'un réseau d'espionnage concentré sur l'Est. Le président Khrouchtchev eut beau jeu de fournir des preuves.

Chassé de la C.I.A. pour avoir compromis par manque de courage les relations des deux Grands, pilote, un temps, pour une chaîne de télévision américaine, Francis Gary Powers, est mort, le 1<sup>er</sup> août dernier, dans un accident d'hélicoptère.

● **PORTRAIT : AIMÉ CÉSaire.** — Mardi 22 novembre, TF 1, 22 h. 30.

A la jointure de deux histoires, Aimé Césaire habite une double résidence : celle que les cartes du dix-huitième siècle désignent comme demeure des Français ou demeure des sauvages. Poète et dramaturge, il brasse un vocabulaire foisonnant, enraciné dans la plus luxuriante des végétations, celle de la Martinique. Homme politique et maître de Fort-de-France, il est aussi, avec Léopold Sédar Senghor, son ancien condisciple à Louis-le-Grand, — le champion de la « négritude » et l'adversaire déterminé du colonialisme français dans les départements d'outre-mer.

A défaut d'autre chose, le portrait proposé par l'INA permet de faire à connaissance d'un des plus grands écrivains noirs de langue française. Mais le parti pris esthétique et littéraire de la réalisation s'accompagne d'une superficialité politique dont on ne sait s'il faut attribuer à la prudence ou à la candeur.

● **SÉRIE DRAMATIQUE : MARIAGES.** — A partir du jeudi 24 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Fablette a de l'argent. Son père — un humaniste — possède une fabrique de chaussures. Son oncle — un cynique — est un nant, fier de l'être. Son fiancé la trompe, l'humilie. L'affront est public. Il faut réparer, avec les honneurs. La fable de bonne famille entreprend sa course. Elle jette son dévolu sur un jeune collaborateur de son père : dents longues

mais petites origines. Elle séduit. Elle épouse. Nuit de noces à Dijon. Champagne. L'époux est lamentable.

Première partie — la suite s'annonce joyeuse — d'une adaptation rétro (ou second degré ?) du gros roman de l'auteur belge Charles Plisnier. Le texte vient d'être réédité, pour l'occasion chez Buchet-Chastel.

● **THÉÂTRE HISTORIQUE : L'AFFAIRE DES POISONS.** — Samedi 26 novembre, A 2, 20 h. 30.

« Dieu et mon roy » : l'atmosphère de l'an 1679 est d'autant plus étouffante que le souverain, se prenant pour un asire, engage son entourage dans la prison de ses caprices, qu'on appelle aussi « Bastille ». Rapidement fané sous ce climat, la marquise de Montespau, pour garder sa place au soleil a-t-elle tenté d'empoisonner Louis XIV ? Homme masqué, cassette secrète, philie mystérieuse : Gérard Vergez mène l'enquête — mi-thriller, mi-bande des sinées — en exploitant les ressources de la vidéo.

Malheureusement ni le scénario ni la réalisation ne sont à la hauteur de ses ambitions. Le comique tourne à l'écœuré et seul le recours à l'« électrotonique » chère à Avery saurait l'émission de l'ennui. Le récit du témoin charge, Gubourg, est l'occasion pour Vergez de multiplier les trucages, et transporter ses acteurs sur la carte de Tendre, les cases d'un échiquier on l'obtient d'un film. Si la désolatoire le suture ont pour fonction de dénoncer le ridicule de l'histoire officielle, ils n'ont rien de plus que de faire oublier dialogues et un humour pesants. Ma Vergez a suffisamment de talent pour avoir, aussi, droit à l'échec.

### PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau des ondes, qu'on appelle aussi « Culture » et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « Le Monde de l'éducation » (n° 33 daté novembre 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

## Les films de la semaine

● **CES MESSIEURS DE LA GACHETTE.** de René André. — Dimanche 20 novembre, TF 1, 17 h. 15.

Où du mauvais emploi que l'on peut faire d'excellents acteurs (Francis Blanche, Gérard Philipe, Louis de Funès, Annie Cordy) lorsqu'on est incapable d'élever au-dessus du vaudeville de confection bécote des situations qui appellent un dénouement burlesque.

● **MADAME ET SON COW-BOY.** de H. C. Potter. — Dimanche 20 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Les situations classiques de la comédie américaine d'avant-guerre avec un grand et beau cow-boy pour héros. Tout est facilement prévisible, mais c'est bien élevé, amusant et sentimental. Gary Cooper obtient là un grand succès public et Merle Oberon est plus à l'aise que dans les *Hearts of the Desert*.

● **LA CHINE EST PROCHE.** de Renato Castelloni. — Vendredi 25 novembre, FR 3, 22 h. 30.

Le dévouement d'un parti populaire (le parti socialiste italien) dans une alliance contre nature avec une bourgeoisie décadente. Bellocchio s'en prend aussi bien aux riches déliquescents qu'aux prolétaires arrivistes et montre la révolte romantique et ingénue d'un petit groupe chinois. Cette critique acerbe de la vie politique italienne est valable pour d'autres pays. Un ferment comique exerce la virulence du propos, l'humour est le révélateur d'une lucidité qui se colore d'humanité. Marco Bellocchio impose, en 1977, un talent et une maturité qu'il n'a pas toujours retrouvés depuis.

● **CATHERINE.** de Bernard Borderie. — Lundi 21 novembre, TF 1, 20 h. 30.

Les aventures d'une héroïne façon « Angélique » à l'épo-

que où les Armagnacs et les Bourguignons se disputaient la France. Adaptation complètement ratée du premier volume d'un passionnant feuilleton historique de Juliette Benzoni. A part se monter détreuve, Olga Georges-Picot ne sait pas faire grand-chose. *L'écho* fut tel que la suite ne fut jamais tournée, si bien que le film se termine en queue de poisson.

● **L'ADORABLE VOISINE.** de Richard Quina. — Lundi 21 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Adapté de la sorcellerie new-yorkaise. Kim Novak se sert de ses pouvoirs pour séduire James Stewart. On pense à *Ma femme est une sorcière*, de René Clément, qui était beaucoup plus drôle, avec beaucoup plus de gags et d'idées de mise en scène. Richard Quina ne s'en est pas rendu compte et Kim Novak n'est pas seulement, comme trop souvent, une belle fille en robe rose.

● **QUATRE DU TEXAS.** de Robert Aldrich. — Mardi 22 novembre, FR 3, 20 h. 30.

Deux aventuriers sympathiques et rivaux pendant tout le film : Frank Sinatra et Dean Martin ; deux femmes capiteuses chacune en son genre : Anita Ekberg et Ursula Andress. Il y a aussi Victor Buono et Charles Bronson. Les acteurs s'emparent sur une intrigue tarabiscotée qu'il ne faut pas prendre au sérieux, car ce western est paradoxal. Aldrich l'a mené comme un combat de boxe.

● **POLICE SUR LA VILLE.** de Don Siegel. — Mercredi 23 novembre, FR 3, 20 h. 30.

D'après un roman de Richard Dougherty, qui fut, pendant deux ans, préfet de police à New-York. L'un des adaptations les plus réussies de la littérature policière.

### LES SERVICES DE FRANCE-INTER

- METEO. — 5 h. 55 ; 6 h. 28 ; 6 h. 55 ; 7 h. 28 ; 8 h. 55 ; 19 h. 55.
- METEO MARINE. — 7 h. 55 ; 19 h. 55.
- INFORMATIONS ROUTIÈRES. — 5 h. 55 ; 19 h. 55 ; 23 h.
- COURSES. — 6 h. 46 ; 15 h. 16 ; 17 h. 18 ; 20 h. 21.
- EMPLOI. — 6 h. 28 ; 6 h. 55 ; 8 h. 55 ; 12 h. 12 ; 21 h.
- JEUNES. — 7 h. 28 ; 8 h. 55 ; 18 h. 18 ; 22 h.
- TROISIÈME AGE. — 10 h.

Yorkais, une véritable étude sociale : violence, corruption, les-fonds d'une grande ville. La mise en scène d'un spécialiste du genre — donne à l'histoire une densité tragique.

● **CHÈRE LOUISE.** de Philippe de Broca. — Jeudi 24 novembre, FR 3, 20 h. 30.

La nouvelle de Jean-Louis Curtis se distinguait par une écriture raffinée à laquelle Philippe de Broca a cherché des équivalents cinématographiques. Hélas, les images trop composées, trop affectées, sont tombées dans la mièvrerie du douloureux roman d'amour d'une femme de quarante ans pour un jeune Italien. Avec son intelligence et son entente habilement, Jeanne Moreau cherche à tirer son personnage des clichés romantiques. Elle y parvient, mais son partenaire est bien maladroit.

● **DEUX SOUS D'ESPOIR.** de Renato Castelloni. — Vendredi 25 novembre, A 2, 22 h. 50.

Sujet : le chômage dans les campagnes italiennes (la région de Naples) en 1950. Décor naturels, acteurs non professionnels. C'est encore le néo-réalisme d'après-guerre mais déjà l'humour, la vivacité de la réalisation, le folklore social, annonçant les grandes heures de la « comédie italienne », dont on n'a pas fini de retrouver les sources. L'improvisation, qui semble liée aux méthodes du néo-réalisme, n'est qu'apparente. Comme toutes les comédies sociales que nous avons vues depuis (signées Comencini, Monicelli ou Risi), ce film est extrêmement élaboré. Au Festival de Cannes 1952, il remporta le Grand Prix, ex aequo avec *Othello* d'Orson Welles.

● **LES SEPT VOLEURS DE CHICAGO.** de Gordon Douglas. — Dimanche 27 novembre, TF 1, 20 h. 30.

La « bande à Sinatra » dans des numéros extrêmement brillants sur une histoire assez décousue, reprenant, pour l'essentiel, la légende de Robin des Bois dans le Chicago des années 20. Dès que la mise en scène de Gordon Douglas donne des signes de défaillance, les acteurs reprennent le film en main, le relancent. Finalement, on s'amuse beaucoup.

● **MERCI, MA TANTE.** de Salvatore Samperi. — Dimanche 27 novembre, FR 22 h. 30.

On crut, de bonne foi, que le Festival de Cannes 1968, que premier long métrage de Samperi, présenté en même temps que les *Poings* dans les poches de Marco Bellocchio et avec même interprète Loo Casti dans le rôle principal, était une critique virulente de bourgeoisie italienne. *Merzi* (Péché véniel et scandale) a dissipé, depuis, toutes les illusions. Samperi n'est qu'un cinéaste racoleur — très bête, d'ailleurs — qui se d'albums sociaux ou politiques pour mettre en images des situations érotiques plus ou moins morbides. *Merzi*, n'importe, qui révéla Lisa Gastor est tout de même ce qu'il y a de mieux, même si l'en voit, aujourd'hui, les fcelles.

● **TRAITEMENT DE CHO** d'Alejo José. — Lundi 28 novembre, TF 1, 20 h. 3

Cauchemar pour Annie G Gardot découvrant les secrets d'une clinique de thalassothérapie pour gens riches Belle-Île. Il y a là-dedans des souvenirs de l'île du docteur Moreau et de *Dracula*. Ma comme les serviteurs de la clinique sont des Portugais migrants, le film d'épouvante débouche sur la fable ma dérive. En employant des effets grand-guignolesques qui courent les nerfs et soulèvent le cœur, Alejo José n'a pu trouver le meilleur style pour convaincre.

● **MADAME CROQU** MARIS, de Jack Leo Thompson. — Lundi 28 novembre, FR 20 h. 30.

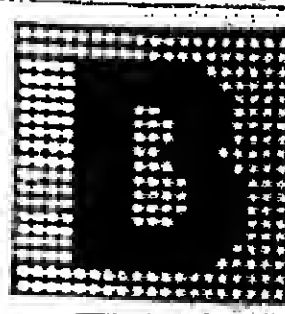
Cinéaste anglo-saxon spécialiste du film de guerre d'aventures à grand spectacle Jack Leo Thompson a ou main trop lourde pour le scénario délicieusement fantaisiste de Betty Comden. Adolph Green. Ah si Mir neil ou Doreen avaient réalisé cette « comédie américaine » Consolation à cette décevoir : le brio, l'entrain de Shirley Mac Laine, fort et tournée par Paul Newman, Robert Mitchum, Dean Martin, Gene Kelly.

N° 10

LE  
apre

## UN RÔLE IRREMPLACABLE

Préciser la confusion



LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS  
AUX QUATRE COINS DU MONDE

AU LIBAN

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

INTERCONTINENTALE

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BEYROUT

مركز الأصل







## ***L'action discrète mais persévérante de la France***

libanais », avait parfaitement su utiliser. Ce n'est que vers la fin de la guerre, notamment après qu'une partie du « Front libanais » eut noué des relations avec Israël, que le parti prit conscience de la nécessité de prendre en considération le sentiment communautaire chrétien et de réviser sa politique de conséquence. C'est ainsi qu'elle a été revue pour la première fois, de collaborer avec l'Etat libanais et de fournir à son chef les pages dont ce dernier avait besoin pour la reconstruction publique chrétienne de la nécessité d'une nouvelle expérience de coexistence. Cette transformation a été faite par le parti, avec méfiance qui existe de part et d'autre n'a pas encore été entièrement dissipée. Mais le choix semble préférable, les Palestiniens estimant que l'Etat libanais, avec à sa tête un maronite modéré, constituait le meilleur rempart contre l'extrémisme du « Front libanais ».

La normalisation de ses rapports avec l'Etat libanais et sa réinsertion sur l'échiquier politique proche-oriental ont permis à la résistance d'isoler la droite et de faire passer à l'offensive, après deux ans de guerre, dans la situation de marginalité dans

## Une nouvelle stratégie

Cette maturité de la résistance palestinienne se reflète dans sa compréhension actuelle du problème libanais. Jusque-là, cette dernière avait toujours estimé que l'Etat libanais était le seul pour elle le danger principal dans la mesure où il était l'instrument indispensable de tous les projets sionistes. Cette vision a été ébranlée. L'expérience de mai 1973, date des premiers affrontements sérieux avec l'armée libanaise, avait conduit les palestiniens dans cette vision des choses. Leur méconnaissance du problème libanais et leur sous-estimation du sentiment communautaire des Libanais ont été les bases de cette conception de base de leurs rapports avec l'Etat, à commettre des erreurs que la droite chrétienne libanaise a pu exploiter.

Laquelle se trouvait à l'origine le mouvement palestinien. Illustration agressive par le fait que les relations nouées par une partie du « Front libanais » avec Israël compromettent directement les intérêts de la gauche libanaise. Il faut voir à l'avenir émerger de son isolement actuel.

Si la résistance palestinienne n'est pas l'unique originaire, au sein des tenants d'un révolutionnarisme exacerbé, elle a acquis en revanche une maturité certaine et demeure, en tout cas, et malgré ses faiblesses, la seule force dans le monde arabe capable de mobiliser l'opinion publique. Elle a, en outre, prouvé que son rôle ne saurait être négligeable et qu'il fallait désormais compter avec elle. Les récentes déclarations du président Carter en constituent d'ailleurs l'illustration la plus récente.

**SAMIR FRANGI**

C'est dans ce climat tendu que M. Gorse part pour une deuxième mission de bons offices qui le retiendra du 6 au 15 avril 1976 à Beyrouth. Il rend compte de son retour au président de la République qu'il a perçu une évolution sensible de l'état d'esprit des parties en cause, mais qui pensent plus en termes de victoire et qui semblent préparées à un compromis ». L'on parle de plus en plus de la création d'un système international de contrôle de la sécurité auquel la France pourrait participer si on le lui demandait.

lui-même, le 6 mai, avait offert la participation de la France « à un dispositif de sécurité au Liban, après la cessation des combats, destiné à permettre la poursuite du processus politique entamé par la désignation du président élu, M. Sorkis... »

nuancées et pratiques tenant compte des nouveaux rapports de forces. Dans cette perspective, le conseil de juristes et politologues français peut être important. La restauration nationale passe par le rétablissement de l'autorité de l'Etat et la reconstruction de l'armée. Là également la France pourrait apporter son concours par la formation des cadres et

Depuis la mission de M. Gorse, l'on étudie oux affaires étrangères et à la défense quelles formes pourrait prendre une participation plus directe de la France au rétablissement définitif de la paix au Liban. En effet, le 8 mai, un

nouveau sous-état, il pensait  
 que Paris soit, en mesure de ré-  
 pondre sans délai à un appel que  
 pourrait faire ce dernier s'il re-  
 tenait les propositions du gouver-  
 nement français. Mais, à l'heure  
 où il a déjà connaissance de l'Éy-  
 se, le 21 avril, que « si les cir-  
 constances conduisaient à obtenir  
 de la France une contribution  
 à l'apaisement et à la sécurité  
 du Liban, il ne saurait s'agir de  
 tenter une réponse positive ». Pour-  
 tant, le 20 mai, le renouvellement  
 de ces propositions fait par le  
 président Giscard d'Estaing, a-  
 lors qu'il se trouvait en visite  
 officielle au Liban, a été une  
 surprise, aussi l'émotion et pro-  
 voque des réactions hostiles. Les  
 précisions militaires données par  
 le président, tout autant que  
 les propos sur cette question,  
 sont perçus sous l'aspect extrême-  
 ment négatif de la situation, dans  
 l'ensemble du monde arabe  
 où l'on parle d'« intervention  
 égyptienne », voire d'« agression ».  
 Au Liban, M. Kamal Joumblatt  
 appelle l'intervention française de  
 1860, M. Ymoussouf, le 21 mai  
 fête son incompréhension et ses  
 craintes et le président Sarkis  
 laisse paraître une gêne certaine.  
 Seule la communauté chrétienne  
 libanaise, plus englobée de  
 clair, favorise un rapproche-  
 ment.

Journblatt, qui se rend compte alors que « la déclaration du président français ne cachait aucune mauvaise intention », demande le soutien « politique et diplomatique » de la France. Celle-ci, par la voix de son gouvernement, maintient les offres précédentes, mais oriente désormais ses efforts pour aider à la

une assistance matérielle et financière. La présence de nombreux étudiants libanais en France est à cet égard un atout non négligeable. Déjà une équipe renommée d'urbanistes de Paris a reçu pour mission la reconstruction du centre de Beyrouth qui mettra en valeur le patrimoine architectural de l'ancienne ville.

**DES LIENS SPECIAUX**

La présence française s'est maintenue aux moments les plus durs de la guerre du Liban. Elle a illustré de façon tangible les liens spéciaux existant entre les deux pays et s'est essentiellement manifestée de deux façons : l'ambassade de France n'a jamais fermé ses portes, bien qu'elle ait reçu plus de cent amb-

et projectiles de gros calibre. L'ambassadeur, M. Hubert Argred, se trouvait personnellement à lu-  
tre des ses collègues qui se prépa-  
raient à partir. Les diplomates arabes  
et consulaires, alors que toutes  
les ambassades aux arabes et la  
plupart des ambassades arabes  
étaient fermées, étaient au nombre  
de quarante-sept mille huit cent  
soixante visas ont été délivrés  
durant les dix-huit mois de  
cette année. Les consulats ont  
ouvert pendant un tiers de l'année  
pour ouvrable autant qu'en  
période normale. Le consulat  
avait instauré à cet effet deux  
secteurs : l'un pour les visas de  
chacun des deux secteurs de  
Beyrouth, faisant assumer par  
ses agents les risques du passage  
afin de leur épargner au public.  
Pour obtenir des visas, les Libanais ayant bénéficié de visas  
pour la France durant la guerre,  
il faudrait ajouter un chiffre  
très élevé de visas délivrés  
d'entrée délivrés notamment à  
Damas, Nicosie et aux aéroports

(Suite de la page 13.)

L'entraînement, les armes, les munitions et les combats qui en ont été la conséquence ont donc été financés de l'extérieur. Cette attitude ne devrait d'aucune façon diminuer la valeur du

l'autre aspect de l'inventaire de cette tragédie est loin d'être positif. Il sera long à établir. On peut déjà y faire figurer pertes humaines, l'exode, les destructions, les ruines, les pillages et l'émigration des va-

Au plus fort de ces combats, la France s'est fait un honneur de rester présente au Liban à travers ses organismes ou institutions officielles et privées. Plusieurs Français y ont alors perdu la vie. Elle a accueilli sur son sol des milliers de Libanais, facilitant du mieux possible leur intégration dans la communauté nationale. Cela est dans le sens des traditions et il ne convient pas d'en tirer gloire : le Liban, plus que toute autre nation en danger de mort, avait droit à de telles

Elle, en instituant au Liban des structures étatiques et administratives adaptées à la situation socio-politique du pays, la France avait apporté une solution originale et heureuse aux problèmes qui se posaient alors. Depuis, l'évolution démographique, culturelle et politique des communautés musulmanes a rendu indispensable une révision de ces règles. Un nouveau Pacte national est toujours possible qui garderait du

evraient tisser naturellement  
rofil de l'installation à Paris,  
à suite de la guerre, de plusieurs  
hommes d'affaires libanais. Mais  
intérêt de la France peut égale-  
ment se manifester par le renfor-  
cement de sa vigilance sur le  
plan diplomatique pour que  
intégrité et la souveraineté du  
Liban soient reconnues et respec-  
tées. Aujourd'hui, peut-être encore  
plus qu'autrefois, les Libanais veulent  
voir à la fidélité et à la solida-  
rité de la France.

\* Dernière date de référence existant les subissements des années 1875 et 1876

Dépôts du secteur privé .....	167 476	203 615	336 290
Créditeurs divers .....	28 200	53 377	49 456
Banques .....	42 632	91 452	50 532
Comptes d'Ordre .....	3 410	7 154	22 107
Provisions .....	5 878	18 415	18 658
Fonds Propres .....	7 900	8 816	8 816
	<b>255 496</b>	<b>382 829</b>	<b>485 959</b>

**SIÈGE CENTRAL.**

**Immeuble Baz, rue Sursock, Beyrouth - Téléphone - 337237**

**ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE**

**COMBANK - Bertrouth**

**TELEX** (liaison directe de Paris)

atif de rétroces : CORAN

000707 (indicatif de réponse : CUBANK 20820 LE)

عَلَيْكُمْ مِنَ الْأَصْلِ







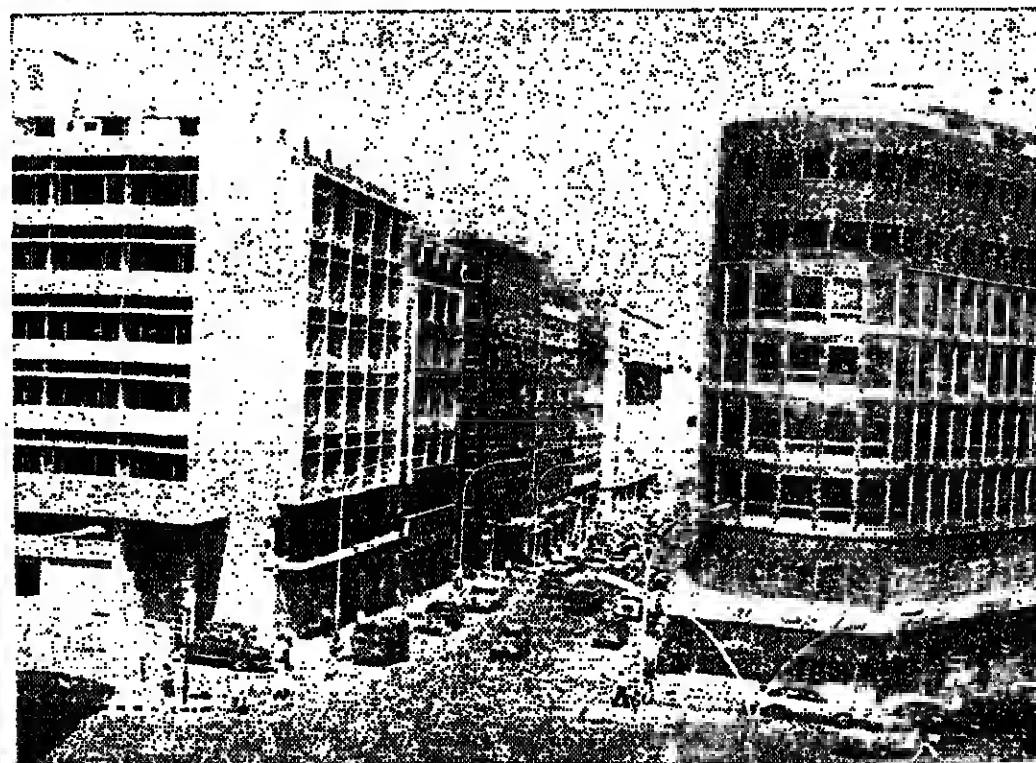
# LIBAN: LE PHENIX RENAIT DE SES CENDRES



— Les mouettes volent de nouveau au-dessus du port de Beyrouth, qui a retrouvé 85% de son activité normale.



— La guerre a frappé le centre commercial...



... mais la rue des banques a vite retrouvé son animation



... une place principale à Beyrouth.



La nouvelle année académique s'ouvre à l'Université Américaine de Beyrouth.

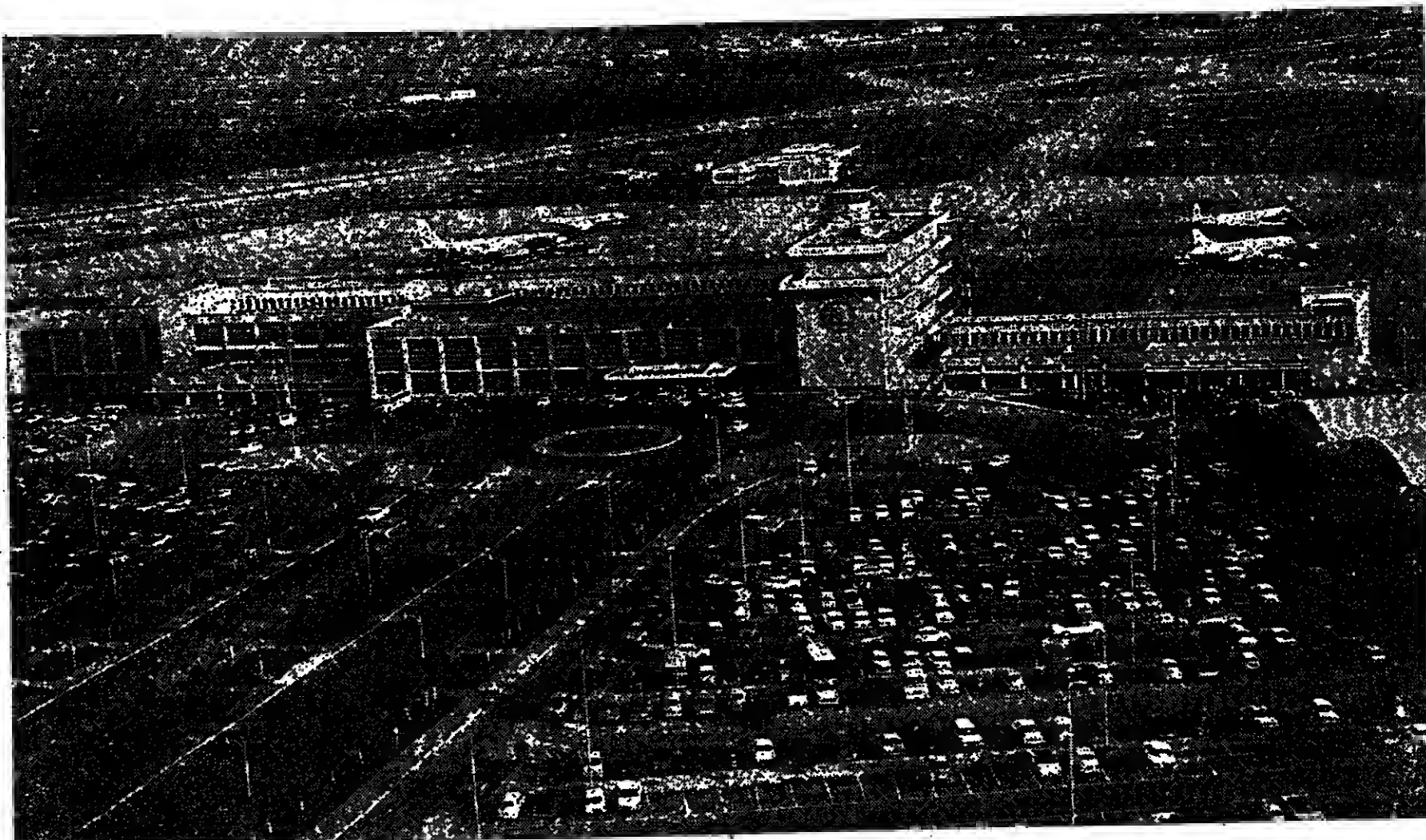
لحذا من الاصل



La guerre au Liban a laissé derrière elle la mort et la désolation. Mais les Libanais ont refusé de se laisser aller au désespoir; ils ont, d'ores et déjà, entrepris, avec foi et courage, l'oeuvre de reconstruction.

Un an à peine après la normalisation de la situation, l'Aéroport International de Beyrouth a retrouvé son activité normale. Le mouvement du port de Beyrouth s'établit aujourd'hui à 85% du trafic-record qu'il avait atteint en 1974. Aucun effort n'est épargné pour un retour rapide à la vie normale et pour la relance de l'économie.

Comme le phénix, le Liban renaît de ses cendres pour bâtir des lendemains meilleurs.



— L'aéroport international de Beyrouth demeure la charnière entre l'Orient et l'Occident.



— Un an après la guerre... une place principale à Beyrouth.



Une nouvelle année académique s'ouvre à l'Université Américaine de Beyrouth. Une récente exposition de l'artisanat Libanais à Beyrouth.

البنان



# LES DÉPLACEMENTS DE POPULATION RISQUENT D'AVOIR DES EFFETS DURABLES POUR L'ÉCONOMIE

centralise et coordonne  
des activités à favoriser le

$$\frac{\partial \mathcal{L}}{\partial \mathbf{w}_i} = \frac{\partial \mathcal{L}}{\partial \mathbf{w}_i} + \frac{\partial \mathcal{L}}{\partial \mathbf{w}_i} = \frac{\partial \mathcal{L}}{\partial \mathbf{w}_i} + \frac{\partial \mathcal{L}}{\partial \mathbf{w}_i}$$


100

génération complètement dé-

[illegible]

Une monnaie nationale sol-  
bre les pertes infligées à l'é

## Les Inégalités sociales et communautaires

**La carte du peuplement du Liban commençait à s'adapter à sa vocation de pays de services ; or, actuellement, la répartition communautaire coïncide de plus en plus avec certains découpages géographiques. Les habitants de ce pays des retours perpétuels de dix périodes troubles, d'aucuns trouvent dans une certaine régionalisation, voire dans un système de décentralisation, une solution aux problèmes. Le débat est ouvert, et les adversaires de tous ces projets ont beau jeu de citer en référence le double calvaire des guerres de 1841-1860, les démenteurs sceptiques quant à la viabilité de toute formule qui maquillerait les inégalités sociales et communau-**

saire en spécificités régionale. Mais, dans le cadre d'un usage de la démographie économique, ou conçoit mal comment le Liban pourrait trouver son compte dans une consécration de sa division. En fait, pas de division, mais de banquets qui voyait avant la guerre s'ouvrir devant elle des horizons prometteurs, se débattaît déjà dans le problème de la localisation des entreprises loin des montagnes. Les Libanais, aujourd'hui, à cela que le renforcement du cloisonnement de la société libanaise, en réduisant le champ des possibilités offertes à cette main-d'œuvre, ont fait passer de leurs pressions à l'émigration vers l'étranger. Or, déjà, et malgré le climat de léthargie économique dans lequel baigne le Liban en 1977, il n'est pas de projet de pénurie d'ouvriers et de techniciens. La principale ressource de ce petit pays réside dans la capacité de sa population active à s'adapter, aux besoins des entreprises étrangères. Les Libanais ont la technique rationnelle, empaquetée, à l'heure actuelle, de poser les vrais problèmes, ceux que le Liban d'après guerre aura à affronter. A laisser aller trop loin la vague, un risque de ne plus pouvoir remonter le

**RAFIC BOUSTANI**

### LES PERTES EN DÉMENCE MENTALE

	1970	1969	1968
	(in millions)	(in millions)	(in millions)
Visitors to P.N.S.			
Vandis la guerra	2,000	2,200	2,700
Quadrations turned in			
to:			
"Piacere"	1,000	1,100	1,200
"Dante"	1,000	1,100	1,200

نقذنا من الاصل

100

**BANQUE LIBANO-FRANÇAISE (FRANCE)**  
33, rue de Monceau  
75008 Paris - France  
Tél. 766-51-88. Télex BLIPARI 640823 F  
LIPARIS 640 822 F  
BLEFOREX 641221 F



# Le Liban après l'épreuve

## POPULATION LES EFFETS ECONOMIE

### Le Conseil du développement et de la reconstruction centralise et coordonne les projets destinés à favoriser le redressement

par JOSEPH G. SASSINE (\*)

DES avant les événements tragiques de ces deux dernières années, la structure économique du Liban accusait déjà des déséquilibres sectoriels à l'origine de mutations graves. C'est ainsi que, en 1974, la part de l'agriculture dans le produit national brut avait chuté à 9,2 % contre une remontée de l'industrie à 21 % et du secteur des services à 70 %.

Or, ce déséquilibre accru entre les différents secteurs économiques dans les années d'avant guerre avait rompu l'ordre traditionnel. Il avait désorienté le paysan de son environnement naturel, de ses habitudes, de ses valeurs originales et profondes, pour le transplanter dans les villes. Celles-ci vivaient un développement trop brusque et cahotique, aux dépens d'une infrastructure rudimentaire, d'un environnement urbain fait de promiscuité malsaine, de frustrations et de déséquilibre social.

D'autre part et bien que la politique gouvernementale de « laisser faire » d'ailleurs fournissait un cadre libéral encourageant à l'essor du talent d'entreprise du Libanais, l'expansion rapide des activités du secteur privé se heurtait néanmoins à une cristallisation d'institutions : parmi elles une rigidité déplorables au niveau des institutions de l'Etat, une politique réticente vis-à-vis des emprunts à long terme et un manque d'investissement public dans les projets d'infrastructure.

C'est ainsi que de sérieux goulets d'étranglement entravaient déjà le développement harmonieux de l'infrastructure économique et sociale notamment dans les facilités du port, des routes, des télécommunications, des écoles publiques, de la santé, des habitations à loyer modéré et du contrôle de la pollution.

La guerre est venue aggraver rapidement cet état de choses jusqu'à une destruction méthodique et à brève échéance, le centre commercial de Beyrouth, le port, les faubourgs, les villages, les bâtiments publics, les usines et les industries hôtelières.

En dépit de ce grave recul, et surtout même à cause de ces destructions, des opportunités nouvelles pourraient s'ouvrir désormais en vue de la reconstruction du pays, sur des bases saines.

Comme la France l'avait déjà expérimenté dans les années 40, une reconstruction accélérée nécessite l'engagement d'investissements publics conséquents, la réalisation de programmes d'équipement ambitieux et planifiés pour élargir au pays des perspectives graves dans la distribution des hommes et leurs activités productives.

Une prise de conscience de ces problèmes s'est imposée chez les responsables, sous la haute impulsion du président de la République, M. Elias Sarkis. Le gouvernement s'est donc doté d'une structure de coordination centralisée jouissant de la personnalité morale, de l'autonomie financière et administrative. Il s'agit du Conseil du développement et de la reconstruction (C.D.R.), dont les objectifs principaux ont été tracés dans le cadre de la concertation. Il s'emploie à infuser et à structurer les choix et les méthodes des principaux pôles de décision, en vue d'un développement économique et social rationnel de l'ensemble du territoire. Les tâches et prérogatives du C.D.R., telles que définies par le décret-loi n° 4, sont les suivantes : l'élaboration du plan général et des plans successifs du développement économique, social et financier en introduisant la dimension spatiale dans les prévisions économiques ; l'intégration de ces plans et programmes dans le budget de l'Etat ; la supervision de l'exécution des directives du plan, quelle que soit la partie qui en est chargée ; l'exécution des projets transmis au C.D.R. par le conseil de ministres ; la conclusion d'emprunts intérieurs et extérieurs garantis par l'Etat libanais jusqu'à concurrence de 300 millions de livres libanaises par an (450 millions de francs), et cela jusqu'en 1980 ; dans le plus long terme, à hauteur de 15 % du budget général de l'année révisée.

#### Un plan d'urgence

Dès le lendemain de sa création, le C.D.R. établit un plan d'urgence tout en définissant les priorités de réhabilitation et de reconstruction qui peuvent se résumer dans les objectifs suivants : à brève échéance, le C.D.R. privé en facilitant son financement à long et moyen terme ; réhabiliter le système des communications et des télécommunications ; les besoins de toute économie de services ; faciliter le rapatriement de la main-d'œuvre qualifiée et du capital ; rétablir dans les services publics le niveau d'activité antérieur à la guerre ; développer la politique de « stimulation administrative » ; réaliser un programme d'urgence (Crash program) d'habitations à loyer modéré avec accélération du processus.

(\*) Secrétaire général du C.D.R., architecte-urbaniste.

Devenir une nation exportatrice de talents, il reprend aujourd'hui la place privilégiée qui est la sienne, avec le retour de la paix, de la sécurité, et de ses fils.

Par ailleurs, les responsabilités nouvelles et inaccoutumées que l'Etat libanais doit désormais assumer le contraignent à se doter d'instruments nouveaux pour la réalisation de ses objectifs de politique économique et sociale.

Le C.D.R. entreprend actuellement l'étude des composés du plan général de développement économique. Cela comprend essentiellement la définition et le choix des politiques majeures de l'Etat, à savoir l'habitat, l'industrie, l'agriculture, la santé (avec ses dimensions éologiques), les télécommunications, un plan général des transports, l'éducation, les politiques fiscales et des revenus, le développement des ressources naturelles, etc.

Dans ce cadre également, le C.D.R. est chargé de superviser l'utilisation d'un prêt de la Banque mondiale portant sur 50 millions de dollars avec une durée de dix-sept ans et à 2,3 % d'intérêt. De ce montant, 21 millions sont destinés à la reconstruction et au développement du port de Beyrouth avec la création d'un nouveau bassin destiné à l'accueil des conteneurs. De plus, le C.D.R. a été chargé de superviser la mise en œuvre d'un nouveau bassin destiné à l'accueil des conteneurs. De plus, le C.D.R. a été chargé de superviser la mise en œuvre d'un nouveau bassin destiné à l'accueil des conteneurs.

Pour citer quelques chiffres, nous dirons que 15 millions de dollars sont destinés pour la réhabilitation du système des télécommunications, 3 millions pour l'étude et la réparation des canalisations d'eau potable, 1 million pour différentes études relatives au développement rural, aux infrastructures industrielles et aux transports publics.

Le C.D.R. supervise actuellement l'utilisation d'un prêt de 18 millions de dollars koweïtiens contracté auprès de l'Arab Fund d'Abou-Dhabi, dont 8 millions pour la création d'un quai de bassin du port, et 8 autres millions pour la réhabilitation du réseau électrique. Il a également contracté auprès de la Kuwait Fund un emprunt de 8 millions de dollars koweïtiens d'une durée de vingt ans, et à 3,5 % pour la réhabilitation des pistes et équipements de l'aéroport de Beyrouth, dont les travaux sont en cours d'achèvement.

La Communauté économique européenne a avancé le montant de 20 millions d'U.R. Le gouvernement américain, pour sa part, a procédé à des donations en nature, notamment des équipements pour le port, ainsi que 15 millions de dollars pour la réfection des habitations endommagées.

De tout temps, le Liban a su mettre en valeur ses deux atouts majeurs : une position géographique privilégiée et un potentiel humain considérable. Les événements tragiques l'ont forcé, pour une certaine période, à

secteurs intervenant pour 195 millions.

Il y a lieu de souligner que ces estimations se rapportent à la valeur des destructions et non à leur coût de remplacement, qui sera beaucoup plus élevé.

Après séquelle de la guerre, l'inflation et la hausse du coût de la vie. Les salaires ont été relevés, le 19 octobre 1977, dans des proportions variant de 15 à 45 % et estimant la hausse du coût de la vie en deux ans à 58,6 %. Ce taux ne doit pas être tenu pour la réalité, et l'Etat ne l'a pas sérieusement contesté, puisqu'il a relevé les salaires les plus bas dans une proportion qui ne s'en écarte que de dix tiers, prenant ainsi en considération la fragilité des entreprises au sortir de la guerre pour ne pas faire plus.

Inflation certes importante, mais qui, relativement aux dégâts subis par le pays, est moins catastrophique qu'elle n'aurait pu l'être, d'autant plus que les deux années considérées, laquelle a été tout naturellement importée en Liban, excède déjà 20 %. Elle est attribuable, pour moitié, à la dépréciation de la livre libanaise. Mais il serait plus exact de songer à un *contingent*, que l'exceptionnelle bonne tenue de la monnaie nationale — qui n'a finalement perdu que 28 % par rapport au dollar et 19 % par rapport au franc, s'étant redressée de 10 % environ en l'espace de la guerre — a empêché que l'inflation n'atteigne des proportions catastrophiques.

LUCIEN GEORGE.

### Une monnaie nationale solide malgré les pertes infligées à l'économie

Il suffit de s'éloigner de quelques mètres de ce qui fut la ligne de front à Beyrouth durant dix-huit mois de guerre pour avoir peine à imaginer un, il y a un an, plusieurs dizaines de millions de gros cailloux chaque jour, parfois plusieurs centaines, explosaient dans chaque des deux secteurs de la capitale libanaise.

Certes, là où un réel investissement est nécessaire — centre ville, grands hôtels, zone industrielle proche de Tall-Si-Zaatar, tout reste en place et les lessives sont béantes. Mais ailleurs elles ont été pensées, et la ville présente un aspect normal et part d'autre de l'ancienne zone de dévastation. Heureux côté, a retrouvé ses boutiques, ses cinémas, ses cafés, charabia, de l'autre, qui n'en avait pas, les a créés.

Fournitures, les denrées ont été considérables. Il n'en existe pas un bilan exhaustif, mais de multiples évaluations ont été faites par des experts délégués par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (O.N.A.) et la C.E.R.

Deux chiffres en émergent : 5 milliards de dollars (12 milliards de francs) de dégâts matériels et 6,6 milliards de dollars (33 milliards de francs) de pertes en revenu et de manque à gagner durant et après la guerre jusqu'en 1980, par rapport aux prévisions relatives aux événements de 1975-1976. Soit un total plus de milliards de dollars (44 milliards de francs).

Les chiffres les plus impressionnants dans l'absolu, ces chiffres le sont encore plus lorsqu'ils sont ramenés à l'échelle du Liban : moins de 3 millions d'habitants, 3,5 milliards de dollars de P.N.B. en 1974, dernière année connue.

Les dégâts matériels, qui sont le plus tangibles, se répartissent également entre les secteurs public et privé, ce dernier étant en plus vaste et, en conséquence, bien plus étendu. Une estimation actualisée établie en septembre-octobre 1977 (2,5 milliards de dollars équivalents à 510 milliards de livres libanaises) confirme à peu de chose près les premières estimations : 14 milliards de dollars équiva-

lent à 7,323 milliards de livres). La part du secteur privé reste constante dans les deux évaluations : 3,776 milliards de livres, celle du secteur public augmentant légèrement : 1,335 milliard au lieu de 1,143 milliard. Ces chiffres n'incluent cependant pas la reconstruction des forces armées.

— Dans le secteur public (17,8 % des destructions), la ventilation est la suivante : bâtiments et équipements des ministères, 525 millions ; administrations autonomes (Régie des tabacs, université...) 108 millions ; entreprises des secteurs publics (ports, aéroport, électricité...) 702 millions. L'estimation actualisée ne donne pas la ventilation par ministère ; mais on peut pour cela se référer à la précédente, les changements étant peu significatifs. Les ministères les plus touchés sont les Travaux publics avec 334,7 millions, les Finances (229,4), les P.T.T. (138,3), l'Education (112,7) ; les moins touchés étant la Justice (0,4 million) et les Affaires étrangères (0,2 million).

— Dans le secteur privé (82,2 % des destructions), les dégâts se répartissent comme suit : Commerce, 1 milliard plus 2 milliards de pertes dans les stocks attribuables presque en totalité à la branche commerciale ; l'industrie, 1,5 milliard, y compris les matières premières et pièces de rechange, les destructions des équipements étant de l'ordre de 700 millions ; logement, 1 milliard ; agriculture, 300 millions ; tourisme, 180 millions ; les autres

secteurs intervenant pour 195 millions.

Il y a lieu de souligner que ces estimations se rapportent à la valeur des destructions et non à leur coût de remplacement, qui sera beaucoup plus élevé.

Après séquelle de la guerre, l'inflation et la hausse du coût de la vie. Les salaires ont été relevés, le 19 octobre 1977, dans des proportions variant de 15 à 45 % et estimant la hausse du coût de la vie en deux ans à 58,6 %. Ce taux ne doit pas être tenu pour la réalité, et l'Etat ne l'a pas sérieusement contesté, puisqu'il a relevé les salaires les plus bas dans une proportion qui ne s'en écarte que de dix tiers, prenant ainsi en considération la fragilité des entreprises au sortir de la guerre pour ne pas faire plus.

Inflation certes importante, mais qui, relativement aux dégâts subis par le pays, est moins catastrophique qu'elle n'aurait pu l'être, d'autant plus que les deux années considérées, laquelle a été tout naturellement importée en Liban, excède déjà 20 %. Elle est attribuable, pour moitié, à la dépréciation de la livre libanaise. Mais il serait plus exact de songer à un *contingent*, que l'exceptionnelle bonne tenue de la monnaie nationale — qui n'a finalement perdu que 28 % par rapport au dollar et 19 % par rapport au franc, s'étant redressée de 10 % environ en l'espace de la guerre — a empêché que l'inflation n'atteigne des proportions catastrophiques.

LUCIEN GEORGE.

#### LES PERTES EN REVENUS DURANT LES HOSTILITES

	En millions de L.L. au prix de 1974					
	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Prévisions du P.N.B. avant la guerre	8 649	9 197	9 781	10 486	11 076	11 732
Estimations durant la guerre	6 072	3 183	5 653	7 028	8 531	10 122
Prévisions postérieures à celle-ci						

## FMA FICHES DU MONDE ARABE

- Une documentation reliée à l'actualité, compacte et détaillée : des faits et des chiffres.
  - Une documentation pratique : fiches mobiles, cartonnées, indexées, en 4 couleurs. 2 versions : française ou anglaise. 10 sections : politique, relations extérieures, armée, culture, histoire-géographie, religion, économie, pétrole, biographies, sujets généraux. 16 pays arabes couverts. 6 fiches hebdomadaires, un document mensuel.
  - Des abonnés dans le monde entier : de Paris à Pékin, de Djeddah à Washington.
  - Des abonnés dans tous les secteurs : services officiels, ambassades, banques et milieux d'affaires, universités, médias d'information.
- ABONNEMENT : 300\$/an  
Collection complète 1974-75-76-77 disponible à un prix dégressif
- Paris : G.L.C./FMA  
137, rue du Ranelagh - 75016  
Tél. : 527.03.82/224.41.33
- Beyrouth : FMA-S.P. 2295  
Tél. : 303955  
Téléc. : 20819 LE

## middle east bank (france) sa.

### Toutes opérations de Banque

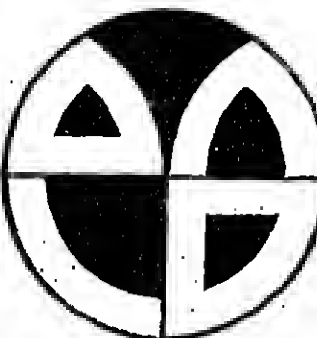
125, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS

Tél. : 720-21-15  
720-64-64

Adr. télégr. : MIDBANK PARIS  
Téléc. : 611412 MIDBANK

#### CORRESPONDANTS AU LIBAN

BANQUE DE L'INDUSTRIE & DU TRAVAIL S.A.L. BEYROUTH  
BANQUE DU CRÉDIT POPULAIRE S.A.L. BEYROUTH



## R.M.C. PROCHE-ORIENT

### Station jeune et déjà vieille de cinq ans

C'est en 1968 qu'a pris naissance dans l'esprit des responsables français l'idée d'une grande station radiophonique à destination du Moyen-Orient. Que de chemin parcouru depuis cette année-là ! La station est passée de 20 à 600 kW en puissance d'émission, et de quelques milliers d'auditeurs à plusieurs millions (six millions et demi chaque jour), pour une zone d'écoute qui s'étend de la Méditerranée orientale jusqu'au Golfe. En cas d'événement majeur, ce nombre est pratiquement doublé.

La station telle qu'elle existe aujourd'hui n'a réellement démarré qu'il y a cinq ans. Le bilan est éloquent : R.M.C. Proche-Orient a réussi en cinq ans ce que d'autres n'ont pu faire en cinquante ans.

Si la Soméra-R.M.C. a atteint son équilibre sur le plan radiophonique (information et programmes) en si peu de temps, en revanche, sur le plan commercial, malgré une progression de recettes de 100 % d'année en année depuis 1975, l'équilibre n'est pas encore réalisé.

D'où la nécessité d'aide financière du gouvernement français.

D'ailleurs, l'impact de la station, les liens qu'elle a tissés entre l'Europe et le Moyen-Orient à travers la France, font que la Soméra-R.M.C., étant donnée la concurrence radiophonique, est condamnée à toujours se surpasser et à prospecter d'autres formes d'implantation par le système de relais, notamment dans la région du Golfe.

Déjà, avec seize heures de diffusion quotidiennes, vingt bulletins d'information par jour, en arabe et en français, et un large éventail de programmes, R.M.C. Proche-Orient pourrait considérer avoir réalisé ses premiers objectifs. En fait, dans une région aussi fertile en événements, la Soméra-R.M.C. se doit d'être toujours plus présente, aussi bien en prolongeant la durée de ses émissions qu'en diversifiant son réseau d'information.

R.M.C. Proche-Orient fait autorité dans le domaine de l'information. Il ne se passe pas vingt-quatre heures sans que les agences de presse internationales ne citent la station. R.M.C. Proche-Orient a été aussi l'objet d'articles nombreux dans la presse arabe et internationale (« le Monde », « New-York Times », « Herald Tribune », « Near-East Business », etc.). Rarement une station de radio, locale ou étrangère, aura déployé autant d'activité. Elle a pu recueillir des interviews exclusives auprès des chefs d'Etat arabes de la région et, grâce à ses correspondants et envoyés spéciaux, elle a couvert le déplacement des responsables français et arabes et s'est trouvée sur tous les points chauds de l'actualité.

R.M.C. Proche-Orient a bouleversé les données traditionnelles de la région en matière de radio. Si, par son style jeune et dynamique, elle a quelque peu déconcerté au début, aujourd'hui force est de constater qu'elle fait école.

Station commerciale, la Soméra-R.M.C. considère que l'apport de la publicité lui garantit son indépendance. Et de ce fait, elle ne reçoit d'assistance que du gouvernement français. La Soméra a son propre service commercial et compte implanter des bureaux régionaux, notamment à Beyrouth, l'objectif à moyen terme de la station étant de consolider son implantation par la mise sur pied de bureaux de presse et de publicité dans les grandes capitales arabes.

Il est prouvé que R.M.C. Proche-Orient est la station panarabe la plus écoutée de la région. Elle offre une couverture parfaite du Liban, de la Syrie, de la Jordanie, de l'Irak, de l'Égypte, de la Libye orientale, du sud-est et du nord-est de l'Arabie Saoudite (Djeddah, la Mecque, Médine).

Plus de 40 % de l'audience totale est acquise à la Soméra-R.M.C., au niveau des classes A et B. Au niveau de la classe A, près de 50 % des jeunes de moins de vingt-cinq ans et des femmes de moins de quarante ans écoutent au minimum une fois par jour les émissions de R.M.C. Proche-Orient. En comparant les classes qui composent l'audience, il ressort nettement que la Soméra-R.M.C. offre une couverture aussi complète que possible qui la place en tête des supports panarabes, surtout au ce qui concerne les classes précitées.

L'effet « boule de neige » faisant qu'une classe aspire l'autre, et que la classe B par exemple tende à suivre la classe A, il est permis de prévoir un accroissement régulier du nombre d'auditeurs, qui peut se situer annuellement entre sept mille et un million. Aussi, escompte-t-on que la station touchera près de dix millions d'auditeurs vers 1980, dans l'état actuel de ses structures, et près de quinze millions, avec l'installation d'une station de relais dans le Golfe.

Conscient de sa puissance, la Soméra-R.M.C. n'a jamais cherché à exploiter cette puissance à d'autres fins que d'informer son public, en respectant ses valeurs et ses croyances. Sa récompense est d'avoir su traverser les conflits du Moyen-Orient et particulièrement le conflit libanais tout en améliorant son audience, exemple probablement unique parmi les médias locaux et étrangers.



# Le Liban après l'épreuve

## Le système d'enseignement que nous édifions est celui qui consolidera notre unité nous déclare le ministre de l'éducation nationale

Le ministre de l'éducation nationale, le docteur Assad Risk, a fait le point du problème de l'enseignement au Liban. C'est dans ce domaine, peut-être, que la faillite de l'Etat au cours d'un tiers de siècle d'indépendance (1943-1975), n'a comporté les plus lourdes conséquences. Elle a été une des causes essentielles — bien que non évidentes — de la guerre. Le docteur Risk a développé son exposé, qu'on lira ci-dessous, en fonction de questions que nous lui avons posées concernant les séquelles de la guerre et leur résorption, les problèmes immédiats, les perspectives d'avenir et la refonte du système éducatif.

### ● LA RÉSORPTION DES SÉQUELLES DE LA GUERRE

Au lendemain d'un conflit qui avait compromis deux années scolaires et perturbé notre jeunesse bien plus gravement qu'elle n'avait détruit nos structures économiques, il nous fallait scolariser 890 000 élèves, soit le tiers de la population libanaise. Nous l'avons fait.

L'année scolaire était largement entamée lorsque à la fin de novembre 1976 le calme est revenu au Liban. Les locaux et les équipements étaient partiellement détruits ou pillés, 70 % des établissements d'enseignement technique étaient inutilisables. Mais surtout, la profonde division du pays, essentiellement au niveau des adolescents et de leurs maîtres, rendait impossible le maintien des uns et des autres dans les établissements scolaires où ils se trouvaient avant les événements. Il a donc fallu trouver des solutions qui ne pouvaient

être qu'imparfaites. En allégeant les programmes, en utilisant au mieux les locaux existants, en augmentant le nombre d'heures hebdomadaires et en prolongeant l'année scolaire jusqu'à la fin du mois d'août 1977, nous avons pu réaliser une année normale et, dans certains cas, récupérer une des deux années perdues, sans trop affecter le niveau général de l'enseignement.

Nous avons également organisé, alors que la sécurité était à peine consolidée, trois sessions de baccalauréat deuxième partie, en mai, juillet et septembre 1977. Nous avons enfin accueilli, à nouveau, tous les étudiants dans toutes les sections de l'Université libanaise. Seul l'enseignement technique et professionnel, dont les pertes peuvent être évaluées à 150 millions de francs, n'a pu être assuré que partiellement.

### ● PROBLÈMES IMMÉDIATS À RÉSOUDRE

Les séquelles directes de la guerre résorbées, nous nous retrouvons, en ce début d'une nouvelle année scolaire, confrontés aux problèmes permanents et structurels de l'enseignement au Liban, qui, laissés en suspens au fil des ans, se sont accumulés et aggravés. Les événements de 1975-1976 en ont mis en évidence l'urgence. Ils se posent à tous les niveaux.

Dans l'enseignement public, les progrès sont lents, et celui-ci n'absorbe cette année que

370 000 élèves, soit 41,5 % de l'ensemble, alors que le privé en recueille 520 000. Situation d'autant plus anormale que 215 000 élèves du privé fréquentent les écoles gratuites, qui sont presque totalement subventionnées par l'Etat. Si le nombre des établissements scolaires (2 800) et celui des enseignants (45 000, soit un pour dix-neuf élèves environ) sont satisfaisants, il reste, par contre, beaucoup à faire pour améliorer la qualité des locaux et le niveau des éducateurs, étant précisé

qu'au niveau du secondaire un effort remarquable a été réalisé, qui a permis aux écoles publiques d'atteindre le niveau des meilleurs établissements privés. Pour absorber le trop-plein, nous avons dû organiser, avec la coopération et le dévouement du corps enseignant, une utilisation tournante des salles de cours, à raison de deux groupes successifs, disposant chacun de cinq heures.

Dans l'enseignement privé, une brutale et importante augmentation des frais de scolarité dans les écoles payantes qui accueillent près de 300 000 élèves, soit le tiers de la population scolaire du pays, a constitué une charge difficilement supportable pour les parents. Ceux-ci se sont donc reportés, lorsque cela était possible, vers l'école publique, particulièrement pour le secondaire, où les structures et le niveau sont satisfaisants. De ce fait, les effectifs de l'enseignement public secondaire ont fait un bond de 70 % entre l'avant et l'après-guerre, passant à 58 000 élèves.

Dans le technique, les capacités d'absorption étaient bien, moins

### ● VERS UNE « RÉVOLUTION CULTURELLE »

Ces questions ne constituent cependant pas le fond du problème, mais ses ramifications. Pour cerner le mal dont souffre l'enseignement au Liban, il est nécessaire de rappeler les raisons de l'échec du système éducatif libanais. Les lenteurs progressées réalisées en trente-cinq années d'indépendance, dans le but de renforcer et de faire passer l'enseignement public n'ont pas encore porté leurs fruits, bien au contraire, parce que limités ils ont été l'occasion d'une consécration des divisions communautaires exacerbées par un enseignement privé anarchique, sans contrôle et sans orientation.

Notre devoir est d'inverser ces tendances, et, à cette fin, de définir des objectifs prioritaires et une politique à long terme.

La priorité absolue consiste pour nous à refaire l'unité nationale

grandes et l'afflux des postulants exceptionnel. Aussi n'a-t-il été possible d'en accueillir que 30 %.

A l'Université libanaise, qui porte tous les espoirs du pays mais qui reflète aussi et au plus haut niveau toutes ses contradictions, le nombre d'étudiants a doublé entre 1974 et 1977 : il atteindra cette année plus de 36 000, soit trois fois plus que toutes les autres universités privées réunies, à l'exclusion de l'université arabe de Beyrouth, dont les effectifs sont en grande partie non libanais et qui n'accueille pas moins de 30 000 étudiants. Les problèmes matériels — locaux, professeurs — qui en découlent sont considérables. Le nouveau recteur parvendra, j'en suis convaincu, à les résoudre.

Enfin, un effort tout particulier doit être entrepris au Sud-Liban où le calme n'est pas encore rétabli et dont les habitants, qui ont résisté à la tourmente, lancent des appels pathétiques réclamant des locaux et des maîtres bien avant l'été et l'électricité dont ils sont pourtant privés depuis bientôt deux ans.

normaux aux instituteurs du primaire dans les établissements privés, en plus de ceux des établissements publics.

3. Révision et modernisation de tous les programmes scolaires, en particulier ceux du secondaire qui seront appliqués à partir de l'année 1978-79. Ces programmes ont été largement inspirés des dernières réformes de l'enseignement en France.

4. Enfin, renforcement de l'enseignement des langues étrangères. Les Libanais sont souvent (et au moins) bilingues ; 70 % de ceux qui parlent une langue étrangère sion, il importe de signaler, l'aide importante que la France a apportée au Liban pour la formation

tion tant des jardiniers d'enfant que des professeurs de français. Nos projets à long terme comprennent de plusieurs vides. D'abord, l'exécution du plan sexennal à partir de 1978-79, comporte un programme de regroupement scolaire, consistant à construire des locaux publics modernes, pour les cycles primaire, secondaire et complémentaire qui permettront d'absorber la majeure partie des élèves des écoles privées gratuites, dont le niveau est particulièrement bas. Le coût de ce projet atteindrait l'équivalent de 3 milliards de francs. Il permettra, à son tour, d'instaurer l'enseignement obligatoire gratuit jusqu'à l'âge de quinze ans.

### ● NOS « Puits de pétrole »

L'extension de l'enseignement technique et professionnel est un programme encore plus ambitieux car son coût est bien plus élevé, mais il permettra de passer du taux actuel de 6 % de diplômés dans ce secteur à 30 % dans dix ans.

La création de l'Office national de l'emploi, permettra bientôt, après une étude complète du marché de l'emploi au Liban et dans les pays arabes, de mieux connaître les véritables besoins et d'orienter de façon plus précise l'enseignement secondaire et technique ainsi, et surtout, que l'enseignement supérieur. Ce dernier nécessite, en effet, une révision complète de ses objectifs et de ses moyens. Les déficiences actuelles de notre enseignement supérieur proviennent de l'absence totale de coordination et d'orientation entre les établissements privés d'enseignement supérieur, rôle qui aurait dû être rempli par l'Université libanaise. Ces déficiences se traduisent par des promotions pléthoriques de diplômés universitaires dans de nombreuses spécialités, sans possibilité d'emploi. A cela s'ajoute le retard apporté à la création de facultés de sciences appliquées (médecine, pharmacie, agronomie, génie, etc.) à

l'Université libanaise. Ce qui augmente l'émigration de nos étudiants.

Notre principale richesse, nous en sommes conscients — résiste, surtout après la destruction de notre potentiel économique, sont considérables. Nos « puits de pétrole », ce sont nos jeunes techniciens et nos universitaires. Notre devoir est d'en assurer l'utilisation optimale, d'en améliorer la qualité et le rendement. Non déterminés et notre volonté d'y parvenir sont, pour le moment, nos seules forces.

Il s'agit d'une tâche immense, difficile, ingrate, nécessitant de moyens financiers énormes et dont les fruits ne seront cueillis que par les générations futures. Le système d'enseignement qui nous permettra d'y parvenir est celui qui consolidera notre unité et qui nous redonnera confiance dans le rôle de premier plan que nous sommes amenés à jouer dans la région.

Notre révolution culturelle sera à ce prix.

Propos recueillis par  
LUCIEN GEORGE



## COMPAGNIE D'AVIATION LIBANAISE ET SYMBOLE DU REDRESSEMENT DU PAYS

Avec un effectif de 5.000 employés, la MEA est le plus grand employeur privé du Liban. Elle assure une contribution très substantielle aux rentrées en devises étrangères du pays et joue un rôle de premier plan dans son économie.

Mais pour important, pour essentiel qu'il soit, l'apport de la MEA au Liban ne se limite pas au seul aspect économique. La MEA est, en fait, une institution dont tous les Libanais tirent une légitime fierté. Face à des conditions extrêmement difficiles qui auraient découragé bien d'autres compagnies, elle s'est montrée capable de poursuivre avec succès ses opérations aériennes et, après chaque crise, d'effectuer de remarquables redressements. Aussi les Libanais la considèrent-ils comme un exact reflet de leurs propres caractéristiques nationales, témoignant des mêmes qualités qui ont fait de ce petit pays le centre commercial et financier de la région et qui lui ont valu, sur le plan international, une place de choix, bien plus importante que ne lui auraient normalement conféré sa population et son territoire.

Air France possède 28 % des actions de la MEA et ce fait, joint aux liens rapprochant les deux pays, a été pour beaucoup dans la capacité de la compagnie à continuer de fonctionner, même quand sa base nationale, l'Aéroport international de Beyrouth, dut être fermée durant les troubles au Liban. Utilisant dès lors Orly comme base principale et opérant en tant que compagnie de charter, la MEA fut en mesure d'obtenir des revenus qui, ajoutés aux substantielles réserves qu'elle avait accumulées pendant de nombreuses années prospères, lui permirent à la fois de survivre et de faire face à tous ses engagements financiers.

**ATHÈNES**  
**COPENHAGUE**  
**FRANCFORT**  
**GENÈVE**  
**ISTAMBOUL**  
**LONDRES**  
**MADRID**  
**MILAN**  
**PARIS**  
**ROME**  
**ZÜRICH**

**AFRIQUE**  
**BEYROUTH**  
**ABIDJAN**  
**LAGOS**

Beyrouth, cœur du réseau de la MEA, est la véritable porte de l'Orient offrant un accès direct vers dix-sept villes du Moyen-Orient.

**ABOU DHABI**  
**ADEN**  
**AMMAN**  
**ANKARA**  
**BAGDAD**  
**BAHREIN**  
**BENGHAZI**  
**DHAHRAN**  
**DJEDDAH**  
**DOHA**  
**DUBAI**  
**KHARTOUM**  
**KOWEIT**  
**LARNACA**  
**LE CAIRE**  
**MASCATE**  
**RAS EL KHAIMA**

**MOYEN-ORIENT**

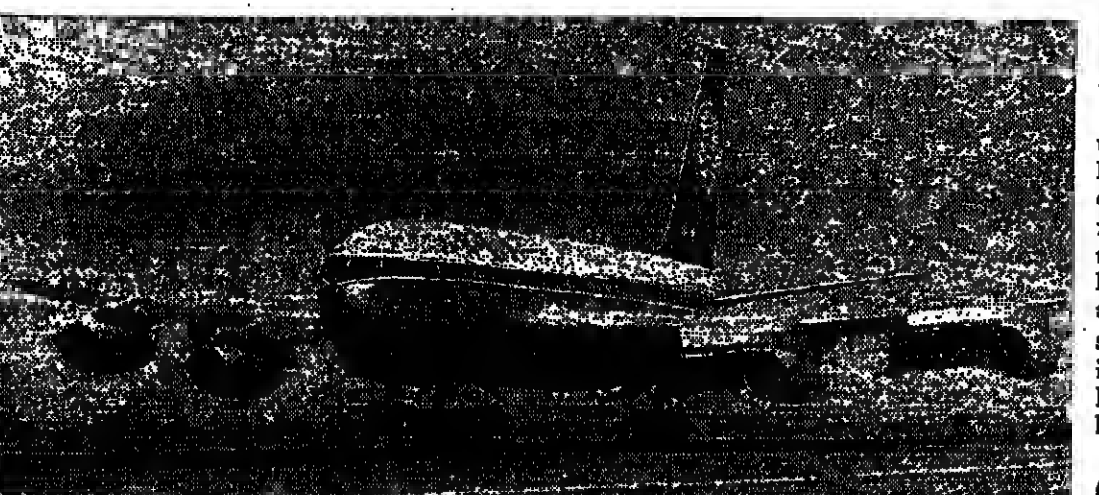
Aujourd'hui, une année après que les combats ont pris fin, la MEA, réinstallée dans sa base nationale, est une fois de plus en plein essor, réalisant de substantiels profits en faveur de ses actionnaires et de ses employés (auxquels reviennent 20 % des bénéfices). En fait, la MEA considère ses employés comme son principal atout. C'est en grande partie grâce à leur loyauté et à leur dévouement en toute circonstance — en même temps qu'à l'esprit de prévoyance du Conseil d'Administration et de la Direction de la compagnie — qu'elle a réussi à surmonter toutes les crises, à retrouver les courbes ascendantes de rentabilité et qu'elle peut de nouveau envisager l'avenir avec une tranquille confiance.

La MEA ne fait preuve

d'aucune fausse modestie en affirmant que, forte de 32 années d'expérience, elle a atteint des standards que peu de compagnies d'aviation peuvent égaler. Ce n'est pas là une prétention. Le Centre de Formation de la MEA est fréquemment utilisé par le personnel d'autres compagnies, cependant que sa base technique, nantie d'au moins 12 homologations, y compris celles de la U.S. Federal Aviation Administration et du Bureau Veritas en France, consacre, en plus de l'entretien et du service des propres avions de la MEA, une grande partie de ses activités aux appareils d'autres transporteurs et opérateurs. Certains de ces derniers viennent des pays techniquement les plus avancés au monde, et cela malgré la rude concurrence des bases techniques existant dans ces pays et ailleurs.



Les hôtesses de la MEA parlent couramment au moins trois langues, dont le français.



Chaque jour à 11 h 25, un appareil MEA décolle d'Orly vers Beyrouth et d'autres capitales du Moyen-Orient.

**MEA**  
4, rue Scribe, 75009 Paris  
Téléphone : 742-41-12

MAINTENANT AUJOURD'HUI

Samedi 19 novembre

Dimanche 20 novembre

Lundi 21 novembre

Mardi 22 novembre

Mercredi 23 novembre

**MEAL** Haute fidélité française  
7360 TORCY  
QUALITÉ • FIABILITÉ • ÉLÉ











SOCIÉTÉ

LA VIE AUX CHAMPS

Colette Duclavé, secrétaire de mairie

(Suite de la page 9.)

« 2 hectares de rouge. Il n'y a pas de quoi siffler la commune. » Puis, faussement indigné : « Vous ne croyez pas, Madeleine, qu'il est malheureux de venir pour 200 litres vous obliger à l'inscrire ? » Elle ne répondit pas, pourtant le vis, derrière ses fines lunettes, passer dans ses yeux noirs une lueur amusée. « Vous n'avez rien d'autre à déclarer ? », demanda-t-elle, d'un ton indifférent. « Vous savez que la chasse ouvre bientôt. — Je ne l'ignore pas. — Eh bé, j'ai besoin de faire renouveler mon permis. — Avez-vous celui de l'an dernier ? » Il se présente sans oublier les 15 francs nécessaires à l'obtention de la précédente autorisation. Enfin la secrétaire de mairie : « Je vous le rendrai la semaine prochaine. L'homme, alors, ravi de pouvoir « rouspéter » : « Il en faut du temps pour un coup de tampon. Pas possible ! Les autorités ont peur que je détruise le gibier avant les copains ! Puis se levant : « La pluie s'est arrêtée, je m'en vais, bonsoir la compagnie. » Passant à mes côtés, il s'arrête un instant, et en confidence : « Domage qu'on ne puisse tirer un coup de fusil chez vous. » Depuis dix ans, ma propriété, quelques dizaines d'hectares particulièrement boisés, avec des points d'eau, est devenue une réserve de la nature. Les bêtes se sentent à l'abri dans ce petit univers végétal qui leur appartient. D'abord réticents devant l'interdiction d'y pénétrer, les chasseurs approuveront bientôt cette mesure. Mieux, le printemps dernier, l'adjonction de domaines situés au coin de terre a considérablement agrandi l'ilot protecteur. Ainsi, chaque soir,

maintenant, en octobre et en mars, les palombes s'abattent par groupes compacts, les vieilles d'abord, averties des ruses de l'homme sur les cimes des chênes et des pins de cette étendue paradisiaque. A la tombée d'une nuit, André Gallat, mon premier voisin, ne put résister à l'envie de les voir gîter. A l'affût, collé contre un tronc, il scrutait le ciel ; le soleil bas éclairait encore de faibles lueurs sur la campagne assombrie. Soudain, un vol de palombes apparut, s'abaisa, s'éleva au-dessus des arbres dans un sifflement d'air remué, puis se laissa tomber, couvrit les branches hautes. « Il y avait tant d'oiseaux qu'ils cachèrent les feuilles », me confia-t-il le lendemain. Je l'ai cru. A mon tour, succédant à Georges Alex, réclamant un permis de chasse pour son mari, je fis ma déclaration de stock de vin. L'un, qui venait de nous rejoindre, m'entendant. Avec cette familiarité habituelle aux champs, née la plupart du temps d'un cordial voisinage, d'entraînes mutuelles, d'inquiétudes partagées, il compatit devant le malgre chiffre énoncé, ajoutant : « Deux gelées, une fois la grêle, ce qui restait de grappes bouffées par le mildiou, il nous faudra acheter du vin, si l'on veut boire toute l'année. » Quand je quittai la mairie, le ciel éclairci laissait apparaître, ici et là, d'étroites brèches d'un bien lavé. La pluie arrêtée, le vent apaisé, disaient la fin de la brève tourmente. Un couple de fauvettes jailli d'une haie, qui se poursuivaient à petits cris, disparut dans un bosquet d'acacias. Sur les talus bordant la route, des fleurs sauvages, encore appesanties par la violence averse, se redressaient lentement. Mais la campagne tout entière amoillie restait grasse, retenant l'eau à chacun de ses creux.

« Un jour, le maire vint à la maison. On parla d'abord du temps, des récoltes qui promettaient d'être belles, puis du village, de son administration toujours plus lourde, accablant la dévouée secrétaire sous le poids des papiers. Il me décrit l'intérêt de participer étroitement à la vie de ses concitoyens, de leur rendre service, pour me poser enfin une question dont je commençais à me douter : « Voulez-vous occuper Mme Poussade ? Si vous acceptez, vous prendrez notre service au début du mois prochain. » « Je vais réfléchir », répondis-je, bien qu'on fût de moi-même je fusse décidé à prendre le poste offert. Mon père à mes côtés parquait satisfait.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1964, je montai l'escalier de chêne aux larges marches, certaines trouées, mais restées solides, pour me présenter à Mme X, avertie de mon embauche. Elle m'accueillit cordialement dans son bureau haut perché et, jour après jour, à ses côtés, j'appriai le métier, encouragée d'un mot, d'une courte explication. Le

maître, les conseillers municipaux aussi m'étaient encourageables. Voyez-vous, étant du même village, les rapports étaient aisés entre nous. Peu à peu, je pris de l'assurance. Les papiers administratifs à remplir me parurent de moins en moins redoutables. — Et maintenant ? — Depuis la mise à la retraite de Mme Poussade, nous sommes deux secrétaires, installées au rez-de-chaussée de la mairie rénovée. Les papiers du voisinage ne viennent plus nous rendre visite sur le rebord de la fenêtre, la nouvelle est trop basse, et nous n'aurions pas le temps, d'ailleurs, de les regarder, car l'ouvrage ne manque pas, de 8 heures du matin à 13 heures et de 14 heures jusqu'à 17 heures.

La pause pour déjeuner est courte. — Nous permettons ainsi d'un employé de la coopérative agricole, à un ouvrier du bâtiment, que sais-je, de se renseigner, de déposer une demande, avant la reprise du travail.

« Je n'ai pas grand-chose... »

Les agriculteurs, quand viennent-ils ? — Le moins possible. Ils envoient femme, mère ou fille à leur place. Un labour est en retard. Il faut presser d'urgence une vigne du mildiou. Le tracteur, la faucheuse, réparés, attendent d'être repris chez le mécanicien. S'ils se présentent, le problème à résoudre est sérieux.

Mais que la personne soit de la ville ou de la campagne, il faut savoir écouter, comprendre, quand elle nous expose une situation familiale pénible, par exemple demander l'aide alimentaire à ses enfants malades. La plupart payenne et grande sur certains d'entre eux. Je les soupçonne, mais de les apprendre de la bouche même de vieux parents abandonnés m'émeut toujours. La préparation du dossier exige beaucoup de tact, car il faut un dialogue à cœur ouvert pour l'établir. Connaître les ressources des anciens n'est pas chose facile. Ils se trompent dans leurs calculs, le montant d'une pension, le rapport d'un héritage, le montant d'un héritage, vous indique leurs moyens d'existence. « Je n'ai pas grand-chose », répètent-ils, réticents, je réponds, sans me lasser : « Vous avez travaillé à ma liste, indiquez-moi ce que vous avez. » J'obtiens les renseignements par bribes. Le dossier pourra être envoyé à la direction départementale de l'aide sociale, qui le présentera à une réunion communale jugement en dernier ressort. Cependant, de temps à autre, il arrive qu'un père, une mère, malgré l'ingratitude manifestée des enfants, hésitent à communiquer leur adresse. « Je ne veux pas les gêner, si leurs enfants apprennent que j'ai besoin d'un secours. Oh ! dans ce cas, je n'ai pas besoin de rien », disent-ils. Vous expliquez que la discrétion est de rigueur, comme la nécessité, pour l'administration, de posséder une pièce remplie par les descendants. Il est touchant d'entendre les vieux parents, de celui, de celle, repartant réconfortés.

Colette Duclavé se tut un instant. Je respectai son silence. Il me semblait voir, entendre un de ces échoués, il en existe, aller vers la femme jeune lui exposer ses soucis. Je repris : « Quels autres services rendez-vous ? »

Ecrivain public

Service est un grand mot, disons plutôt conseil, et si nécessaire, je deviens ce que l'on appelle autrefois écrivain public. J'entends l'un : « Eh bien voilà, c'est un peu pénible parce que je n'ai pas payé ma rédevance d'impôt. Je crains que les vieux en soient déçus. » J'approuve et prépare la réponse. Une autre fois : « Je crains de ne pas aller aux eaux à l'établissement thermal, et si leur manque, par exemple, il est très important, tenez, lisez. » A nouveau je prends la plume. X... se présente au bureau : « J'ai rempli à moitié l'imprimé pour ma retraite, vous seriez gentille d'y jeter un coup d'œil. » « Volontiers. » Hélas ! le coup d'œil ne suffit pas, comme les ratures ne sont pas plaisantes à voir, un autre imprimé, complet cette fois, remplace le premier. Un dossier de retraite mis avec laborieusement au net, je l'avoue, me vaut un joli geste de gratitude.

Racontez. — Mieux, sa maison est la dernière sur la route de M... Je l'interromps : « Il fut douze ans le chauffeur de l'écrivain Marcel Prévost et montre volontiers des autographes de l'académicien... » Elle se mit à rire, reprit : « J'ai dû les lire avant de valider et retrouver les noms et les adresses exacts de tous ses autres employeurs. Le résultat fut positif si j'en juge par le bouquet de muguet qu'il m'offre cérémonieusement au bureau chaque printemps. » Mais nous avons, ma collègue et moi, d'autres tâches à préparer qui nous concernent, concernant les calamités agricoles. Cet été toute la commune a été déclarée sinistrée ; ce fut un déluge d'hommes venant nous exposer pertes de récoltes par une grêle, toitures de hangars, de maisons, soufflées par la tempête, plantations d'arbres détruites, joints pourris sous

une pluie incessante. Fille, sœur d'agriculteur, je comprends mieux que d'autres les pertes causées ; ils étaient atterrés, pourtant ils s'encourageaient en se retrouvant à la mairie, prêts, chacun d'eux, à peiner sans compter, à reprendre à plein corps les travaux des champs. Oui, cette année la peine ne nous a pas manqué.

Je regardais Colette Duclavé. Elle était animée en parlant, et je sentais dans la voix de la jeune femme l'amour porté à la terre qui requiert autant de volonté que de refus au dévouement devant les maux qui peuvent soudain l'acabler. « Ce fut, continua-t-elle, de nombreuses journées de passer. Heureusement, elles sont rares. D'habitude la comptabilité absorbe une bonne partie de notre temps. Aujourd'hui, le budget communal se monte à plusieurs centaines de milliers de francs : dépenses de voirie, aides sociales, entretiens de bâtiments, du foyer des jeunes, du troisième âge, du cimetière, achat de matériel (récemment une nouvelle voiture de pompier), paiement du personnel municipal, et l'encre, multiplient les écritures. Nous ne chômons pas. »

Vous n'êtes jamais lassée ni blasée ?

La réponse fut : « Comment pourrais-je le devenir ? J'ai le sentiment de rendre service. » Je me suis levé pour prendre congé ; une femme entre dans la pièce, une lettre à la main : « Je ne vous dérange pas, dit-elle. La préfecture m'a répondu, mais je voudrais que vous m'expliquiez. » Au-dessus, le crépuscule avait quitté les bords extrêmes de l'horizon ; il possédait son ombre claire sur la cime des arbres, descendant, enveloppant la campagne piquée soudain de lumières éparées qui se faisaient signe de maison en maison.

JEAN TAILLEMAGRE.

AUX ANTIPODES

Un cimetière parisien oublié

On connaît tous les grands cimetières de Paris intra-muros. Mais qui sait, parmi les cimetières parisiens extra-muros, il en est un qui est situé fort loin, dans le Pacifique sud, entre le vingt-huitième et le vingt-neuvième parallèles : le cimetière d'Ouro dans l'île Kunié, au sud de la Nouvelle-Calédonie. C'est dans cette île, plus connue sous le nom de l'île des Pins, que furent internés les communards condamnés à la déportation simple. Ils étaient environ trois mille qui vécurent là de 1872 à 1890.

Le voici, ce « cimetière des communards », signalé par un panneau indicateur au carrefour de deux pistes. D'assez loin, l'aperçoit un monument tout gris, de forme pyramidale. C'est celui que les communards ont élevé avant de regagner la France. En m'approchant, j'ai pu lire deux inscriptions : « A leurs frères morts en exil », et au-dessous : « Souvenir des déportés de 1871. On dénombre deux cent quarante tombes dont cinq sont celles d'épouses de déportés et onze celles d'enfants. »

La brousse

Pendant longtemps, ce cimetière a été abandonné et, sous ce climat, la végétation pousse vite. En 1968, une remise en état a été faite à l'initiative des Amis de la Commune de Paris. En 1973, les historiens locaux considérant que cette déportation faisait partie de l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ont inauguré une plaque portant les noms des deux cent-quarante communards déportés pendant leur déportation, y compris ceux qui sont morts en mer lors de tentatives d'évasion. Comment ne pas remarquer pour leur geste les sociétés historiques locales ? Sur les tombes, les inscriptions ont été effacées par le temps. A nouveau le broussa envahit les allées de ce cimetière sans toit et qui serait, sans la plaque apposée en 1973, un cimetière anonyme.

Serait-ce trop demander aux Parisiens, et en particulier au Conseil municipal de Paris, de prendre en charge le cimetière d'Ouro ? Après tout, ceux qui y reposent ne sont peut-être pas tous nés à Paris mais, pour la grande majorité, ce sont des ouvriers et des artisans de Belleville, des Batignolles, de Villetaneuse ou du faubourg Saint-Antoine. Et dans une large mesure, n'ont-ils pas combattu et ne sont-ils pas morts pour faire reconnaître les droits de Paris ?

JEAN BRUHAT.

HUMOUR

J'ai des complexes...

J'ai toujours eu deux jambes : une à gauche et une à droite. Un pied accompagne chaque jambe, et deux doigts ornent chaque pied. Chaque jambe a sa propre ombre, et les deux ombres sont parallèles, à l'encontre des jambes qui sont à la fois, bosses et divergentes. Les bosses des genoux se fondent dans le rude sol de l'autre côté du soleil. Les jambes sont poilues, bien sûr. Fait plus inquiétant : mes petits doigts de pied se couvrent lentement mais sûrement de poils rêches et bruns roux. Pourtant, j'ai beaucoup évolué : on me le dit tous les jours. Mais, il y a une semaine, j'ai regardé les doigts de pied d'un vieux singe et ils étaient chauves.

Peut-être suis-je en train de régresser ? Ces détails troublants remplissent mes nuits d'une belle leçon. Suis-je ou non un homme comme les autres, un homme qui évolue, un homme qui progresse ? Et, si la réponse est oui, à quelle vitesse progresserai-je ?

Mes soucis ne se limitent pas à mes doigts de pied bien velus. J'ai entendu dire que le lobe de l'oreille n'est qu'un lux : il n'est plus nécessaire pour diriger les sons vers les déchiffreurs à l'intérieur de la tête. Donc, logiquement, de génération en génération, les lobes de l'homme rétrécissent. Mais pas les miens. Les miens pendent jusqu'à mes épaules. Encore une nuit blanche. Mille Dieux aide celui qui s'aide. J'ai été voir mon médecin. Je lui ai demandé des conseils. Il m'a dit que je me fais trop de soucis. Je

une spectrographie de la société française



on n'écoute pas les français : il est temps de leur donner la parole... un livre "dossier" d'unod

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ex-traditions ?



© Copyright le Monde et Jean Eitel.

Elle se mit à rire, reprit : « J'ai dû les lire avant de valider et retrouver les noms et les adresses exacts de tous ses autres employeurs. Le résultat fut positif si j'en juge par le bouquet de muguet qu'il m'offre cérémonieusement au bureau chaque printemps. » Mais nous avons, ma collègue et moi, d'autres tâches à préparer qui nous concernent, concernant les calamités agricoles. Cet été toute la commune a été déclarée sinistrée ; ce fut un déluge d'hommes venant nous exposer pertes de récoltes par une grêle, toitures de hangars, de maisons, soufflées par la tempête, plantations d'arbres détruites, joints pourris sous

TRÉSORS ARCHÉOLOGIQUES DE L'INDE DU NORD du 4 février au 25 février 1978

RICHESSES ARCHÉOLOGIQUES DE L'INDE DU SUD ET DE CEYLAN du 4 février au 26 février 1978

voyages accompagnés par une conférencière

Renseignements : Association Française des Amis de l'Orient, 19, avenue d'Iéna 75116 PARIS - Tél. : 723-64-85.

Permanence du lundi au vendredi de 14 h 30 à 18 h 30 le samedi de 10 h à 12 h

LIG 842 A.







## par GEORGES KIEJMAN (\*)

## A Paris, une double manifestation et des violences

En fait, comme devait le dire un manifestant : « Les autonomes sont hyper-accédés, tout peut arriver ». Toutefois, au début de l'après-midi, la circulation est devenue un véritable chaos, la circulation du cortège s'est effectuée dans une brève charge des forces de l'ordre, place de la Nation, au cours de laquelle un heurt a opposé un journaliste de l'*Aurore*, nommé dans l'une des bouches d'entrée du métro Nation.

Quatorze personnes ont été blessées, deux d'entre elles grièvement. Les dégâts matériels. Le bilan des déprédations est lourd : vingt-neuf établissements commerciaux ont vu leurs vitrines brisées et trentes et une autres ont subi des dommages graves, endommagés, dont plusieurs abris situés sur le passage du cortège.

**LAURENT GREILSAMER**

## En province

● A CAEN, un millier de personnes ont manifesté dans le centre de la ville et devant le palais de justice, dont plusieurs vitres ont été brisées par des jets de pierres.

De semblables manifestations ont eu lieu dans d'autres villes de France, notamment Morlaix (Finistère); Nancy (Meurthe-et-Moselle) et Pontoise (Val-d'Oise).

« LIBÉRATION » : cette rage de casser.

Le quotidien *Libération* de ce samedi 19 novembre évoque les violences auxquelles a donné lieu la manifestation de vendredi soir, à

« Paris  
« Parques et systématiquement  
« attaqués, magistres  
« frustrés, éprouvés  
« affrontés avec la police.  
« (...) »  
« On peut le déploreur ou  
« regretter que ces rotins  
« vous imposent une violence,  
« dont vous ne voulez pas for-  
« cément et que vous ne choi-  
« sissez pas. Et il est certain  
« que les autres magistrats  
« l'estimaient hier soir, se sont  
« sentis frustrés dans les pre-  
« mières attaques de banques.  
« Frustrés d'une vraie man-  
« ière, hier et aujourd'hui.  
« Car ce n'est pas ce qu'ils  
« voulaient, même s'ils pou-  
« vaient « comprendre » cette  
« rage de casses. Reste main-  
« tenant à dire et à expliquer  
« les intentions que l'on a  
« montrées en épingle de leur  
« incidents ou les mettre à leur  
« compte. Hier et aujourd'hui  
« aujourd'hui monteront en  
« épingle la casse pour alimen-  
« ter le spectre du terrorisme,  
« et oublieront Croissant  
« et la démission de  
« Stammheim. Nous pourrions »

## Une mise au point de l'amiral Sanguinetti

Le vice-amiral Antoine Sansonnet nous écrit :

Par suite d'une tentative de manipulation gauchiste, mon nom a été cité hier à plusieurs reprises — à l'occasion de l'extradition de Klaus Croissant — comme organisateur de la manifestation d'hier soir à la République.

Je tiens à faire savoir que je n'états pas à cette manifestation, que je ne partage pas l'analyse que fait l'extrême gauche de cette affaire et que je condamne en particulier totalement la violence, qu'elle soit terroriste ou dans la rue.

● M. Jacques Chirac a indiqué vendredi 18 novembre à Rennes, qu, si les terroristes ne méritent aucune indulgence, l'emprisonnement avec lequel le gouvernement a exécuté l'arrêt d'extradition de M<sup>r</sup> Croissant est étonnant. Il a ajouté : « A mes yeux, il est essentiel de respecter toutes les procédures légales dans les cours sont mises en cause les libertés individuelles. »

★ Le rapport Hite, 532 p., Robert Laffont édité. Prix : 55 F.

LA PUBLICATION EN FRANCE  
DU RAPPORT DE Mme SHERE HITE

## Une nouvelle théorie de la sexualité féminine

Déjà vendu, dit l'éditeur français (Robert Laffont), à deux millions d'exemplaires, traduit en dix langues, le « rapport Hite » vient d'être publié en France. « Il est à la sexualité féminine, dit toujours l'éditeur, ce que le rapport Kinsey (1) a été à la sexualité en-  
général »

L'autour, Mme Shere Hite, trente-quatre ans, est parmi les figures de proue du mouvement féministe américain. Historienne, elle enseigne aujourd'hui à l'université de New-York. Elle dirige le « projet féministe sur la sexualité » et étudie actuellement la sexualité masculine et la « politique de la vie privée ».

Le livre de Mme Elie est un livre engagé, un livre à thèse. Jusqu'à présent, écrit-elle, ceux qui ont entrepris des enquêtes sur la sexualité féminine « ont posé aux femmes que de mauvaises questions, pour une quantité de mauvaises raisons ». Ce livre, ajoute-t-elle « veut provoquer une discussion publique et une réévaluation de la sexualité. Il présente en outre une nouvelle

L'enquête qu'elle a dirigée pendant quatre ans repose sur l'analyse de réponses à plusieurs types de questionnaires. Cent mille exemplaires ont été envoyés, par des circuits divers (organismes féminins, revues, ligues pour l'avortement, groupements universitaires féminins) sur tout le territoire des Etats-Unis. Sur cette masse, seulement trois mille sont revenus remplis aux enquêteurs.

L'analyse des réponses n'est en aucun cas valable, selon André

Pour une telle analyse neutre, après des descriptions techniques, cliniques même, des différentes voies féminines d'accès au plaisir (82 % des femmes, selon le rapport), recourant à la masturbation, qui est l'un des thèmes les plus importants de ce livre ; elles préfèrent, dans leur immense majorité, ce qu'on leur présente à tort comme des préliminaires ; elles ont des « capacités » de plaisir très largement sous-estimées).

(1) Médecin et zoologiste américain, le docteur Kinsey, mort en 1955, avait dirigé, entre 1948 et 1953, de volumineuses enquêtes sur le comportement sexuel des Américains. Le « rapport Kinsey », en son temps, avait fait scandale. Il est devenu, depuis, un ouvrage de référence.

Mme Hite en vient à l'interprétation pure : « La sexualité et les rapports physiques, écrit-elle, doivent être redéfinis de façon à éliminer les stéréotypes culturels et répressifs » : « Les femmes doivent apprendre, estime-t-elle, à jouir de leur corps sur un modèle qui ne soit pas culturellement défini, c'est-à-dire non exclusivement dirigé vers la reproduction. »

Ainsi la deuxième partie du livre traite des «*sabhs ambigües*», des transsexuals, des «*four-quoi les femmes, demande d'ont font l'acteur, quand elles font le masculin ?*», des «*hommes qui jouent les femmes*», des hommes les besoins de l'homme et ignorent-elles les leurs ? ».

Ainsi, Anne Shere Hite adopte une attitude franchement directive, distribuant les conseils techniques mais écrivant sans redouter la contradiction : «*Il ne faut pas se laisser aller à penser que le rapport hétérosexuel sont la méthode idéale de la sexualité : les mâles, les femmes, les prêtres, les scolopages, les hommes et les femmes, les autres et dans les magazines féministes, et jusqu'à nos propres parents masculins, tous nous disent ce que doit être le sexe et comment il devrait se faire* ».

Il est évident que ce livre n'est pas un traité de psychologie, mais qu'il existe une façon «*convenable* » d'avoir un contact physique avec

★ Le rapport Hite, 532 p., Robert Laffont éd. Prix : 55 F.

## POLEMIQUE AU PARQUET DE DRAGUIGNAN

Le procureur de la République de Draguignan, M. Jean Ory, a désapprouvé publiquement les propos tenus par Mlle Monique Guemann, premier eubstitut, sur l'affaire Croissant.

*Silgnet, venant à l'instinct, se précipite, d'un geste simple, poétique, vers le magistrat. Mlle Guernani, qui est aussi vice-présidente nationale du Syndicat de la magistrature, a déclaré que l'extradition de l'assassin n'est pas un motif de recours engagé par ses défenseurs. Après leur réponse, a constaté une violation des droits de la défense, le tribunal a. Selon M. Orry, « il n'est pas d'usage que les magistrats utilisent le caractère public de leurs fonctions et soient exposés à des critiques de l'occasion d'une audience au tribunal. Incompatible avec le devoir et les obligations des magistrats, ce genre d'intervention est contraire à l'équité » qu'on en ce sens que le public pourrait croire qu'elle reflète l'opinion de tous ».*

● **Pour avoir frappé deux personnes** assurant le service d'ordre au palais de justice de Paris pendant la lecture de l'arrêt d'exécution de M<sup>e</sup> Croissant, M. Albert Schirer, éducateur, trente et un ans, a été condamné, le 17 novembre, en audience de flagrant délit, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis.

● Un Allemand de l'Ouest qui aurait été en rapport avec les auteurs du détournement du Boeing de la Lufthansa a été arrêté à Palma-de-Majorque et extradé vers la R.F.A., a-t-on annoncé officiellement vendredi 11 novembre à Madrid. — (A.F.P.)

## Les maladroits

Permi les maledroits, je rangerai ceux qui ont détendu la ceuse de Croissant. Non pas, bian sûr, ses avocats eux-mêmes, lesquels ont été admirables de ténacité, multipliant les explications et les recours, ne laissant aux autorités judiciaires ou gouvernementales aucune excuse liée au manque d'information, aucune feille dans laquelle s'engouffrer légèrement. Mala il n'en a pas été de même de ceux qui ont tenté de relayer cette défense de Klaus Crois-

Leur première erreur, et la plus importante, c'est de n'avoir pas compris que, pour la quasi-totalité des Français, l'affaire Croissant ne pouvait pas dissocier de l'affaire Baader. S'il est à l'honneur des intellectuels allemands, comme Heinrich Böll ou Günter Grass de s'interroger sur les causes du terrorisme, il doit être

## UN SONDAGE

Séduite-choix pour cent des  
Séduite-choix « Favorites à  
à l'extrême de M. Croissant »,  
« pour étaient hostiles, 18 %  
son opinion. C'est du moins le  
surtout d'un sondage publié par  
le « Journal du Peuple ». Der  
Mégrel ». Selon le même sondage  
fectué, dit le « Spiegel », par  
l'Institut français, le  
B.V.A., « avant que l'insti-  
tution ait été créée, 32 %  
les Français ont approuvé l'opini-  
on « 30 ans après la seconde  
guerre mondiale on doit être  
plus en vue avec les conditions  
de la vie », remarque  
le B.V.A. » affirme avoir inter-  
rogé, à la fin octobre et au dé-  
but de novembre, 2 000 hommes  
et femmes « représentatifs des  
Français », et a constaté que  
plus de 30 % des personnes inter-  
rogées ont estimé que M. Crois-  
tant était « un complexe des ter-  
rifiants », 31 % des personnes  
interrogées ont estimé que l'oppo-  
sition politique « n'a rien fait  
signifiait.

**Le Père Fabre vient d'être nommé conseiller technique à vie » de l'Espéridou**

ébahissement dans l'affaire  
Espérou : alors même que  
s'interroge sur le sort judi-  
cière qui tarde à lui être réservé  
*Monde* daté 13-14 novembre),  
ère René-Émile Fabre,  
ante-six ans, qui est au cœur  
drame et du scandale arrivé  
février 1976 au sein de l'éta-  
blissement pour handicapés men-  
taux de Saint-André-de-Sangonis  
(Ardèche), vient d'être nommé  
conseiller technique à vie » de  
cette

Le Père Fabre a été démis de fonctions de directeur de l'Asile il y a vingt et un mois, à la mort d'Isabelle Le Meur, treize ans et demi, qui avait été atteinte de force ou par un acte volontaire, sans états, accusé de brutalité envers plusieurs des arriérés profonds dont avait à charge l'Asile. Le meurtre, d'ailleurs, volontaire, violent et volé de fait sur mineurs, quinze ans et d'homicide imputable, le Père Fabre avait été incarcéré pendant cinq mois dans la prison de Montevideo, où il a été jugé, condamné à être pendu, puis démis, sous le nom de Fabre, sous le nom de Jules Clémart (Haute-Seine) interdit de séjour dans le département de l'Hérault (1).

La direction et le personnel  
L'industriel de l'Espérou, entière-  
ment renouvelés après le drame  
le février 1978 et qui ont su  
maintenir les traditions de l'insti-  
tut ont créé un véritable institut médi-  
co-éducatif (*Le Monde* date 9-10 jan-  
vier), l'insuccès de ce « retour à  
l'essentiel » du Père Fabre. Ce-  
pendant les associations de parents  
qui sont aussi parents de pension-  
naires de l'Espérou, ainsi que  
d'autres familles se sont consi-  
dérées en droit de demander la  
couverture d'un barrage juridique aux  
initiatives du Père Fabre. Tous  
ont en mémoire que l'ancien  
directeur de l'établissement hé-  
ritait d'avoir écrit avant de  
mourir : « Je crève, vous crêvez  
Si je me crève, vous crêvez  
» *Sud mod.*

Dans une lettre datée du 15 novembre, le cardinal François Marty, archevêque de Paris, comme le Père Fabre de cesser sans délai toute relation et toute activité à l'Espélon. « Vous n'avez reçu pour cela, lui écrit-il, aucune mission de l'Eglise de Paris. » Et le cardinal Marty reprend son compte les propos très sévères tenus au Père Fabre en mai dernier par l'un de ses proches collaborateurs.

(1) L'avocat principal du Père Labre est Me François Delmas, ancien maire de Montpellier, battu aux élections municipales de mars dernier sur une liste P.R., et vraisemblablement candidat aux prochaines élections législatives contre son vainqueur, M. Georges Frêche.



















## SOCIAL

### Manifestation d'immigrés et grève des loyers à la Sonacotra

« Abrogation des mesures Stoléru », « Non aux expulsions », « Français, immigrés, mêmes patrons, même combat » : tels étaient, avec des revendications spécifiques sur le statut de locataires des foyers-hôtels, les principaux thèmes de la manifestation organisée, ce samedi 18 novembre, à Paris, à partir de 14 heures, de Barbès à la Nation, par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève et par une vingtaine de formations d'extrême gauche, notamment trotskistes et maoïstes (« le Monde » du 19 novembre).

Le P.C.F., la C.G.T. et la C.F.D.T. ont décidé de se tenir à l'écart de cette manifestation de masse, estimant que les conditions ne sont pas réunies actuellement pour cette forme d'action. Le P.S., qui affirme n'avoir pas été consulté, avait de son côté réuni ses délégués de la région parisienne, samedi matin, à son siège, place du Palais-Bourbon, pour une journée d'études sur l'immigration, prolongeant celle organisée récemment à Grenoble pour les élus socialistes de l'ensemble de la France.

### Libres opinions

#### Sortir de l'enlèvement

par JEAN LE GARREC (\*)

DES récentes mesures sur la suspension de l'immigration et l'extension de la politique dite de « retour » ont mis en lumière, une fois de plus, la situation des travailleurs immigrés en France. On pourrait résumer cette situation par la formule : un « statut d'indignité ». Cette indignité n'est pas faite seulement d'inégalités juridiques ou économiques, elle est la conséquence d'une politique d'ensemble menée depuis plusieurs années pour isoler les travailleurs étrangers et travailleurs français : politique de ségrégation en matière d'habitat, de discrimination en matière d'emploi, politique du bouc émissaire en matière de mécontentement.

Le conflit de la Sonacotra illustre l'un des aspects de cette situation. Ce conflit dure depuis deux ans. Dans une subordination de foyers, les immigrés continuent la grève des loyers. Si des efforts ont été faits par la Sonacotra pour assouplir le règlement intérieur rigide, ouvrir les loyers vers l'extérieur et mettre en place des comités de résidents, dont le fonctionnement démocratique est encore mal assuré, sur un point capital des revendications, la politique des loyers, aucune mesure d'ensemble n'a encore vu le jour. On s'est contenté de baisser quelque peu les loyers de certains foyers de la région parisienne, de retarder certaines hausses, encore que celle intervenue en juillet ait déclenché une nouvelle vague de refus de paiements.

Les tribunaux, qui ont eu à connaître des actions intentées par les résidents contre la Sonacotra (plainte pour préjudice de prix illicites : six hausses entre 1971 et 1975, totalisant plus de 50 % d'augmentation) ou de celles intentées par la Sonacotra à l'encontre des résidents (saisies-arrests sur salaires), se sont renvoyés, jusqu'à présent, la décision sur le fond. Le tribunal de grande instance de Paris s'est récemment prononcé à un non-lieu, sur la plainte de préjudice de prix illicites. Saisie, sur appel, la Cour de Paris doit statuer le 2 décembre.

Mais l'affaire est complexe. Une double question reste posée : la Sonacotra s'est-elle créée une catégorie si particulière de logements qu'ils échappent, sur le plan de leur statut ou de leurs prix, à la réglementation commune ? Comme une catégorie de logements sociaux, très subventionnés, à normes réduites (chambres de 6 mètres carrés), peut-elle se voir appliquer des prix dépassant ceux du secteur de droit commun ? Il y a là une série d'anomalies et d'ambiguïtés sur lesquelles les pouvoirs publics ne se sont pas encore expliqués et que les tribunaux auront à trancher.

Pour déboucher la situation, les efforts de la Sonacotra et de la Commission nationale pour le logement des immigrés se portent vers l'aide personnalisée, qui aurait pour effet de réduire la contribution financière des résidents, en fonction de leurs ressources et de leurs charges familiales, sans pour autant diminuer le montant des loyers. Mais la mise en place de la procédure de l'aide personnalisée sera longue et difficile, sa gestion lourde. Aussi, provisoirement, est-il envisagé de faire appel au crédit du Fonds d'action sociale (FAS) pour une période transitoire. Y a-t-il, dans le budget 1978, une dotation au FAS suffisante pour mettre en œuvre cette politique ? Actuellement, le conseil d'administration de cet organisme fait régner l'incertitude et remet en cause les budgets d'animation, d'alphabétisation, notamment ceux de l'Anticote pour l'enseignement des étrangers.

Des solutions sont possibles concernant aussi bien l'animation des foyers, le règlementation des prix, la mise en place d'une aide personnalisée, mais encore faudrait-il que les pouvoirs publics arrêtent de tergiverser. On peut avoir intérêt à l'enlèvement du conflit ?

(\*) Délégué national du parti socialiste à l'immigration.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### LA BANQUE NATIONALE DE PARIS A MANILLE

Une délégation de la B.N.P. conduite par M. François Becker, directeur central, chargé de la « division internationale », s'est rendue aux Philippines pour l'inauguration de la succursale de la B.N.P. à Manille.

A cette occasion, des rencontres ont été organisées avec le président Ferdinand E. Marcos, chef de l'Etat, ainsi qu'avec les principales autorités du pays.

Cette nouvelle succursale de la B.N.P. opérationnelle depuis le 1<sup>er</sup> août dernier, fonctionne conformément à la réglementation des « off shore banking units », octroyée par les autorités philippines.

Elle renforce, dans cette région du monde, l'implantation de la B.N.P. présente dans les Etats suivants : l'Association des Etats du Sud-Est asiatique (A.S.E.A.N.), Philippines, Indonésie, Malaisie, Thaïlande et Singapour.

#### L'ORÉAL

Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères pour les neuf premiers mois de 1977 est de 3 551,5 millions de francs contre 3 125,2 millions de francs pour la période correspondante de 1976, en progression de 13,5 %.

A données comparables, la croissance est de 12,5 %.

### LE GOUVERNEMENT VISE A RENFORCER LA SÉCURITÉ DES CADRES

#### Le premier ministre

Le colloque organisé par la C.G.T. sur les « nouveaux cadres » (Palais de l'Assemblée nationale) a été ouvert le 16 novembre par un discours du premier ministre M. Barre. Il a repris les thèmes habituels sur la nécessité des efforts à accomplir « dans une société plus solidaire », ambition a-t-il dit, à la mesure des cadres. L'action du gouvernement s'inspire de deux principes. D'abord, il n'y a pas de contradiction entre une politique à l'intention des cadres et la réduction des inégalités, a dit M. Barre.

« A la différence d'autres, le gouvernement ne souhaite pas une égalisation excessive ou systématique des situations et des revenus. Le ressort de notre société, qui lui assure sa capacité à s'adapter et à résoudre les problèmes, tient d'abord dans la responsabilité individuelle ainsi qu'à la sanction du succès par le niveau du revenu et la promotion individuelle. La réduction des inégalités passe par une action sur deux extrêmes de l'échelle des revenus : mais dans une action spécifique en faveur des moins favorisés, mais aussi, et surtout, contre des rentes ou positions abusives qui ne correspondent pas à la nature des services rendus à la collectivité ».

Le second principe est « fondé sur la constatation d'un phénomène qui caractérise en profondeur et sur une longue période la société française et sur un jugement à son égard : cette évolution va dans le bon sens et doit être encouragée. Tout ce qui renforce le consensus dans ce pays, qui estompe les querelles idéologiques, mérite d'être soutenu : ainsi en va-t-il de l'appartenance et du développement du phénomène des cadres (...) ».

Le gouvernement vise d'abord à renforcer la sécurité des cadres (...) a conclu M. Barre. « Ceux-ci sont peu enclins à participer aux luttes politiques que certains voudraient instaurer dans leur entreprise. Ils ont une position condition essentielle de l'efficacité de l'entreprise c'est sa cohésion face aux concurrents (...) En apportant leur adhésion à la « politique » que leur est proposée, ils (...) ne feraient qu'accepter, pour reprendre la terminologie marxiste, leur propre suicide de classe ».

### LES MINES C.G.T. MANIFESTENT A PARIS

Un millier de mineurs venus de divers bassins de France (charbon, fer, potasse, bauxite) ont manifesté, vendredi 17 novembre, à Paris, à l'appel de la C.G.T., contre « la liquidation des mines » et en faveur d'une nouvelle politique énergétique. Après avoir tenu des « casses-potons » dans les rues de la capitale, les délégués ont défilé, l'après-midi, de la place de la République au ministère de l'Énergie et des Finances, puis à la préfecture de la Seine-Saint-Denis. Ils ont été reçus par M. Blondevin, secrétaire général de la Fédération du sous-sol, à son domicile, puis le prix de revient de la tonne de charbon augmentait. « A force de couper les brayettes, a-t-il ajouté, on fait crever l'arbre ».

Ces assises doivent trouver leur prolongement dans la semaine d'action organisée du 21 au 25 novembre par les syndicats C.G.T., F.C.T. et F.O. des mines de fer de la Loire, avec des arrêts de travail de deux heures par jour et un temps fort de vingt-quatre heures le 25 novembre, jour de la manifestation nationale. Les délégués ont obtenu la suspension des fermetures et des réductions d'effectifs.

### ÉNERGIE

#### 1 MILLION DE TONNES DE PÉTROLE ALGÉRIEN POUR ELIF-AQUITAINE

Elif-Aquitaine vient de conclure un accord d'approvisionnement pétrolier d'un million de tonnes pour 1978 avec la société algérienne Sonatrach. C'est la première fois qu'un contrat de ce type est signé. Après la nationalisation du pétrole en Algérie, en 1971, les deux entreprises pétrolières s'étaient associées pour produire du pétrole, mais, en décembre 1976, les deux parties étaient convenues de ne pas renouveler cet accord de co-production (Elif-Aquitaine poursuivait cependant ses recherches en Algérie). Depuis lors, Elif-Aquitaine (devenu en 1978, Elif-Aquitaine) avait négocié chaque année, sans succès, l'achat de pétrole algérien dans le cadre d'un simple contrat commercial.

En août 1977, M. Pierre Guillaumat, qui avait mené toutes les négociations difficiles en Algérie ces six dernières années, a été remplacé à la présidence de la Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) par M. Chalandon. En outre, la Sonatrach éprouve, depuis quelques mois, des difficultés à écouler sa production, le marché du brut léger étant morose.

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

### SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

#### Meilleure tenue du franc — Nouvelle avance du y

Meilleure tenue du franc français après un accès de faiblesse, nouvelle avance du YEN qui a touché ses plus hauts niveaux, léger effritement du DOLLAR et vif recul de l'OR, tels ont été les points saillants d'une semaine beaucoup plus calme que la précédente.

Encore secouée lundi, avec un cours du DEUTSCHENMARK montant à 2,1880, le niveau du franc n'a pas subi de pertes appréciables. Les opérations de change ont été marquées par une certaine prudence, les taux de l'eurofranc se sont quelque peu détendus, revenant de 13 1/2 % à 11 1/2 % à la veille du week-end. Les opérations de change ont été marquées par une certaine prudence, les taux de l'eurofranc se sont quelque peu détendus, revenant de 13 1/2 % à 11 1/2 % à la veille du week-end.

Après la très vive déception causée par l'annonce de la semaine dernière n'étant pas attendue si tôt, ce qui a créé un malaise. Les opérations de change ont été marquées par une certaine prudence, les taux de l'eurofranc se sont quelque peu détendus, revenant de 13 1/2 % à 11 1/2 % à la veille du week-end.

Le DOLLAR a continué à frôler, malgré la déclaration du président de la Bundesbank, M. Emminger, partisan du « DOLLAR fort », et celle du secrétaire d'Etat américain, le trésorier M. Blumenthal, qui a une « dépréciation artificielle du DOLLAR ». Inutile de dire que propos de M. Blumenthal ont eu plus guère d'influence.

#### Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACE	LIBRE	\$ U.S.	FRANC	FRANC	FRANC	FRANC
			FRANCO	FRANCO	FRANCO	FRANCO
London	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
New-York	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
Paris	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
Berlin	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
Frankfurt	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
Bruxelles	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
Amsterdam	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007
Milano	1.8200	8.8324	4.0112	4.0813	64.1350	4.4007

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 100 deutsches de 100 francs de 100 francs belges et de 100 francs.

termes, et ils devront placer sans intérêt auprès de la Banque du Japon toute augmentation de leurs dépôts en YENS convertibles, ce qui réduit l'intérêt de l'opération. A l'annonce de ces mesures, les cours du DOLLAR bondissent de 24 à 27 YENS, pour retomber, quelques heures après, à 24 YENS. Selon les milieux financiers, la pression à la hausse du YEN est « irréversible », certains experts entendant un cours de 240 YENS pour 1 DOLLAR dans peu de temps et n'excluant pas une chute à 230 YENS d'ici à la fin de l'année.

### LES MATIÈRES PREMIÈRES

#### Reprise du cuivre et du zinc — Repli du café et du cacao

MÉTALLS. — Le cuivre s'est relancé dans un marché cependant très tendu, depuis que les producteurs japonais n'ont été décidés sur le marché londonien, et l'annonce de l'achat de 20 millions de livres de cathodes par le Service de la Monnaie des Etats-Unis a contribué à la reprise des cours. Des rumeurs font toutefois état de l'imposition éventuelle de taxes d'importation par les Etats-Unis pour protéger l'industrie nationale. D'autre part, les stocks du Metal Exchange de Londres se sont accrus de 1.125 tonnes à 3.325 tonnes.

Le zinc en dépit des récentes baisses de prix effectuées par les producteurs américains (de 1 cent à 1,5 cent la lb, à 31 et 30,5 cent). Les stocks ont diminué à Londres pour la septième semaine consécutive ; la diminution ressortant au total à 20 tonnes. Les cours du plomb se sont redressés sur des indications d'achats soviétiques évalués à quelque 4.000 tonnes. Les stocks de Londres ont baissé comme prévu de 200 tonnes à 62.300 tonnes.

L'étain a été orienté à la baisse après une augmentation inattendue des stocks londoniens (+ 5 tonnes à 3.325 tonnes).

DÉTERGENTS. — Repli des cours du café à Londres après la décision d'augmenter les prix des producteurs de café arabica. Cette décision a entraîné une baisse des cours mondiaux sans l'accord des pays consommateurs. Les Brésiliens ont-ils réellement vendu en dessous du prix minimum d'exportation de 3,20 ? Des rumeurs indiquent que, depuis octobre, le Brésil aurait vendu plus de 1 million de sacs avec un rabais de 6,130 par lb, dans le cadre d'accords spéciaux.

#### Cours des principaux marchés

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALLS. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant 657 (660,50), trois mois 664,50 (660,50) ; étain, comptant 6.825 (6.870), trois mois 6.715 (6.780) ; plomb 347,50 (344,50) ; zinc 289,50 (285).

New-York (en cent par livre) : cuivre (premier terme) 55,50 (55,50) ; étain (premier terme) 114,00 (114,00) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne) 48,50 (48,50) ; mercure (par bouteille de 75 lbs) 130-135 (inch.).

— Londres (en dollars des Detroits par picul de 22 lbs) : 1.787 (1.790).

TEXTILES. — New-York (en cent par livre) : coton, déc. 51,85 (50,25), mars 52,40 (51,08).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (péguée à sec), déc. 242 (inch.) ; jute (en dollars par tonne) Pakistan, White grade C 433 (240).

— Bombay (en francs par kilo) : laine 23,60 (23,65).

— Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 98,50 (98,50).

CAOUTCHOUC. — Londres (en cent par livre) : S.S. comptant 50,50-52 (51,50-52,50) ; Penang (en cent des Detroits par kilo) : 208,50-208 (207,50-208,50).

DÉTERGENTS. — New-York (en cent par lb) : cacao, déc. 180,50 (186,50) ; marg 155,50 (160,50) ; sucre, diap. 7,40 (7) ; marg 8,90 (8,91) ; marg 11,80 (11,80) ; marg 17,05 (17,05) ; cacao, déc. 2,215 (2,514) ; marg 2,000 (2,000).

— Paris (en francs par quintal) : cacao, déc. 2,006 (2,200) ; marg 1,840 (1,855) ; café, janv. 1,545 (1,590) ; marg 1,485 (1,500) ; sucre (en francs par tonne) : janv. 807 (810).

CÉRÉALES. — Chicago (en cent par boisseau) : blé, déc. 277 1/2 (270 1/2) ; marg 288 1/4 (279 1/2) ; maïs, déc. 223 1/4 (218 3/4) ; marg 222 1/2 (220 1/2).

### MARCHÉ MONÉTAIRE

#### RETOUR AU CALME

Tant va le franc, tant vont les taux. Cet axiome a encore été vérifié cette semaine sur le marché monétaire de Paris, où le loyer de l'argent au jour le jour n'a pas dépassé le niveau de 9 1/8 %, atteint la semaine précédente. Cette stabilité était unanimement attribuée à la meilleure tenue de notre monnaie sur les marchés des changes, après l'accès de faiblesse qui avait contraint la Banque de France à utiliser, avec modération, l'arme des taux. Confirmation fut donnée de ce retour au calme, peut-être provisoire, par l'adjudication de 1,5 milliard de francs sur effets privés, qui s'effectuera vendredi au taux inchangé de 6 1/2 %.

A la veille du week-end, le marché se montrait plus équilibré, les prêteurs se faisant plus nombreux et les liquidités plus abondantes. On rencontrait même quelques offres pour le prêt à long terme, indiquant une détente des taux. Pour l'instant, toutefois, la vigilance demeure la règle d'or, trop d'incertitudes pesant sur le proche avenir.

Oùte-Atlantique, la publication hebdomadaire du chiffre de la masse monétaire est entourée d'un suspense digne des meilleurs « thrillers » de la Série noire. Quelle diminution, et les milieux financiers se rejoignent.

dans l'espoir que les auto-matistes, nouveau croque-taux, ne feront pas monter les taux. Quelle augmentation à nous et les craintes d'un nouveau cycle de hausse de la masse monétaire à l'augmentation de la production, son rythme de progression modéré. En outre, le taux du marché de l'argent entre banques, « federal funds », a légèrement fléchi, et le « prime rate » tant de la Citibank doit être inchangé. A signaler, toute l'initiative d'une petite banque globale, la South West Bank Saint-Louis, qui a ramené le taux de base de 7 1/2 % à 7 %. Son exemple n'a pas été suivi.

#### TITRES LE PLUS ACTIF

Nbre	V	V
4 1/2 % 1973	39 200	25 1/2
Michelin	12 200	16 1/2
Perrier	101 200	12 1/2
ELF-Aquitaine	35 700	12 1/2

### Les étrangères

#### LONDRES

Les cours des matières premières ont été orientés à la baisse après une augmentation inattendue des stocks londoniens (+ 5 tonnes à 3.325 tonnes).

DÉTERGENTS. — Repli des cours du café à Londres après la décision d'augmenter les prix des producteurs de café arabica. Cette décision a entraîné une baisse des cours mondiaux sans l'accord des pays consommateurs. Les Brésiliens ont-ils réellement vendu en dessous du prix minimum d'exportation de 3,20 ? Des rumeurs indiquent que, depuis octobre, le Brésil aurait vendu plus de 1 million de sacs avec un rabais de 6,130 par lb, dans le cadre d'accords spéciaux.

#### FRANCOFORT

Les cours des matières premières ont été orientés à la baisse après une augmentation inattendue des stocks londoniens (+ 5 tonnes à 3.325 tonnes).

DÉTERGENTS. — Repli des cours du café à Londres après la décision d'augmenter les prix des producteurs de café arabica. Cette décision a entraîné une baisse des cours mondiaux sans l'accord des pays consommateurs. Les Brésiliens ont-ils réellement vendu en dessous du prix minimum d'exportation de 3,20 ? Des rumeurs indiquent que, depuis octobre, le Brésil aurait vendu plus de 1 million de sacs avec un rabais de 6,130 par lb, dans le cadre d'accords spéciaux.

### ROUSSEL

Le groupe Roussel Uclaf a annoncé que son chiffre d'affaires consolidé pour les neuf premiers mois de 1977 est de 3 551,5 millions de francs contre 3 125,2 millions de francs pour la période correspondante de 1976, en progression de 13,5 %.

A données comparables, la croissance est de 12,5 %.







